Cadre de travail de l'évaluation de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix dans les pays de l'Union du fleuve Mano

BEPS

Basic Education and Policy Support (BEPS) Activity

Creative Associates International

en collaboration avec

CARE, The George Washington University, and GroundWork

USAID

United States Agency for International Development

Contract No. HNE-I-00-00-00038-00

Cadre de travail de l'évaluation de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix dans les pays de l'Union du fleuve Mano

Préparé par :

Sue Nelson, expert-conseil et chef d'équipe
Mathias Bassene, conseiller en prévention des conflits, WARP

Basic Education and Policy Support (BEPS) Activity
US Agency for International Development
Contract No. HNE-I-00-00-00038-00
Ordre de mission n. 748-01

Creative Associates International, Inc.
en collaboration avec
Care
The George Washington University
GroundWork

Juin 2003

PRÉFACE

Le but de cette évaluation consiste à mettre au point, pour les interventions futures du programme régional Afrique de l'Ouest de l'USAID (West African Regional Program – WARP), un cadre de travail exhaustif de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix, à l'échelon transfrontières et sous-régional, dans les pays de l'Union du fleuve Mano ou UFM, Guinée, Sierra Leone et Liberia.

Pour cette évaluation, le travail sur le terrain s'est déroulé du 5 au 26 mai 2003. L'énoncé des travaux figure à l'annexe A. L'équipe de travail s'est composée de deux experts en évaluation des conflits et en assistance. Le chef d'équipe, Sue Nelson, ancien directeur suppléant du bureau de l'USAID-Cambodge pour la démocratie et la gouvernance, possède une solide expérience dans le domaine du maintien de la paix et de l'assistance après les conflits au Mozambique, en Haïti et au Cambodge. Mathias Bassene, expert en conflit, est le conseiller de la prévention des conflits du projet WARP. M. Bassene est chargé de la conception et de la gestion des activités de consolidation de la paix et de prévention des conflits en Afrique de l'Ouest, notamment des sous-régions de l'UFM et de la Sénégambie.

L'évaluation sur le terrain s'est appuyée sur les informations et le soutien logistique des programmes de l'USAID des trois pays de l'UFM : USAID-Guinée, USAID-Sierra Leone et USAID-Liberia. L'équipe d'évaluation escomptait au départ se rendre dans les trois pays, ainsi que dans les régions forestières de Guinée, limitrophes du Liberia et de la Sierra Leone. Toutefois, pour des motifs de sécurité, l'équipe n'a pas reçu l'autorisation de se rendre au Liberia, ni en Guinée australe. Les entretiens se sont tenus à Conakry (Guinée) et à Freetown (Sierra Leone). Le directeur de la mission de l'USAID-Liberia s'est réuni avec l'équipe en Sierra Leone pour des entretiens sur la situation et les programmes d'assistance au Liberia. L'USAID-Libera a également recueilli des informations auprès des ONG et des OSC oeuvrant au Liberia. L'équipe a pu se rendre dans les régions limitrophes de Guinée et du Liberia, en compagnie du directeur de mission, avec le directeur de la mission de l'USAID-Liberia et du directeur de programmes de l'USAID-Sierra Leone. Cette visite a été organisée par l'USAID-Sierra Leone et a été appuyée par les forces de maintien de la paix des l'ONU (MIPRENUSIL).

Au cours de ces travaux sur le terrain, l'équipe s'est entretenue avec les collaborateurs de l'USAID (Guinée, Sierra Leone et Liberia), des responsables de l'ambassade des Etats-Unis, d'autres bailleurs de fonds, des bénéficiaires des subventions de l 'USAID, des responsables des ONG et des OCS, des fonctionnaires de l'Etat et autres représentants prenant part à l'encadrement et à l'aide à la consolidation de la paix dans l'UFM (annexe B). L'équipe a également recueilli et examiné les documents disponibles (annexe D).

Les conclusions de l'équipe d'évaluation et la conception résultante d'un cadre de travail de la consolidation de la paix du WARP, de la sous-région de l'UFM, reflètent les renseignements fournis par les effectifs oeuvrant dans la région. Ces particuliers et ces organisations, dévoués à leur tâche, travaillent pour la paix et la stabilité et nous les remercions d'avoir pris sur leur

emploi du temps chargé pour nous présenter leur préhension de la situation, leurs informations et leurs connaissances.

L'équipe souhaite en particulier remercier les missions bilatérales de l'USAID de la FMU qui ont assuré la pierre angulaire, logistique et information, de cette évaluation de la situation. Leur expérience bilatérale et leurs pratiques exemplaires dans le domaine de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix, constituent les fondements de cette conception sous-régionale. Il convient d'adresser des remerciements tous particuliers au directeur de la mission de l'USAID-Liberia, Edward Birgells, qui s'est rendu en Sierra Leone pour rencontrer l'équipe et lui communiquer les données du Liberia. Nous remercions également Julie Koene-Grand de l'USAID-Sierra Leone qui a organisé le déplacement dans les régions frontalières, ainsi que Julie Scofield et Julie Nenon de Creative Associates International, Inc. de leur appui administratif et de programme.

ABRÉVIATIONS

AFL	Armed Forces of Liberia – Forces armées du Liberia
AFR	Africa Bureau (USAID) – bureau Afrique (USAID)
AFRC	Armed Forces Revolutionary Council – conseil révolutionnaire des forces armées
ALPO	Association of Liberian Professional Organizations – Association des organisations professionnelles libériennes
CBO	Community-Based Organization – organisation communautaire
CDF	Civil Defense Force – Force de défense civile
CIVPOL	Civilian Police (UN) – police civile (ONU)
CLUSA	Cooperative League of the United States – Ligue coopérative des Etats Unis
CPBD	Community Peacebuilding Program – programme communautaire de consolidation de la paix
CSO	Civil Society Organization – Organisation de la société civile
DDR	Disarmament, Demobilization, and Reintegration – Désarmement, démobilisation et réintégration
ECOMOG	Economic Community of West African States Monitoring Group – Groupe de contrôle de la CEDEAO
ECOWAS	Economic Community of West African States - CEDEAO
EU	European Union – Union Européenne
FFP	Food for Peace
GNCCSO	Guinean National Council of Civil Society Organizations – Conseil national guinéen des organisations de la société civile
GOG	Government of Guinée – gouvernement de Guinée
GOL	Government of Liberia – gouvernement du Libéria
GOSL	Government of Sierra Leone – gouvernement de la Sierra Leone
ICG	International Contact Group
ICRC	International Committee of the Red Cross – Comité international de la Croix Rouge
IDP	Internally Displaced Person – personne déplacée intra-frontières
IFES	International Foundation for Electoral Systems
IHRLG	International Human Rights Law Group
IMAT	International Military Assistance Training Program – programme international d'assistance d'entraînement militaire
IR	Intermediate Result – résultat intermédiaire
IRC	International Refugee Committee – comité international pour les réfugiés
LURD	Liberians United for Reconciliation and Democracy – Union des Libériens pour la Réconciliation et la Démocratie
MJP	Mouvement pour la Justice et la Paix
MODEL	Mouvement for Democracy in Liberia – Mouvement pour la démocratie au Libéria
MPCI	Mouvement Patriotique de la Côte d'Ivoire
MPIGO	Mouvement Patriotique du Grand Ouest
MRU	Mano River Union – Union du fleuve Mano (UFM)

MRU-CSM	Mano River Union Civil Society Movement – Mouvement de la société civile de l'UFM
MRUWPN	Mano River Union Women Peace Network – Réseau des femmes pour la paix de l'UFM
NED	National Endowment for Democracy
NDI	National Democratic Institute
NGO	Non-Governmental Organization – Organisation non gouvernementale (ONG)
OGDH	Organisation Guinéene de Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen
OFDA	Office of Foreign Disaster Assistance
OTI	Office of Transition Initiatives (USAID) – Office pour les initiatives pour la transition
RSLA	New army in Sierra Leone
RUF	Revolutionary United Front - FUR
SLA	Sierra Leone Army – Armée de terre de la Sierra Leone
SLP	Sierra Leone Police – Police de la Sierra Leone
SO	Strategic Objective – objectif stratégique
SpO	Special Objective – objectif spécial
TRC	Truth and Reconciliation Commission – Commission pour la vérité et la réconliation
UNAMSIL	UN Mission in Sierra Leone – Mission préparatoire des Nations Unies en Sierra Leone
UNDP	United Nations Development Programme - PNUD
UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees – Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, HCR
UNICEF	United Nations Children's Fund
UNIFEM	United Nations Development Fund for Women – Fonds de développement des Nations Unies pour les femmes
UNMINUCI	UN Mission in Côte d'Ivoire – Mission préparatoire des Nations Unies en Côte d'Ivoire
BACH	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs – Bureau de coordination des Nations Unies pour les affaires humanitaires, BACH
USAID	U.S. Agency for International Development – Agence des Etats-Unis pour le développement international
WANEP	West African Network for Peacebuilding – Réseau de l'Afrique de l'Ouest pour l'édification de la paix
WARP	West Africa Regional Program (USAID) – Programme régional pour l'Afrique de l'Ouest
WCRP	World Conference on Religion and Peace – Conférence mondiale sur la religion et la paix
WFP	World Food Programme

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE……..ii

ABRÉVIATIONS..... iv

I. INTRODUCTION..... 1

II. ÉVALUATION DE LA STABILITÉ POLITIQUE ET DES CONFLITS AU SEIN DE L'UFM 4

A. Vue d'ensemble 4

B. GUINÉE.....6
1. Stabilité politique..... 7
2. Sécurité 9
3. Autres questions..... 11

C. SIERRA LEONE 12
1. Stabilité politique..... 14

2. Sécurité 15

3. Autres problèmes 16

D. LIBERIA.....19
1. Stabilité politique..... 20
2. Sécurité 21
3. Autres problèmes 22

E. CÔTE D'IVOIRE 24

F. PROBLÈMES CRITIQUES DE L'UFM 27
1. Appui intra-régional des conflits internes..... 27
2. Règlement des conflits..... 28
3. Mouvements transfrontières..... 29
4. Gouvernance 30
5. Prolifération des armes légères 31
6. Ressources naturelles et conflits 31
7. Possibilités lacunaires pour les jeunes et les ex-combattants 32
8. Culture de la violence 33

III. PROGRAMME D'ASSISTANCE À L'UFM..... 35

A. ASSISTANCE À LA PRÉVENTION NATIONALE DES CONFLITS ET À LA CONSOLIDATION DE LA PAIX 35
1. Guinée 35
a. Prévention et atténuation des conflits dans la région forestière 36
b. Prévention des conflits en Guinée 38
2. Sierra Leone 39
3. Liberia 41

B. ASSISTANCE TRANSFRONTIÈRES À LA PRÉVENTION DES CONFLITS ET À LA CONSOLIDATION DE LA PAIX 43

C. ASSISTANCE SOUS-RÉGIONALE À LA PRÉVENTION DES CONFLITS ET À LA CONSOLIDATION DE LA PAIX 44
1. Assistance au secrétariat de l'UFM 45
2. Assistance aux efforts de l'UFM dans le domaine de la société civile 45
3. Assistance pour une paix négociée au Liberia 47
4. Assistance régionale 48

IV: CADRE DE TRAVAIL FONDÉ SUR LES RÉSULTATS DE LA CONSOLIDATION DE LA PAIX 49

A. VUE D'ENSEMBLE 49

B. INITIATIVE DE CONSOLIDATION DE LA PAIX DE L'UFM 50
1. Cadre de travail 50
2. Hypothèses de travail 52
3. IR1 : 52
a. IR1 activités 55
b. Indicateurs 56
4. IR2 : 57
a. IR2 : activités 58
b. Indicateurs 61
5. IR3 : 62
a. IR3 : activités 64
b. Indicateurs 68

C. NOTES D'EXÉCUTION 68
1. Gestion 68
2. Questions relatives à la conception des activités 69
3. Plan de surveillance de la performance 70

PIÈCES JOINTES 72

ANNEXES 73

LISTES DES PERSONNES ET DES ORGANISATIONS CONTACTÉES 73

ÉVALUATION : ITINÉRAIRE DU 5 AU 26 MAI.....80

DOMAINE DE TRAVAIL DE L'ÉVALUATION.....81

DOCUMENTS CONSULTÉS.....85

I. INTRODUCTION

L'Union du fleuve Mano[1] (UFM), comprenant la Guinée, la Sierra Leone et le Liberia, souffre depuis près de deux décennies de troubles civils et politiques. Depuis les années 90, le conflit a pris une dimension sous-régionale manifeste car le conflit armé s'est propagé, traversé les frontières, et plongé le Liberia et la Sierra Leone dans des guerres civiles nationales. En date, la Guinée a été en mesure de maintenir la paix sur son territoire, mais elle reste vulnérable.

En dépit d'interventions internationales de grande ampleur, y compris une mission de maintien de la paix de l'ONU, à l'heure actuelle, en Sierra Leone (UNAMSIL), et des sanctions de l'ONU contre le Liberia, le conflit armé perdure au sein de l'UFM. Au cours des travaux sur le terrain effectués pour la présente évaluation, les combats au Libéria se sont rapprochés de la capitale, Monrovia, au point où l'ambassade américaine a demandé instamment aux citoyens américains de quitter le pays. La situation au sein de l'UFM est complexe en raison du conflit en Côte d'Ivoire, pays limitrophe de la Guinée et du Liberia. Ce conflit a produit de grands mouvements de population à destination et au travers de l'UFM, offrant en outre une base aux groupes dissidents, rebelles, libériens.

La Guinée, le plus grand membre de l'UFM, a été en mesure de garder son équilibre interne en dépit des mouvements massifs de réfugiés, de la présence d'éléments armés dans ses régions frontalières et des combats incessants le long de ses frontières. En 2000-2001, les villes le long de sa frontière avec la Sierra Leone ont été attaquées, ravageant la région et déracinant plus de 250.000 habitants. Mais l'équilibre pacifique de la Guinée reste pour le moins précaire et le pays reste vulnérable en termes d'instabilité et de troubles politiques alors que la santé du président guinéen, âgé, décline parallèlement aux conditions d'existence de ses citoyens. La continuité de la paix avec la Sierra Leone est de fait tributaire de la présence des forces de maintien de la paix des Nations Unies et le retrait prévu des forces de l'UNAMSIL, d'ici la fin 2004, laissera la Sierra Leone vulnérable à une éventuelle reprise du cycle de la violence.

Le conflit au sein de l'UFM est complexe et fait intervenir divers protagonistes et différents facteurs. Il n'existe pas de solution simple aux problèmes de l'UFM, toutefois, les bailleurs de fonds confrontés à de nombreuses crises dans le monde entier et à une régression des ressources, sont amenés à s'axer sur les besoins immédiats : rétablissement de la paix, démobilisation et réinsertion des anciens combattants et soulagement des pires traumatismes psychosociaux et économiques de la guerre. Mais une paix durable exigera également une modification de la volonté politique dans les trois pays dans le sens d'une meilleure gouvernance, d'un partage du pouvoir amélioré et de la création de possibilités économiques réelles pour tous les secteurs de la société.

Une pais durable exigera également que l'on aborde les causes profondes du conflit. Une partie de ces dernières remontent au tracé arbitraire des frontières nationales divisant les

[1] L'Union du fleuve Mano (UFM) est une union politique officielle entre les pays suivants : Guinée, Sierra Leone et Liberia. Dans la présente d'évaluation, l'UFM indique, selon le contexte, la sous-région comprenant ces trios pays ou l'union politique. L'instance officielle régissant l'UFM est le Secrétariat de l'UFM.

groupes ethniques, créant divers gouvernements officiels, systèmes éducatifs et langues. D'autres causes se trouvent dans la culture politique de l'Afrique de l'Ouest et dans la manière dont le pouvoir et les ressources traditionnels étaient distribués. Il faudra un certain temps et des efforts considérables pour changer la culture politique dans une région habituée à l'exclusion, la répression et le recours à la violence.

Au cours des entretiens, il convient de noter la profonde différence entre les réponses des Africains et des non-Africains aux questions concernant les causes profondes du conflit. Pour les Africains, elles datent d'une époque lointaine déjà, celle de l'empire du Mali et de l'arrivée des étrangers dans la sous-régions, des centaines d'années de cela. Selon eux, ces étrangers, d'autres ethnies, ont accaparé le commerce, les postes au pouvoir et exclu les groupes autochtones. Pour eux, c'est là la cause présente et passée du conflit dans la région. En revanche, pour les non-Africains, la cause du conflit se situe à l'heure actuelle : mauvaise gouvernance, corruption, chômage des jeunes et autres problèmes dont, notamment, la pauvreté et le manque d'information.

Les communautés internationales oeuvrant dans les trois pays de la FMU sur les causes du conflit abordent la question dans leur optique moderne. Les racines et les problèmes historiques découlant du tracé arbitraire des frontières politiques, il y a quelque 50 ans, dépassent la portée des interventions des bailleurs de fonds. Toutefois, ce sont là des problèmes que les pays Africains et leurs citoyens commencent à aborder d'eux-mêmes, par le biais d'institutions régionales, notamment la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest)[2]. Il s'agit également de problématiques que des programmes régionaux peuvent aborder, par exemple le WARP (West African Regional Program) de l'USAID. Son but consiste à renforcer la stabilité politique et la prospérité économique dans la région. Ce programme régional permet à l'USAID d'adopter une perspective régionale des problématiques du conflit auxquelles est confrontée l'UFM, tout en lui apportant la capacité d'aborder les questions qui transcendent les frontières politiques nationales.

L'objectif de la présente évaluation consiste à concevoir un cadre de travail d'une assistance future du WARP dans le domaine de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix dans la sous-région de l'UFM. Le cadre de travail précisé dans la 4e partie, « Cadre de travail fondé sur les résultats de la consolidation de la paix au sein de l'UFM », vient compléter les trois programmes bilatéraux de l'USAID en UFM et s'appuie sur leurs synergies. Chaque mission bilatérale s'est dotée de stratégies de prévention et d'atténuation des conflits bien conçues, comportant des programmes actifs en cours. Le WARP peut appuyer le renforcement de ces programmes en abordant des questions sous-régionales et en oeuvrant en faveur de l'amélioration des relations et des mécanismes de règlement des conflits au sein de l'UFM.

[2] La CEDEAO est la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, un groupement régional de quinze pays, fondé par un traité en 1975. Son axe est l'intégration et le développement économiques, mais il a entrepris des missions multilatérales de maintien de la paix en Afrique de l'Ouest, y compris des mission en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire.

Le projet d'Initiative de consolidation de la paix en UFM comprendrait les éléments suivants:

- les questions transfrontières et sous-régionales, notamment la prolifération des armes de petit calibre et l'exportation illicite de ressources naturelles aux fins de financement de conflits

- la mise en place de réseaux sous-régionaux des réseaux des organisations nationales de la société civile (CSO), appuyés par les programmes bilatéraux de l'USAID, et la prestation de petites subventions à ces réseaux pour leurs activités transfrontières et sous-régionales de consolidation de la paix

- le renforcement des efforts officiels entre les pays de l'UFM visant à réduire les tensions sub-régionales en appuyant a) les efforts de dialogue du réseau sub-régional de la CSO, et b) les travaux du Secrétariat de l'UFM afin de mettre en œuvre son 15e protocole et de remettre sur pied le commerce sous-régional, aux niveaux transfrontières. [3]

[3] Le 15e protocole a été adopté par l'UFM en 2000 pour oeuvrer en faveur de la paix, de la sécurité et de la stabilité de ses trois Etats membres.

II. ÉVALUATION DE LA STABILITÉ POLITIQUE ET DES CONFLITS AU SEIN DE L'UFM

A. Vue d'ensemble

Les trois pays de l'UFM reflètent leurs passés coloniaux différents et leur héritage africain commun. Du point de vue historique, ces pays sont liés à trois puissances internationales différentes, ce qui a entraîné des structures gouvernementales différentes, des langues officielles différentes et un schéma social différent en raison de systèmes éducatifs différents. La Guinée est un produit du colonialisme français et de ses rapports aigres avec la France à la suite de son Indépendance. C'est également le produit de vingt ans de socialisme et de répression dictatoriale de son premier président, Ahmed Sekou Touré. La Sierra Leone est le produit du colonialisme britannique et elle fut le centre éducatif de l'Afrique de l'Ouest anglophone et les Krio (esclaves retournés au pays) dominent ses populations autochtones. Le Liberia est le pays créé par des esclaves américains, revenus en Afrique et qui conservent le pouvoir et le contrôle des ressources par rapport aux autres ethnies locales, depuis plus de deux cent ans.

Toutefois, en dépit de leurs différences, ces trois pays partagent en grande partie les mêmes caractéristiques et conditions. Ces pays ont tous fait partie du même territoire avant que les frontières politiques actuelles n'aient été établies. Ils se composent souvent des mêmes ethnies, leurs communautés et leurs familles dépassent les frontières politiques. Leurs gouvernements sont souvent de type autoritaire, dominés par un groupe et leurs alliés, souvent sur une base ethnique. Les trois pays possèdent de riches ressources naturelles : eau douce, or, grumes et diamants. Ils ont tous accès à la mer. Toutefois, ces trois pays restent pauvres, avec un petit groupe riche, une élite. Tous trois sont vulnérables du point de vue politique, leur histoire est une suite de coups d'état militaires et d'interventions armées. Leur condition actuelle recouvre toute la gamme des conflits, allant du pré-conflit (Guinée) au maintien de la paix (Sierra Leone) en passant par la guerre civile (Liberia).

Ces trois pays forment l'UFM. L'Union a été créée en 1973 par un accord entre le Liberia et la Sierra Leone dont les présidents étaient amis proches à l'époque. La Guinée s'est jointe à eux en 1980. Le but de l'UFM consistait à améliorer les conditions socioéconomiques au sein de l'Union. Son secrétariat siège à Freetown (Sierra Leone), avec des bureaux de liaison à Conakry (Guinée) et Monrovia (Liberia). En 2000, l'UFM a adopté son 15e protocole de coopération conjointe dans les domaines de la défense, de la sécurité, des affaires nationales et étrangères. Le 15e protocole demande la création d'un comité conjoint de sécurité et d'autres mécanismes de l'UFM pour encadrer la sécurité aux frontières et autres questions connexes.

L'UFM est devenue l'une des victimes du conflit au sein de l'Union. Bien que la Sierra Leone et la Guinée continuent à verser des sommes symboliques pour le fonctionnement du Secrétariat, les combats au Liberia ont de fait stoppé les travaux du Secrétariat depuis

plus de 10 ans. Aucun des comités ou des mécanismes prévus par le 15e protocole n'a été créé et cette stagnation est perpétuée par les rapport personnels antagonistes entre deux des trois chefs d'État de l'Union (la Guinée et le Liberia).

En dépit des récentes améliorations de la paix et de la situation sécuritaire en Sierra Leone et de du maintien de la stabilité en Guinée, la situation au Liberia connaît une détérioration quotidienne qui s'est poursuivie au cours des travaux sur le terrain de la présente évaluation. La guerre civile ininterrompue au Liberia pourrait, potentiellement, déstabiliser la Guinée et la Sierra Leone d'où se retirent les forces de l'UNAMSIL. Lorsque l'on tient compte des effets du conflit en Côte d'Ivoire et de la vulnérabilité de la Guinée par rapport à la question de la succession présidentielle, la fragilité de la sous-région de l'UFM est criante.

Selon une évaluation des risques de conflit en UFM, réalisée en 2002 pour les indicateurs nationaux pour la politique étrangère[4], la Guinée et le Liberia couraient un risque moyen de confit, alors que la Sierra Leone restait à un niveau de risque élevé. Bien que la plupart des données utilisées pour cette évaluation datent d'une certaine époque (1995-2000) et que le Liberia connaît depuis lors un conflit armé et ouvert, les domaines de vulnérabilité identifiés par l'évaluation reste viable, semble-t-il, comme l'indique en détail le tableau suivant :

Table 1: MRU: Risque potentiel de conflit[5]

Domaine d'inquiétude	Guinée	Sierra Leone	Liberia
Antécédents de conflit armé	Faible risque (3.7)	Risque élevé (9.3)	Risque élevé (7.1)
Gouvernance asthénique et instabilité politique	Risque élevé (7.7)	Risque élevé (8.3)	Risque élevé (7.5)
Faible niveau de développement humain	Risque élevé (7.7)	Risque élevé (7.9)	Risque élevé (7.3)
Résultats économiques instables	Risque moyen (6.8)	Risque élevé (9.6)	Pas de données
Militarisation	Faible risque (2.6)	Faible risque (3.8)	Risque moyen (4.5)
Hétérogénéité des populations	Risque moyen (5.3)	Risque moyen (6.7)	Risque moyen (6.0)
Pression démographique	Risque moyen (5.1)	Risque moyen (5.6)	Risque moyen (5.8)
Pression environnementale	Risque moyen (5.3)	Risque moyen (6.3)	Pas de données
Liens internationaux	Risque moyen (5.6)	Risque moyen (5.4)	Risque moyen (6.2)
Indice de risque[6]	**Risque moyen (5.4)**	**Risque élevé (7.2)**	**Risque moyen (6.4)**

[4] *Conflict Risk Assessment Report, West Africa: Mano River Union and Senegambia.,* avril 2002 : la plupart des données datent de 2000 ou avant, avec une absence de données pour le Liberia dans les années 90 en raison de l'absence de capacité nationale.
[5] Ibid

Les zones avoisinantes de la sous-région de l'UFM sont également vulnérables aux conflits. Les combats en Afrique de l'Ouest ont commencé dans la région de Casamance, au Sénégal, dans les années 80 et s'est propagé jusqu'en Guinée Bissau. Ces deux pays sont limitrophes de la Guinée. La Côte d'Ivoire, qui est limitrophe de la Guinée et du Liberia, a plongé dans un conflit ouvert en 2002. Pendant toute cette période de troubles, la Guinée est restée stable et a été en mesure d'absorber les réfugiés ainsi que les répercussions du conflit le long de ses frontières. Ainsi, la Guinée a fait office de tampon, en empêchant que le conflit n'atteigne les pays avoisinants, par exemple le Mali.

Le consensus d'ensemble dégagé des entretiens, en Guinée et en Sierra Leone ? Si la Guinée est déstabilisée, le conflit pourrait se propager facilement aux autres pays d'Afrique de l'Ouest. Il est donc essentiel de garantir la stabilité et de renforcer une paix durable dans la sous-région de l'UFM, non seulement pour les trois pays de l'UFM, mais également pour toute la région de l'Afrique de l'Ouest.

Ce chapitre comprend les profils des trois pays de l'UFM, Guinée, Sierra Leone et Liberia, ainsi qu'un profil de la Côte d'Ivoire. Chaque profil comprend une évaluation de la stabilité politique, de la sécurité de chaque pays, ainsi qu'une analyse de diverses autres questions.

B. GUINÉE

La Guinée est souvent citée comme étant « le dernier bastion », puisqu'elle a été en mesure de garder son équilibre en dépit des troubles que connaissent ses voisins. De deux côtés, la frontière guinéenne s'ouvre sur des régions de conflit armé (Liberia et Côte d'Ivoire) et un troisième côté a connu des conflits dans un passé relativement récent (sierra Leone, Guinée Bissau et Sénégal). La Guinée a survécu à des attaques transfrontières qui ont entraîné de vastes ravages et la migration de ses citoyens ainsi que l'arrivée de centaines de milliers de réfugiés chassés par les guerres de ses voisins.

Toutefois, l'équilibre de la Guinée est précaire et son extérieur calme couvrirait, selon certains, un intérieur en ébullition. La Guinée possède un gouvernement extrêmement centralisé, dirigé par un président âgé, souffrant de graves problèmes de santé. Les rumeurs de sa disparition prochaine, en début d'année, ont soulevé la crainte d'un vide politique, dans toute la région. Sa situation économique a été jugée « alarmante », en raison des cibles non satisfaites du FMI et de l'inflation qui a produit de graves difficultés pour ses citoyens. La gabegie a produit des carences généralisées d'eau et d'électricité. Les chauffeurs de taxi eux-mêmes se sont plaints à notre équipe des coupures chroniques de courant, attribuant tous ces problèmes à une « mauvaise gouvernance ». La corruption est endémique et les tensions entre les ethnies s'intensifient.
L'évolution de la Guinée, sous Sekou Touré, constitue l'une de ses caractéristiques spécifiques. Ses relations amères avec la France et l'isolement de la Guinée en découlant

[6] Les pays sont cotés dans neuf domaines de risques. Les cotes mixtes de risques régionaux par sujet constituent une moyenne des cotes de risque concernant chaque sujet. 0 à 3 indique un risque faible, 4-6 un risque moyen, 7 à 12 un risque élevé.

ont abouti à l'élaboration d'une identité nationale solide. Cette identité nationale est, selon certains, ce qui unit les Guinéens lorsque leur territoire nationale est attaqué, au lieu de s'aligner sur leurs ethnies ou leurs religions. L'autre caractéristique serait le legs de ce régime d'oppression, qui a tenté d'éliminer les rôles de la société traditionnelle, pour les remplacer par une loyauté envers ledit régime. Il en reste une certaine crainte des citoyens et leur acception de l'appareil de l'Etat et de ses actions.

1. Stabilité politique

La Guinée possède un passé de régimes autoritaires, sous la direction d'un seul dirigeant, appuyés par les forces militaires. Le président actuel, Lansana Conte, est arrivé au pouvoir par un coup d'Etat, en 1984, à la suite du décès de Sekou Touré. Lansana Conte a ensuite été élu président en 1993, puis ré-élu en 1998, au cours d'élections multipartites. Le président Conte a aujourd'hui la soixantaine et il est en mauvaise santé. Son état de santé est suivi de près et sa maladie créée un schéma d'instabilité perceptible, puisque ses citoyens s'interrogent pour savoir s'il pourra se présenter aux prochaines élections présidentielles, prévues pour décembre 2003, ou s'il se produira un vide politique ou un coup d'Etat militaire.

L'importance de ce chef d'Etat et de la pérennisation de sa santé, pour la stabilité guinéenne, es significative des grandes vulnérabilités guinéennes, citons-les :

- *Absence d'engagement envers un système de gouvernement démocratique et ses règles constitutionnelles concernant la succession présidentielle :* la crainte d'un vide politique et les rumeurs d'un coup d'Etat militaire se multiplient, ainsi que les noms des généraux que le président Conte serait en train de choisir pour lui succéder. Cette absence d'engagement en faveur d'un système démocratique ses retrouve d'ailleurs au niveau des citoyens moyens : nombre d'entre eux semblent accueillir de façon positive la notion d'une prise de pouvoir par les militaires pour rétablir les services essentiels et assurer la sécurité. Les partis de l'opposition sont également censés souhaiter une prise du pouvoir par les militaires afin de garantir une transition pacifique du pays à la suite de la disparition du président Conte.

- *Rôle politique et économique des forces militaires :* l'engagement sous les drapeaux, dans les forces militaires, semble constituer l'un des principaux moyens d'atteindre le pouvoir politique et des avantages économiques, en Guinée. Un appui militaire semble également constituer une condition essentielle de la prise du pouvoir présidentiel. Selon les comptes-rendus de la région forestière, les militaires occupent des postes importants de la fonction publique, dans cette région (préfet et sous-préfet). Du point de vue de la sécurité frontalière, ce serait compréhensible mais ce faisant, l'on facilite ainsi tout mouvement de forces militaires pour prendre le contrôle du gouvernement central.

- *Absence de partage du pouvoir et absence d'une distribution équitable des ressources :* l'ethnie du président, les Sousous et ses alliés, semblent dominer les postes au pouvoir, au gouvernement et au sein des forces militaires. Il s'agirait également là des principaux bénéficiaires de ressources du pays, tant par l'accès que par la corruption[7] . Cette situation s'inscrit en contraste à celle sous Sekou Touré, qui a consolidé le pouvoir dans sa propre ethnie (les Malinké) tout en choisissant ses alliés dans tout le pays.

Le mandat présidentiel de Lansana Conte vient à expiration en 2004 et les élections présidentielles sont prévues pour décembre 2003. La constitution a été amendée par référendum en 2001, pour éliminer les limites du mandat présidentiel et permettre au président Conte de se re-présenter. Au cours des travaux sur le terrain de la présente évaluation, la santé du président a semblé connaître une amélioration et il semblait donc qu'il pourrait effectivement participer aux élections. S'il se présente, il est probable qu'il remportera un autre mandat, étant donné le contrôle exercé par le ministère de l'Intérieur sur l'administration électorale et étant donné ses pratiques antérieures.

Une question essentielle reste le rôle que joueront les militaires dans la succession présidentielle. L'on ignore si les militaires attendront les élections ou s'ils prendront l'initiative au préalable des élections. Si les militaires décident de s'emparer du pouvoir, la stabilité est en grande partie tributaire de la faction militaire agissante. S'il s'agit de l'un des successeurs choisi par Lansana Conte, ou d'officiers supérieurs, le statut quo pourrait continuer. Toutefois, s'il s'agit d'officiers moyens, plus jeunes et bien entraînés, d'autres ethnies, la situation pourrait dégénérer rapidement.

Autres facteurs pouvant avoir une influence sur la stabilité politique en Guinée :

- *Remous et atmosphère de mécontentement généralisé :* les citoyens sont irrités des carences des services de base et de la détérioration de l'économie. L'augmentation des prix de l'essence en février a provoqué quatre jours de manifestations. Ces problèmes sont attribués à une mauvaise gouvernance, une mauvaise gestion et une corruption structurelle. L'on a entendu fréquemment parler d'une atmosphère de sauve-qui-peut quant aux responsables ayant accès aux ressources et qui en tirent profit avant que le président ne meure ou que les élections ne se tiennent. Cela produit un profond ressentiment de la part de ceux qui sont exclus, ainsi qu'une situation de division et explosive. Seule la crainte semble constituer le dernier obstacle. Selon la plupart des personnes avec lesquelles nous nous sommes entretenus, il suffisait d'un incident « stupide » pour que la situation dégénère. Plusieurs d'entre elles estimaient que le gouvernement guinéen (GOG) est conscient de la nature délicate de la situation, comme le prouverait sa réaction relativement souple face aux récentes manifestations.

[7] USAID/Guinea, *Sources of Conflict and Instability,* 1998.

- *Tensions électorales :* les élections constituent souvent l'étincelle qui met feu aux poudres politiques et aux autres tensions. Selon l'IFES (International Foundation for Electoral Systems), une intensification des tensions politiques se serait produite depuis 2002, alors que les partis politique ont commencé à se préparer aux élections présidentielles. Les partis de l'opposition accusent déjà le parti au pouvoir, le PUP (parti de l'Unité et du Progrès), d'avoir entamé sa campagne. Selon les lois électorales, un parti ne peut lancer sa campagne avant le début de la période officielle à cet effet, 21 jours avant le scrutin. Certains partis de l'opposition menacent de boycotter les élections en raison de l'absence de commission électorale indépendante et d'autres problèmes relatifs au processus électoral. L'opposition est divisée par des différences internes et n'a pas encore tiré parti ni du mécontentement des citoyens, ni des manifestations.

2. Sécurité

La situation en Guinée est pacifique, mais l'on craint en général que la situation ne le reste pas. C'est tout particulièrement vrai dans la région forestière où des éléments armés libériens semblent s'être implantés sans crainte. Les critiques qu'ont produit les attaques transfrontières par les éléments du RUF et des dissident guinéens, en 2001 et 2002, dont certaines se sont produites à peu de distance de la capitale, Conakry, visent principalement les militaires et leur incapacité à défendre les frontières de la Guinée. Au préalable des attaques, la carrière militaire était considérée être une sinécure, mais depuis lors les militaires chargés de patrouiller les frontières ont reçu un entraînement du département de la Défense américain et ont étoffé leur présence dans les zones perturbées. En outre, la Guinée a deux nouveaux ministres, Sécurité et Justice, tous deux étant considérés intègres et volontaristes, selon les personnes avec lesquelles nous nous sommes entretenus.

Citons quelques vulnérabilités de la Guinée en ce qui concerne sa sécurité à l'heure actuelle :

- *Réservistes volontaires restants de la défense civile :* les incursions transfrontières de 2000/2001 ont mené à la création de milices, regroupant près de 7.000 à 9.000 jeunes, hommes et femmes, organisés en formations pour protéger leurs communautés. Ces effectifs ont par la suite été appelés sous les drapeaux et armés par les militaires. Nombre de ces volontaires de la défense civile ont été menés à penser qu'ils seraient ensuite intégrés dans les forces armées régulières et qu'ils suivraient une carrière militaire. En fait, les forces armées n'ont pu absorber qu'une poignée de ces volontaires. A l'issue des incursions, les volontaires restants ont dû rendre les armes que les autorités publiques leur avaient remises, et ils ont été autorisés à quitter les rangs de la force civile. Près de 2000 d'entre eux restent, ils sont logés et nourris par les militaires et l'on craint que ce groupe n'aie recours à des activités criminelles si leurs besoins de base ne sont pas remplis jusqu'à ce qu'ils trouvent un métier

productif. Les programmes d'assistance internationale ne fournissent une assistance à la réinsertion qu'à une petite partie de ces volontaires restants.

Les risques sécuritaires que posent, ou non, ces jeunes chômeurs qui ont l'expérience maintenant du combat, varient selon les personnes auxquelles on pose la question. La plupart des personnes avec lesquelles nous nous sommes entretenus nous ont affirmé qu'il s'agissait uniquement de jeunes qui ont aidé à défendre leurs propres communautés contre des attaques extérieures et qui souhaitent maintenant trouver un emploi productif. Selon d'autres, il s'agirait de bombes à retardement, car ils possèdent encore des armes, soit des fusils de chasse qu'ils ont conservés par-devers eux au moment de leur conscription ou des armes prises à l'ennemi.

- *Présence d'éléments armés, rebelles libériens, sur le territoire national guinéen :* plusieurs des personnes interrogées ont déclaré que le groupe rebelle libérien, LURD (Liberians United for Reconciliation and Democracy), contrôle les villages à proximité de la frontière libérienne. Le LURD se servirait des camps de réfugiés en Guinée pour y trouver refuse, provisions et recruter des effectifs, ce qui a mené le HCR à déplacer les réfugiés libériens vers des camps plus loin, à l'intérieur du pays, afin de rendre la tâche plus difficile aux rebelles. Selon le HCR, les éléments armés le long des frontières de Gueckedou, Macenta et N'Zerekore, produisent une situation précaire et restreignent les activités du HCR dans ces régions[8].

- *Accroissement de la criminalité :* l'absence peu ou prou de revenus, conjuguée à la prolifération des armes, produit une détérioration de la situation sécuritaire. La nuit, des bandes armées, comprenant selon certains des forces de police, sillonnent les villes. De plus en plus, l'accroissement de la criminalité, de la toxicomanie et de la prostitution est attribuée à l'arrive incessante de réfugiés.

- *Combats du côté libérien de la frontière et possibilité de débordement en Guinée :* selon certains, le LURD aurait pris le contrôle de la ville de Ganta et, pendant notre évaluation, selon certaines spéculations, l'AFL (Armes Forces of Liberia) aurait pu tenter une entrée sur le territoire guinéen pour lancer une contre-attaque en cisaille sur la ville. Des combats intensifiés le long de la frontière ont placé les militaires guinéens en état d'alerte maximum et le GOG a alors interdit l'entrée dans la zone autour de Diecke. Les postes frontaliers ont été fermés et tous les civils ont reçu l'ordre d'évacuer la zone. Le préfet civil de la préfecture de Lola, à la frontière entre le Liberia, la Guinée et la Côte d'Ivoire, a été remplacé par un officier haut gradé[9].

La situation le long de la frontière avec la Sierra Leone reste stable, en raison surtout de la présence de l'UNAMSIL en Sierra Leone. La Guinée occupe encore une petite partie du territoire de la Sierra Leone, saisi au cours des combats de 2000-2001. Des pourparlers

[8] UNHCR, *Global Appeal, 2003*, 131.
[9] *OCHA Guinea Humanitarian Situation Report, mars-avril 2003*, 2.

étaient en cours pour régler ce différend frontalier et il semblerait que la question puisse être réglée pacifiquement, par des négociations, dans les quelques mois à venir.

3. Autres questions

Il existe plusieurs autres questions qui pourraient produire un conflit en Guinée, ou l'aggraver, notamment :

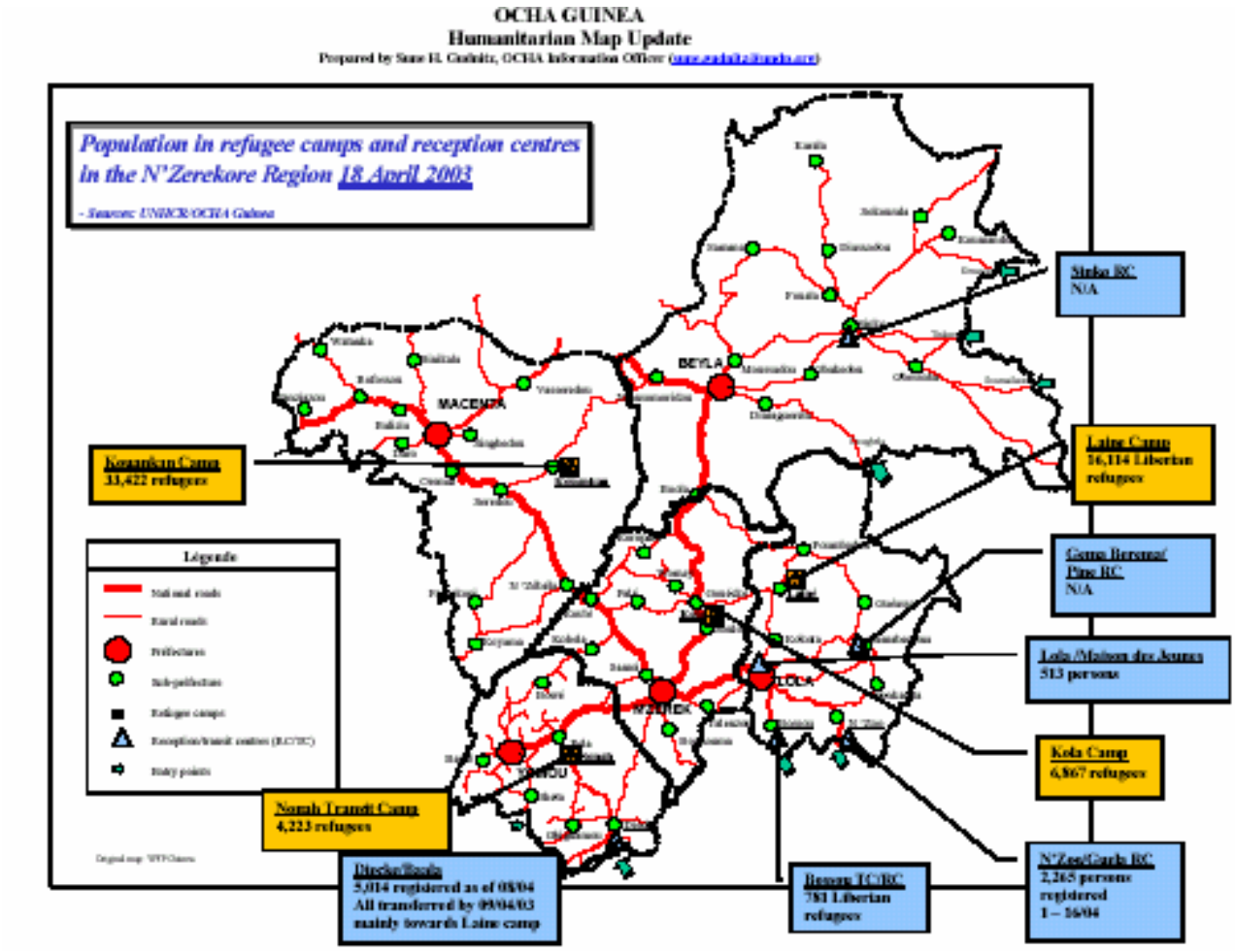
Mouvements de populations et leurs répercussions

- *Réfugiés :* la Guinée a reçu le gros des flux de réfugiés venus du Liberia et de la Sierra Leone, et de la Guinée Bissau. Elle reçoit aujourd'hui de nouvelles arrivées que produisent les combat au Liberia et en Côte d'Ivoire, ce qui exerce une pression sur les ressources guinéennes et sur son environnement. Selon le réseau Women Peace Network de l'UFM, plus des deux tiers des forêts guinéennes ont été ravagés. Toujours selon ce réseau, bien que certains réfugiés soient accueillis à titre de membres de familles élargies, d'autres ne le sont pas, en particulier les réfugiés libériens, anglophones et dont les coutumes sociales sont différentes. Les réfugiés libériens, en 1990, ont également laissé derrière eux une certaine hostilité lorsqu'ils ont détruit leur camps et leurs exploitations agricoles avant d'être rapatriés, semble-t-il pour que les populations locales ne puissent en profiter. Les habitants locaux ont également exprimé une certaine rancœur étant donné que les réfugiés ont bénéficié de services de santé et d'éducation dans les camps, de meilleure qualité que ceux offerts aux Guinéens, mais en outre gratuits. Les agences de l'ONU et les ONG internationales incluent aujourd'hui les populations locales dans leurs plans d'assistance aux réfugiés afin de réduire au minimum ce type de problème.

- *Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDIP) :* les incursions transfrontières en 2000-2001 ont produit le déplacement des habitants en Guinée : 100% des habitants de la commune de Gueckedou et des sous-préfectures, 65% dans les communes de Macenta et les populations de deux sous-préfectures à Kissidougou[10]. Lors d'une mission dans la région, en février 2003, l'USAID-Guinée relevait qu'un grand nombre de PDIP n'étaient pas encore revenu, notamment :

    - 30% des PDIP de la commune de Gueckedou (bien que toutes ces personnes soient revenues dans la région rurale de Gueckedou)
    - 50% de la commune de Macenta et 18% dans la zone rurale de Macenta
    - 50% de la préfecture de Kissidougou

[10] Tous les chiffres sont tirés de l'USAID/Guinée, *Ground Truthing the Special Objective to Facilitate Post-Conflict Transition in the Forest région,* 2003.



- *Effets résiduels des incursions transfrontières :* au préalable des combats, la région forestière contribuait 40% de la production agricole et 20% du PNB guinéens. Elle abritait un quart de la population guinéenne et était surnommée le silo de la Guinée. Selon l'USAID-Guinée, le détournement des ressources du GOG pour une riposte militaire face au conflit, puis pour reconstruire la région, s'est produit aux dépens des priorités du développement à long terme du pays et de sa stratégie d'atténuation de la pauvreté. La perte des contributions économiques de la région a eu une incidence néfaste sur la croissance économique nationale de la Guinée. Selon l'USAID-Guinée, la production agricole des cultures pérennes en 2003, dans les zones touchées, était de moitié inférieure à son niveau avant les combats, alors que la superficie de sols consacrés aux cultures annuelles avait chuté de deux tiers.

C. SIERRA LEONE

La Sierra Leone se remet de onze ans d'une guerre civile qui a fait des ravages. Environ 3.000 villages et villes ont été détruits et plus de la moitié de la population a été déplacée

dans son propre pays ou a rejoint les rangs des réfugiés. Les répercussions de la guerre sont manifestes : à l'indice du développement humain 2002 de l'ONU, la Sierra Leone figure au dernier rang des 173 pays y figurant.

La paix en Sierra Leone a été enfin établie par une intervention armée internationale, tout d'abord par une mission de l'ECOMOG sous la direction des forces nigérianes, en 1998, qui ont rétabli au pouvoir le président élu démocratiquement et chassé par un coup d'Etat militaire en 1997, puis par l'UNAMISIL qui lui a succédé à l'ECOMOG, avec 17.500 hommes, mandatés par les Nations Unies, dans le cadre de l'accord de paix de Lomé de 1999.

La consolidation de la paix et le maintien de la paix en Sierra Leone n'ont pas été faciles. Les violations de l'accord de Lomé ont exigé un accord de cessez-le-feu, signé à Abuja en 2000. Les actions ininterrompues menées par le RUF, groupe rebelle (Revolutionary United Front) et la Civil Defense Force, pro-gouvernementale (CDF) ont abouti à l'intervention des troupes britanniques qui ont eu recours à la force mortelle contre le RUF pour libérer un groupe d'otages UNAMISIL. Le deuxième accord d'Abuja en 2001 a permis de reprendre le désarmement, la démobilisation et la réinsertion (DDR).

Avec l'assistance de l'UNAMSIL et de la communauté internationale, la Sierra Leone a rétabli son gouvernement central et œuvre à la consolidation de son propre contrôle du territoire national. Le RUF est devenu un parti politique (RUFP – Revolutionary United Front Party), qui n'a pas réussi à remporter les élections présidentielles et parlementaires, confirmées par les observateurs internationaux, qui se sont tenues en mai 2002. En janvier 2002, lorsque les derniers des 56.000 combattants inscrits pour les DDR ont été démobilisés, le président Kabbah a déclaré la paix revenue en Sierra Leone.

La Sierra Leone reprend vie. Pendant nos travaux sur le terrain, l'équipe d'évaluation a été frappée par l'importance des efforts de reconstruction. De nouveaux bâtiments et chantiers se trouvent un peu partout, les réfugiés de retour au pays et les populations touchées par la guerre reprennent peu à peu le cours de leurs vies. Il existe également une importante présence internationale : UNAMSIL, bailleurs de fonds internationaux, agences de l'ONU et ONG internationales.

En dépit des apparences de rétablissement et de sécurité relative, la situation en Sierra Leone reste fragile. Les habitants y parlent d'une situation d'après-guerre et non pas d'après-guerre. Selon eux, les causes profondes du conflit n'ont pas été réglées et selon la quasi-totalité des intéressés, la violence reviendra lorsque l'UNAMSIL se retirera du pays. L'on s'accorde également à dire qu'il ne peut y avoir de paix durable au Sierra Leone si l'on ne met fin à la guerre civile au Liberia.

1. Stabilité politique

Depuis que le processus de paix a commencé au Sierra Leone, le pays a tenu deux élections démocratiques multipartites (1998 et 2002), toutes deux ont été remportées par le président Ahmed Tejan Kabbah. Bien que ce dernier semble engagé envers un gouvernement démocratique et la décentralisation, son cabinet fait face à de nombreuses difficultés. Citons quelques problématiques ayant une incidence sur la stabilité politique :

- *Gouvernance médiocre, gabegie et corruption structurelle héritées :* la Sierra Leone est en cours de reconstruction de ses institutions gouvernementales et politiques. Toutefois, cette reconstruction se fait avec nombre des mêmes protagonistes, comportements et pratiques qui ont contribué au conflit au départ. Selon le représentant de Common Ground, l'histoire de la Sierra Leone se compose de cas où le vainqueur s'efforce de convaincre le restant de l'élite politique de l'appuyer, pour que le pouvoir reste entre les mains de ce petit cercle. Et le gouvernement est considéré être sa « vache à lait », et l'intérêt public n'entre jamais en compte. Selon la Sierra Leone, elle aurait compris ses erreurs et l'on y parle de décentralisation, de participation et d'égalité des chances,, mais la mise en œuvre de changements structurels et la disparition des habitudes retranchées ne sera pas facile.

- *Capacité de reconstructions des institutions gouvernementales et de la Sierra Leone, à titre de nation :* la Sierra Leone fait face à la tâche dantesque de reconstruction et de ré-aménagement. Il lui faut aborder les traumatismes physiques et psychologiques de la guerre. Les tâches techniques, notamment la reconstruction de l'infrastructure technique, seront plus aisées que la reconstruction de processus politiques équitables, englobant les questions de pouvoir et la distribution des ressources gouvernementales. En outre, il faudra du temps et des efforts importants pour fermer les blessures, atténuer les effets psychologiques et sociaux de décennies de guerre civile pour que les citoyens puissent à nouveau jouir d'une existence productive et élever des enfants équilibrés.

- *Aptitude du président actuel à rester au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat :* le gouvernement du président Kabbah a déjà survécu à une tentative de coup d'Etat. Dans un pays aux antécédents de coups d'État armés et où une grande partie du vote militaire est allé aux adversaires du président Kabbah lors des dernières élections présidentielles, une autre tentative de coup d'Etat est probable. Selon les experts chargés de l'entraînement de la nouvelle Armée de la Sierre Leone (RSLA), il reste quelque 10 à 12 officiers possédant des ambitions présidentielles, qui attendent le moment venu, lorsque l'IMAT (International Military Assistance Training) des Etats-Unis et du Royaume Uni quittera le pays.

- *Absence de maîtrise du secteur diamantaire :* les mines de diamants en Sierra Leone sont la source de richesses importantes et leur contrôle a constitué l'un des éléments critiques du conflit en Sierra Leone. Management Systems International (MSI), qui

œuvre dans le cadre des politiques du secteur diamantaire, estime que les exportations illégales de diamants ont augmenté de 90% par rapport à la valeur des exportations légales, ces dernières en 2002 étant de plus de 40 millions de dollars. Les exportations illégales non seulement restreignent le montant des taxes à l'exportation que l'Etat de la Sierra Leone peut percevoir, soit 3%, mais elles alimentent les activités criminelles et la corruption.

À court terme, la longévité du gouvernement du président Kabbah est tributaire de la présence de l'UNAMSIL et de l'engagement du Royaume Uni envers le maintient de la paix en Sierra Leone. Toutefois, la paix en Sierre Leone y est tributaire des activités en cours pour la reconstruction de ses processus politiques : la mise en place de systèmes publics représentatifs et réactifs et le rétablissement d'un système de tribunaux garant de la responsabilisation et filière efficace du règlement pacifique du conflit.

2. Sécurité

La situation sécuritaire en Sierra Leone reste calme en raison de la présence des troupes de l'UNAMSIL, placées stratégiquement dans les zones de haut risque, sur tout le territoire national. Le programme de DDR a permis le désarmement et la démobilisation de plus de 56.000 ex-combattants. La réintégration des derniers ex-combattants, dans la dernière tranche de six mois, démarre en juin et le programme de DDR prendra fin en décembre 2002.

La plus grave danger, immédiate, menaçant la paix reste le conflit incessant au Liberia. Plusieurs groupements de rebelles du RUF, peu désireux d'être démobilisés, se sont implanté au Liberia, notamment le commandant de campagne du RUF, Sam Bockarie. Il a récemment été tué au Liberia, mais ses partisans restent un risque. En outre, plusieurs incidents se sont produits à la frontière avec le Liberia, bien que le commandant pakistanais à la tête des troupes de l'UNAMSIL dans la région estime que ces incidents n'étaient pas des attaques contre la Sierra Leone, mais des raids destinés à l'approvisionnement et à capturer des portefaix.

Citons quelques autres vulnérabilités de la Sierra Leone :

- *Vide sécuritaire que produira le départ de l'UNAMSIL :* il existe là deux principaux domaines d'inquiétudes sécuritaires frontalières et internes :

    - En ce qui concerne la sécurité des frontières, la nouvelle armée suit à l'heure actuelle un entraînement sous la direction d'officiers américains et britanniques intégrés (IMAT). La RSLA, forte de 15.000 hommes, se compose d'anciens membres des forces armées, recyclés. Selon certains, l'ancienne garde n'est pas satisfaite de l'IMAT et des changements introduits, et elle attend donc le moment où l'IMAT et l'UNAMSIL quitteront le pays. L'IMAT souhaite réduire à quelque 9.000 ou 10.000 hommes les effectifs des

forces armées, grâce à des départs forcés à la retraite. Un incident, en janvier 2003, a soulevé des craintes généralisées quant aux capacités de la RSLA à assurer la sécurité des frontières : confronté à quelque 70 rebelles libériens, un peloton de quelque 20 soldats de la RSLA a jeté les armes et s'est enfui au pas de course.

- En ce qui concerne la sécurité interne, la nouvelle force de police de la Sierra Leone (SLP) suit un entraînement dispensé par l'UNAMSIL dans le cadre du programme CIVPOL et par le Royaume Uni. La police compte 7.000 agents à l'heure actuelle et l'intention consiste à relever leur nombre à 9.500, leur nombre avant la guerre. Ils auront besoin d'un entraînement important, notamment dans les régions de l'est du pays, où se situent les opérations minières.

- *Poursuite des combats au Liberia :* le Liberia a été un facteur important dans la guerre civile en Sierra Leone. Etant donné que les effectifs résiduels du RUF se sont engagés comme mercenaires au Liberia et en Côte d'Ivoire, les combats pourraient sans difficulté déborder à nouveau au Sierra Leone, si le conflit armé se poursuit au Liberia et en Côte d'Ivoire.

- *Sous-emploi et chômage des ex-combattants* : il est impératif de trouver des emplois productifs pour les ex-combattants démobilisés et réintégrés. Le programme officiel de réintégration sera parachevé sous peu, mais il n'aura pas résolu le problème de longue haleine consistant à trouver des emplois réguliers pour ces ex-combattants. Ce groupe important d'anciens combattants reste instable et, selon l'ONU, de plus en plus agité.

3. Autres problèmes

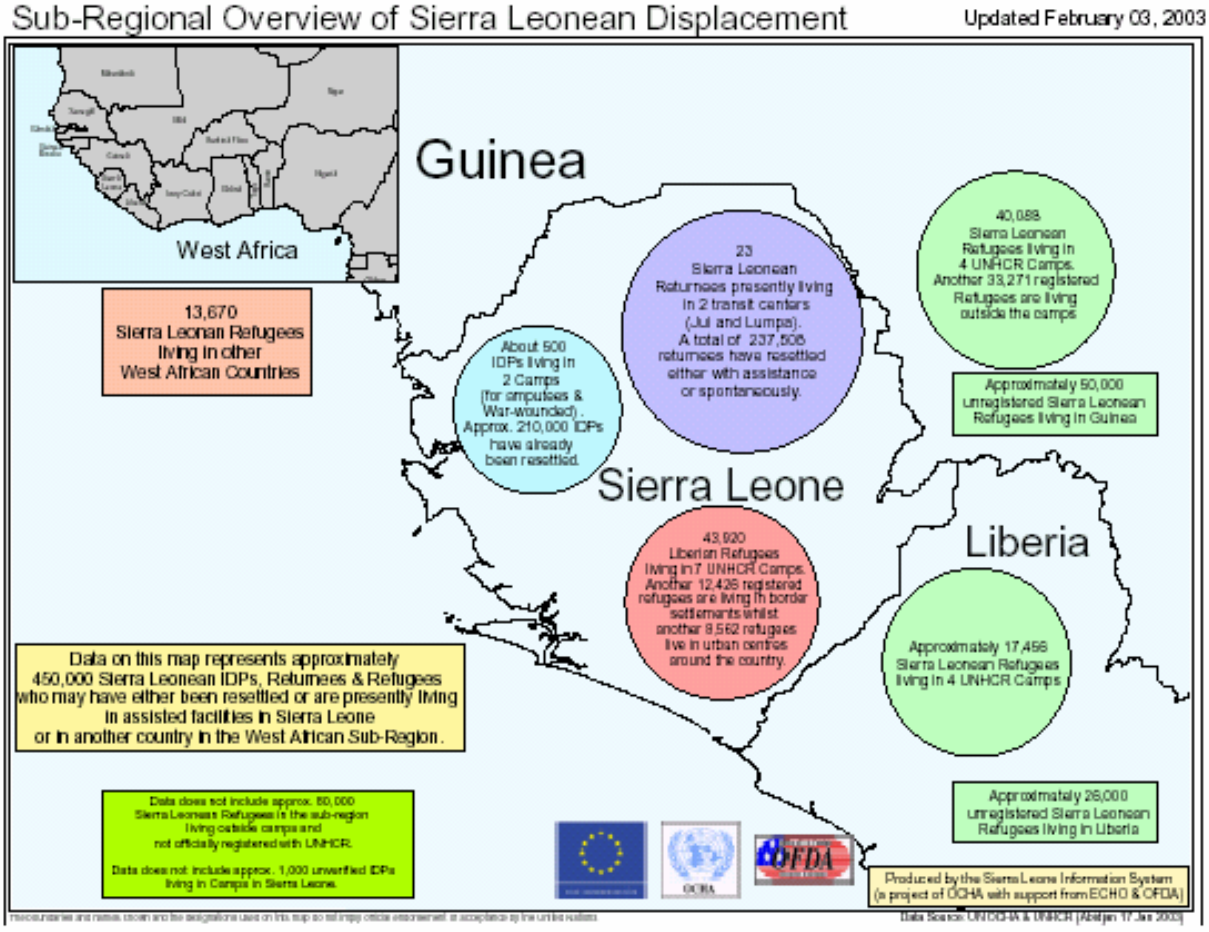
La Sierra Leone est confrontée à d'autres problèmes et difficultés entraînant un potentiel de conflit. Citons-en quelques-uns :

- *Réinsertion effective des réfugiés de retour :* la paix ayant été déclarée en Sierra Leone, le HCR est donc passé d'une « facilitation » du retour des populations réfugiées en Guinée et au Liberia, à la « promotion » de leur rapatriement, en 2003. Plus de 225.000 réfugiés sont revenus volontairement en Sierra Leone (165.000 de guinée et 63.000 du Liberia)[10], et 100.000 autres réfugiés résident encore dans la région (47.000 en Guinée, 41.000 au Liberia et 7.000 en Gambie)[11]. Quatre vingt pour cent des réfugiés de retour viennent des circonscriptions de Kailahun, Kono et Kambia, zones les plus touchées par la guerre civile.

[11] UNHCR Sierra Leone, *Operations Briefing Paper,* mai 2003. Note: selon le HCR Guinée, en date du 6 mai 2003, 27.708 réfugiés de la Sierra Leone se trouvaient encore en Guinée. L'on espère ramener ce chiffre à 10.000 d'ici la fin 2003.

- *Accueil de l'afflux de nouveaux réfugiés du Liberia :* selon le HCR-Sierra Leone, près de 75.000 réfugiés libériens se trouvent à l'heure actuelle en Sierra Leone. Près de 55.000 d'entre eux se trouvent dans des camps de réfugiés. Il reste environ 7.500 réfugiés des années 90 dans les zones urbaines. La Sierra Leone a gardé une politique de frontières ouvertes pour les réfugiés, mais elles exige, pour des raisons de sécurité, que les réfugiés soient éloignés des zones frontalières et envoyés dans les camps de réfugiés financés par le HCR, enclavés. Selon le HCR, en raison d'une carence initiale de fonds, les conditions de vie dans les camps étaient inadéquates et ont provoqué des soulèvements, une prise d'otages et autres incidents sécuritaires.

- *Jeunes :* la question des jeunes reste une problématique critiques en Sierra Leone. Plus de 40% de la population y est de moins de 15 ans et ne connaît que la guerre ou les déracinements qu'elle a provoqué. En Sierra Leone, l'une des problématiques reste également qu'un jeune homme ne devient un homme que lorsque son père vient à mourir. Ce qui signifie que des hommes de quarante et quelques années restent des « jeunes » et ne bénéficient pas du respect accordé aux « hommes ». Les jeunes constituent un autre groupe délicat, exigeant des emplois productifs. Le RUF se composait de jeunes de moins de 25 ans et l'un de ses slogans de ralliement était : « les jeunes qu'on néglige totalement ».



- *Ruée diamantaire :* tout le secteur diamantaire faisait l'objet d'une politique du « tout va ». En outre de l'élément conflictuel des diamants, la paix a produit une énorme ruée sur les diamants. Nombre des jeunes et des ex-combattants se sont rendus dans les régions diamantifères pour y trouver la richesse, ce qui a détourné une partie des pressions immédiates de la recherche immédiate d'emplois et les a occupés de façon constructive. Mais cela n'a pas résolu les problèmes à long terme, puisque la richesse ne vient pas aux mineurs mais aux intermédiaires. Les intermédiaires, surtout des Libanais, ont créé une servitude à long terme, où les mineurs reçoivent un crédit pour acheter leur nourriture et leurs fournitures, crédits qu'ils remboursent avec les diamants qu'ils trouvent. Puisque la valeur des diamants extraits est rarement égale aux sommes dues, les mineurs sont piégés dans un cycle de dette. L'Etat de la Sierra Leone s'efforce de maîtriser ce secteur avec l'assistance de l'USAID et d'autres bailleurs de fonds, mais il lui reste encore beaucoup à faire.

- *Répercussions de la Cour spéciale et de la Commission pour la vérité et la réconciliation :* la commission pour la vérité et la réconciliation a été créée à partir du modèle sud-africain. La cour spéciale a été créée par un accord international entre les

Nations Unies et la Sierra Leone, et chargée de traduire en justice les « grands responsables » des crimes de guerre commis pendant la guerre civile. Il est existe un conflit inhérent entre la nécessité d'assurer la responsabilisation des crimes commis pendant la guerre et le désir de vengeance de nombreux citoyens. Certains craignent que d'anciennes blessures ne s'ouvrent à nouveau, ce qui rallumera la violence et le désir de vengeance. Pour d'autres, le criminel de guerre n'est que l'envers d'un héros. Une amnistie générale a été instituée pour tous les actes commis dans le cadre de la poursuite du conflit, inclus dans l'accord de paix de Lomé. Cet élément est devenu loi nationale, mais la cour spéciale peut poursuivre les coupables en justice. L'un des inculpés, Johnny Paul Koroma, s'est présenté contre le président Kabbah lors des présidentielles en 2002. Koroma serait en train de combattre dans les rangs libériens, en Côte d'Ivoire. La cour a également inculpé le président du Liberia, Charles Taylor, pour sa participation à la guerre en Sierra Leone et a lancé un mandat d'amener international pour son arrestation.

D. LIBERIA

Liberia est en conflit quasi-constant depuis que le sergent Samuel Doe a pris le pouvoir par un coup d'Etat militaire, en 1984. Le président actuel, Charles Taylor, a commencé à lutter pour le pouvoir en 1989, date du démarrage de la première guerre civile au Liberia. Une intervention internationale a permis de négocier des gouvernements intermédiaires et une élection multipartite qui a placé Taylor au pouvoir, en 1996. Mais le calme a peu duré et la guerre civile a repris.

Au moment de la présente évaluation, les combats au Liberia ont consumé plus de 60% du pays. Les combats du LURD, groupe rebelle, ont atteint les banlieues de Monrovia. Un groupe dissident, MODEL (Movement for Democracy au Liberia) est apparu en 2003, à proximité de la frontière avec la Côte d'Ivoire, ce qui a ouvert un deuxième front contre les forces gouvernementales. MODEL a mis au point ses propres revendications de cessez-le-feu et l'on estime en général que plus le conflit dure, plus des groupuscules de ce type émergeront et plus il sera difficile de négocier une paix[12].

En 2001, les Nations Unies ont imposé des sanctions à l'encontre du Liberia en raison de l'appui qu'accorde Taylor aux rebelles en Sierra Leone. Ces sanctions ont récemment été prorogées jusqu'en mai 2004. Il s'agit d'un embargo sur les armes, une interdiction sur l'exploitation du bois (considéré alimenter le commerce des armes) et l'interdiction de voyager faite aux hauts responsables de l'Etat. Cette situation est suivie par un groupe d'experts des sanctions, au Liberia.

La communauté internationale recherche activement une solution politique pour mettre fin à la guerre. Un groupe de contact international, (ICG), regroupant le Royaume Uni, la France, les Etats-Unis, le Maroc, Nigeria, le Ghana, l'Union africaine, la CEDEAO, l'UE

[12] À la suite de l'évaluation et au préalable de l'impression de ce rapport, le LURD a pris position dans certains quartiers de Monrovia et un cessez-le-feu a été négocié dans le cadre de pourparlers de paix.

et l'ONU, a été créé en septembre 2002. Ce groupe vise à faciliter un cessez-le-feu avec le LURD et l'ancien président Nigérian, Abduslami Abubakar, en a été choisi médiateur.

Les pourparlers de paix ont commencé le 4 juin 2003, au Ghana. Bien qu'au départ MODEL n'y a pas assisté, ces pourparlers ont regroupé ensuite les trois parties concernées : gouvernement libérien, LURD et MODEL. La cour spéciale de la Sierra Leone a décacheté son acte d'accusation contre Charles Taylor pour crimes de guerre et a lancé un mandat d'amener international pour son arrestation. Selon la déclaration d'un porte-parole du Secrétaire général des Nations Unies : « L'acte d'accusation délivré par la cour spéciale contre le président Taylor coïncide funestement avec un effort politique de haut niveau au Ghana, mais cela illustre la tension entre les impératifs de la justice et ceux de la paix »[13].

Les négociations de paix ont abouti à un cessez-le-feu et à des entretiens internationaux concernant l'envoi de forces internationales de maintien de la paix, au Liberia. Taylor a accepté de se démettre de la présidence et l'asile provisoire au Nigeria, mais a refusé de partir avant l'arrivée des forces internationales de maintien de la paix. Au moment de l'impression du présent rapport, le LURD menaçait d'attaquer les forces de maintien de la paix qui arriveraient avant que Taylor n'ait quitté le pays et les Etats-Unis n'avaient pas encore décidé de leur participation à une mission internationale de maintien de la paix.

1. Stabilité politique

Alors que le pays plongeait dans une guerre civile où la capitale elle-même se trouvait menacée et pendant que les pourparlers se poursuivaient pour trouver une solution politique excluant Taylor, tout débat concernant la stabilité politique du gouvernement Taylor semble nulle et non avenue. Toutefois, puisque le Liberia a commencé son processus démocratique en 1996 par des élections avalisées par la communauté internationale et ces dernières ont mené Charles Taylor et son gouvernement au pouvoir, et que le statut quo se poursuivra au cas où les pourparlers de paix seraient dans l'impasse, il existe plusieurs questions notables et d'une importance critique pour la stabilité du gouvernement actuel, notamment :

- *Le mandat du président Taylor* : le mandat septennal du président Taylor prend fin en janvier 2004. Les élections sont prévues pour octobre 2003 et en dépit du fait, accepté internationalement, qu'il ne sera pas possible de tenir des élections dans les conditions sécuritaires actuelles, lors de la rédaction de la présente évaluation, le calendrier officiel reste fixé pour octobre. Selon Taylor, il convient de quitter son poste avant l'échéance de son mandat, mais alors que le présent rapport passait sous presse, Taylor restait au pouvoir à Monrovia.

[13] IRIN, *Sierra Leone: Prosecutor of UN backed court disappointed Taylor evades arrest,* 6 juin 2003.

- *Vulnérabilité en cas de coup d'Etat :* Taylor a accusé son vice-président d'avoir pris la tête d'un coup d'Etat contre lui pendant son séjour au Ghana, pour les négociations de paix, afin d'empêcher son retour au pays. Selon Taylor, ce coup d'Etat aurait regroupé ses hauts fonctionnaires, ses commandants militaires de haut rang et une mission étrangère, qu'il n'a pas nommée, à Monrovia. Selon Taylor, son vice-président aurait présenté sa démission et, à son retour du Ghana, il exigerait la démission de tout son cabinet.

- *Acte d'accusation contre Taylor :* la cour spéciale en Sierra Leone a émis un acte d'accusation contre Taylor pour crimes de guerre et lancé un mandat d'amener international pour son arrestation. Selon le procureur principal, David Crane, le communiqué à cet égard a été chronométré pour que les participants des négociations de paix sachent qu'ils traitaient avec un criminel de guerre inculpé. Taylor a quitté le Ghana sans y avoir été arrêté, car le Ghana, selon ses dires, n'aurait pas reçu de demande officielle d'arrestation. Taylor contrôle à l'heure actuelle le gouvernement du Liberia, il est probable qu'il ignorera l'acte d'accusation, mais ce dernier restera un facteur à partir de maintenant dans les relations internationales que cultivera le Liberia.

- *Abus interrompus contre les droits de la personne et menaces contre les opposants du gouvernement :* ces abus et ces menaces ont été relevés par la mission de la CEDEAO, au Liberia, en avril 2003 et, selon Amnistie International : « Le gouvernement et les groupes de l'opposition, armés, commettent des abus contre les droits de la personne. Les civils sont tués, à dessein ou victimes de tirs croisés, violés, forcés de quitter leurs foyers, enlevés et forcés à combattre ou à porter des biens pillés. L'enrôlement de force, y compris d'enfants de moins de 18 ans, est généralisé, notamment parmi les réfugiés déplacés. Ceux qui résistent à cet enrôlement sont tués par les forces gouvernementales."[14]

2. Sécurité

La situation sécuritaire est détaillée à la carte suivante, fournie par BACH. Le conflit a connu une escalade ces derniers mois et est devenu plus complexe à la suite de l'émergence du groupuscule MODEL. Selon l'Inter-Religious Council du Liberia, qui s'est réuni avec les groupes rebelles au préalable des pourparlers de paix du 4 juin, à Accra, MODEL est un groupe distinct du LURD et possède ses propres revendications de paix. Ce groupe se compose principalement de membres de l'ethnie Krahn. Selon l'ONU, l'émergence de MODEL « pourrait constituer une étape tournante du conflit libérien. Alors qu'il élargit peut-être le champ devant être étudié dans le cas d'un processus de paix, il introduit sans doute des dimensions ethniques, qui auront une incidence sur la capacité de dégager un consensus entre les parties en lice"[15].

[14] Amnesty International, "International Contact Group Must Focus on Ending Human Rights Abuses." 12 mai 2003.
[15] OCHA Liberia Monthly Humanitarian Situation Report avril 2003, .2

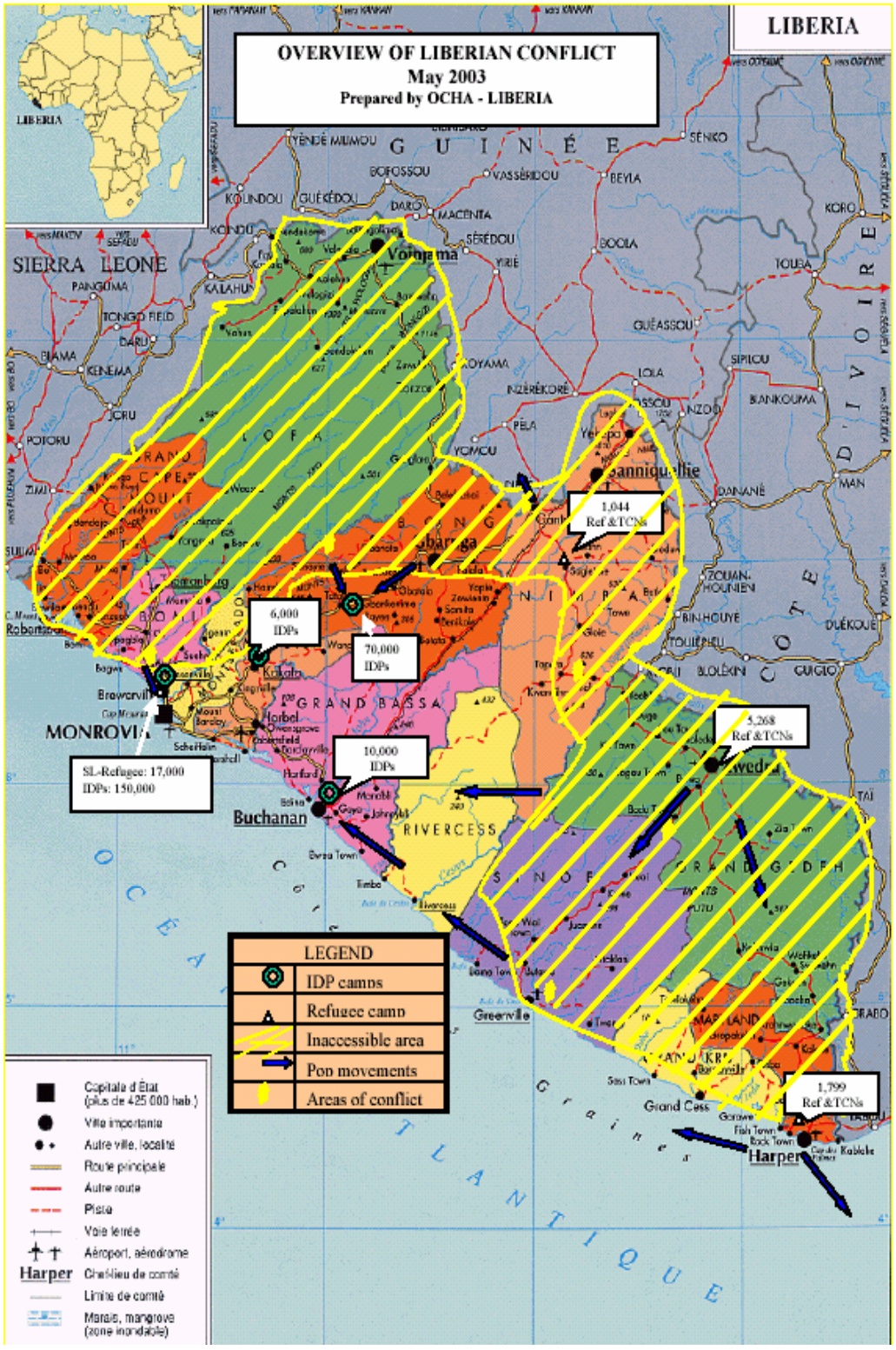
Selon le comité international de la Croix rouge (CICR), la guerre au Liberia comporte une lutte pour le contrôle des diamants, de l'or et des grumes, ainsi que des haines tribales profondes, exacerbées par la première guerre civile qui a fait 200.000 victimes. Selon le CICR, les combats au Liberia n'ont pas d'autre but politique que la prise du pouvoir et la maîtrise des ressources. Ils ont également déclenché des mouvements de panique des populations dans la région et compliqué le processus de paix en Côte d'Ivoire[16].

La milice de Taylor reste une autre problématique sécuritaire. Entre autres, cette milice enrôle de force les enfants-soldats et exécute des pillages chroniques, en raison de l'absence de solde.

3. Autres problèmes

Il existe de nombreuses autres questions qu'il conviendra que le Liberia règle pour garantir sa stabilité à long terme. Toutefois, la plupart de ces questions ne pourront être réglées avant qu'une solution politique ne soit négociée, notamment :

[16] CICR. *Appeal No. 34/02 Revised*. 20 avril 2003.


LIBERIA
OVERVIEW OF LIBERIAN CONFLICT
May 2003
Prepared by OCHA - LIBERIA
SIERRA LEONE
GUINÉE
CÔTE D'IVOIRE
OCÉAN ATLANTIQUE
Voinjama
Bannigueillie
Gbarnga
Kakata
Brewerville
MONROVIA
Buchanan
Harbel
Greenville
Grand Cess
Harper
Robertsport
GRAND BASSA
RIVERCESS
SINOE
GRAND GEDEH
MARYLAND
1,044
Ref &TCNs
6,000
IDPs
70,000
IDPs
10,000
IDPs
5,268
Ref &TCNs
1,799
Ref &TCNs
SL-Refugee: 17,000
IDPs: 150,000
LEGEND
IDP camps
Refugee camp
Inaccessible area
Pop movements
Areas of conflict
Capitale d'État (plus de 425 000 hab.)
Ville importante
Autre ville, localité
Route principale
Autre route
Piste
Voie ferrée
Aéroport, aérodrome
Chef-lieu de comté
Limite de comté
Marais, mangrove (zone inondable)

- *Partage du pouvoir et atténuation des tensions et de la rivalité ethnique entre les Américano-Libériens et les populations autochtones :* jusqu'à la prise du pouvoir en 1984 par le sergent Doe, le Libéria était dirigé par les descendants d'esclaves américains de retour, qui contrôlaient en outre étroitement les ressources naturelles et le pouvoir économique national. Les tensions ethniques et l'identité tribale restent une problématique cruciale.

- *Meilleure gouvernance, responsabilisation et élimination de la corruption :* le Liberia doit décentraliser le pouvoir politique et décisionnel et devra en outre reconstruire son système de justice.

- *Désarmement, démobilisation et réintégration des combattants*

- *Création d'emplois ou d'autres possibilités économiques pour les ex-combattants et les chômeurs*

- *Réaménagement de l'infrastructure et de l'économie*

- *Réintégration des réfugiés de retour et réinsertion psychosociale des personnes touchées par la guerre*

E. CÔTE D'IVOIRE

Bien que la Côte d'Ivoire ne fasse pas partie de l'UFM, elle a une incidence sur la situation dans l'UFM et en subit certaines des conséquences. De ce fait, il convient de l'inclure dans tout programme de prévention des conflits en UFM.

La région ouest de la Côte d'Ivoire, limitrophe du Liberia et de la Guinée, s'est déstabilisée dans une série de combats des groupes rebelles, à la suite d'une tentative de coup d'Etat en 2002. Une rapide intervention armée des forces françaises a permis d'endiguer les rebelles dans la région nord du pays et un cessez-le-feu a été mis en place en octobre 2002.

Les troupes du Liberia et les anciens rebelles du RUF de la Sierra Leone viendraient à l'aide des groupes rebelles ivoiriens dans les régions ouest du pays. Selon l'analyse effectuée par l'International Crisis Group, cette région est riche en ressources de bois et constituait une voie traditionnelle de contrebande des armes pour Charles Taylor. En raison de l'ingérence de Charles Taylor en Côte d'Ivoire, le président ivoirien aurait armé les rebelles libériens de MODEL et leur aurait autorisé à s'implanter sur le territoire ivoirien pour ouvrir un front occidental contre Taylor.

Selon l'UN OHCA, la côte d'Ivoire aurait été de fait divisée en trois parties [17] et est sur le point de constituer une urgence humanitaire, qui aura des répercussions immédiates sur ses voisins les plus proches : Liberia, Guinée, Burkina Faso, Mali et Ghana. Selon le HCR, une vague de xénophobie a suivi les accusations selon lesquelles les rebelles étaient appuyés par l'étranger, les immigrants et leurs biens ont fait l'objet d'attaques, ce qui a provoqué de grands mouvements de populations vers les pays d'origine, et un grand nombre d'habitants ont traversé le Liberia, la Guinée et le Ghana.

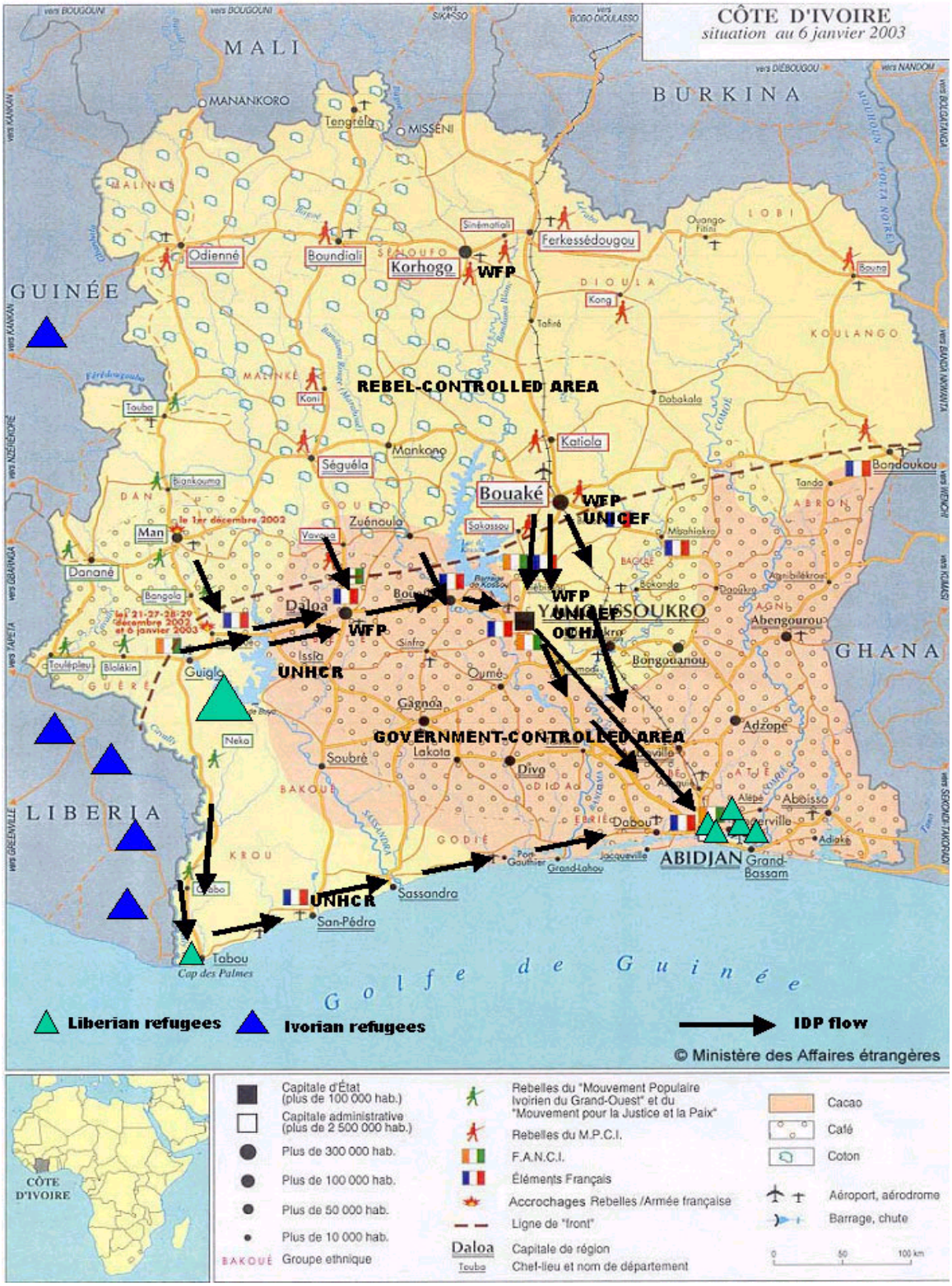
Selon les estimations des Nations Unies, quelque 750.000 personnes sont déplacées sur leur territoire national et le conflit à mené la Côte d'Ivoire à l'immobilité totale. Ces problèmes ont également réduit sensiblement l'accès aux marchés des pays limitrophes et profondément ralenti le flux de revenus venant jusque-là des travailleurs migrants en Côte d'Ivoire, vers leurs pays d'origine.

Lors des travaux sur le terrain de cette évaluation, les hostilités ouvertes en Côte d'Ivoire s'étaient arrêtées, bien que des combats sporadiques continuaient, notamment le long de la frontière libérienne/ivoirienne. Trois mille soldats français ont transféré les responsabilités de sécurité à une mission de l'ECOMOG, composée de 1.300 hommes. Les Nations Unies ont établi une petite mission en Côte d'Ivoire (UNMINUCCI), pour appuyer les efforts de mise en œuvre de l'accord Linas-Marcoussis. Cet accord de paix, négocié par la France, a été conclu au début de 2003 et demande au gouvernement, aux rebelles et à l'opposition politique de partager le pouvoir dans le cadre d'un gouvernement de transition, jusqu'aux élections de 2005. Les groupes rebelles expriment encore leur mécontentement quant à ce processus et la Croix rouge internationale craint que le caractère explosif de la situation en Côte d'Ivoire et dans la région n'exige bien davantage qu'un simple partage du pouvoir pour rétablir l'ordre et la stabilité réels dans le pays[18]. Lors de ses entretiens, l'équipe d'évaluation a entendu à plusieurs reprises parler de la crainte d'un conflit long en Côte d'Ivoire et qu'il traverserait plusieurs cycles avant d'arriver à son terme.

[17] Le Mouvement patriotique pour la Côte d'Ivoire (MPCI), qui a lancé la rébellion, a consolidé sa base dans la région du nord et plusieurs autres régions du pays, alors que d'autres groupes de rebelles, Mouvement pour la justice et la paix (MJP) et Mouvement populaire ivoirien pour le Grand Ouest (MPIGO), apparus en novembre 2002, ont pris le contrôle de la région occidentale. Seuls le sud et une partie du centre du territoire national sont restés sous le contrôle des forces gouvernementales (29 avril 2003).

[18] Croix Rouge, "Revision of Humanitarian Appeal No 34/02." avril 2003.

Refugee and IDP situation (source OCHA)



F. PROBLÈMES CRITIQUES DE L'UFM

Bon nombre des questions abordées à l'échelon national transcendent les frontières nationales et affectent d'autres pays de la sous-région. Comme on l'a vu, la violence peut se propager rapidement et entraîner les pays voisins dans le conflit. Les conflits deviennent également personnels, avec les alliances informelles que nouent les groupes rebelles et les chefs d'Etat des pays limitrophes. L'acte d'accusation contre Charles Taylor, pour crimes de guerre au Sierra Leone, est l'indice le plus manifeste du rôle joué par un chef d'Etat dans la déstabilisation et le conflit d'un autre pays. Les dimensions sous-régionales et régionales du conflit au sein de l'UFM doivent être abordées afin de trouver une paix durable.

Citons les éléments critiques les plus pressants pour l'UFM :

1. Appui intra-régional des conflits internes

L'acte d'accusation contre Charles Taylor concernant son rôle dans la guerre en Sierra Leone illustre la nature imbriquée des guerres au sein de l'UFM. Le Liberia pour sa part accuse la Guinée d'avoir appuyé le groupe rebelle libérien LURD, qui a déclenché la guerre civile actuelle au Liberia, par son attaque de la capitale provinciale de Lofa, au nord, à proximité de la frontière guinéenne, en 1999. De fait, le Liberia a présenté une plainte officielle concernant la participation de la Guinée dans sa guerre civile, plainte déposée auprès du secrétariat de l'UFM et du Conseil de sécurité des Nations Unies. Selon tous les comptes-rendus, le LURD semble opérer en toute liberté dans les zones frontalières de la Guinée. Selon certains, le LURD fournirait au président Conte, qui porte une haine personnelle intense à Taylor, les moyens de protéger sa propre frontière de toute attaque venant du Liberia. L'on présume également qu'il s'agit là de la monnaie que rend Conte à la pièce des attaques, parrainées par le Liberia, sur le territoire guinéen en 2000 et 2001.

Selon l'International Crisis Group et leur analyse approfondie de la situation au Liberia[19], les Libériens tirent parti de la crise ivoirienne pour en faire leur champ de bataille par procuration. Le président Taylor utilise les troupes rebelles ivoiriennes, dans la région occidentale de la Côte d'Ivoire, pour protéger ses ressources de grumes ainsi que l'acheminement des armes, et pour lutter sur un deuxième front contre le LURD. Le président Laurent Gbagbo de la Côte d'Ivoire serait disposé à rémunérer et à armer toutes les forces qui s'inscriraient en opposition à Taylor, y compris le nouveau groupuscule du LURD, MODEL. Le Conseil de sécurité des Nations Unies a également demandé au Liberia d'expulser les anciens rebelles du LURD de la Sierra Leone. Le commandant du RUF, Sam Bockarie, a été récemment tué au Liberia, pendant son arrestation semble-t-il. Les combats en Côte d'Ivoire et au Liberia ont également offert des possibilités d'emploi aux nombreux mercenaires venus d'autres conflits en Afrique de l'Ouest, notamment un

[19] International Crisis Group, *Tackling Liberia: The Eye of the Regional Storm.* 20 Avril 2003.

autre ressortissant de la Sierra Leone accusé de crimes de guerre, Johnny Paul Koroma, dont ont dit qu'il combat en Côte d'Ivoire pour Taylor.

Le tableau 2 présente les groupuscules et leurs partisans, selon l'analyse d'International Crisis Group :

Tableau II: Insurrections et partisans régionaux[20]

Groupe rebelle	Pays d'origine	Pays, base d'appui
LURD (Liberians United for Reconciliation and Democracy)	Liberia	Guinée, Sierra Leone, Côte d'Ivoire
LURD-MODEL (Movement for Democracy in Liberia	Liberia	Côte d'Ivoire
Dissidents guinéens	Guinée	Liberia
RUF (Revolutionary United Front)	Sierra Leone	Liberia, Côte d'Ivoire, Burkina Faso
MPIGO (Mouvement Patriotique du Grand Ouest)	Côte d'Ivoire	Liberia
MJP (Mouvement pour la Justice et la Paix)	Côte d'Ivoire	Liberia
MPCI (Mouvement Patriotique de la Côte d'Ivoire)	Côte d'Ivoire	Burkina Faso

2. Règlement des conflits

Le problème immédiat le plus critique pour l'UFM consiste à obtenir un cessez-le-feu durable avec le Liberia. Plus le conflit continue, plus il est probable qu'il connaîtra une expansion au fur et à mesure où les rebelles et les gouvernements rechercheront de nouveaux alliés et de nouvelles bases d'appui. Les représentants de l'OCHA en Guinée indiquent que les groupes rebelles sont mieux intégrés que la CEDEAO et qu'ils partagent des informations et nouent des alliances. Les restants du RUF combattent maintenant au Liberia et le débordement de la crise libérienne en Côte d'Ivoire a ajouté un élément de violence ethnique et religieuse qui provoque une « peur bleue »[21] .

La communauté internationale s'efforce de négocier un règlement politique pour le Liberia et la Côte d'Ivoire. Les autres pays de la sous-région de l'UFM pourraient remplir un rôle positif dans ces tentatives de pourparlers de paix. Toutefois, les efforts sous-régionaux de règlement des conflits restent quasiment inexistants. Ces efforts sont restreints et ce, pour plusieurs raisons, notamment :

- *Participation présumée des chefs d'Etat de l'UFM aux conflits de leurs voisins, comme indiqué ci-dessus*

[20] International Crisis Group, 2003, Annexe D.
[21] Citation du représentant du NDI en Guinée.

- *Les rapports personnels amers entre le président Conte et le président Taylor.* Lors du dernier Sommet des chefs d'Etat de l'UFM, seuls les présidents Conte et Kabbah y ont assisté.

- *La situation internationale juridique de Taylor, qui complique toute participation éventuelle de sa part au processus sous-régional.* Dans le cadre des sanctions de l'ONU, les voyages à l'étranger de Taylor font l'objet d'une interdiction et il est aujourd'hui un criminel de guerre contre lequel un mandat d'amener a été lancé.

- *Omission de service du Secrétariat de l'UFM qui est censé remplir un rôle dans le règlement du conflit sous-régional, par le biais du 15e protocole :* ce protocole demande la création de comités conjoints pour la sécurité et autres questions connexes, mais le Secrétariat est quasiment inopérant depuis le début des combats au Liberia, au début des années 90. Et les rapports hostiles entre Conte et Taylor n'ont pas amélioré la situation.

En dépit de ces problèmes, plusieurs tentatives ont été faites pour améliorer les rapports entre les trois pays, réduire les tensions et encourager le dialogue sous-régional. Selon certains, la Guinée aurait constitué une force constructive pour l'obtention de la paix en Sierra Leone. Plusieurs réseaux sous-régionaux de CSO, y compris le réseau Women Peace Network de l'UFM et le comité de coordination inter-religieux de l'UFM, ont activement pressenti les trois dirigeants des pays de l'UFM pour tenir des réunions périodiques et entamer un dialogue sur la paix et la stabilité. A la suite de quoi, les trois chefs d'Etat se sont réunis au Maroc. Au début de 2003, le président Kabbah s'est également rendu en réunion de travail auprès du président Conte, dans le cadre des efforts de paix sous-régionaux.

3. Mouvements transfrontières

- *En dépit des combats et de l'insécurité qui ont fermé les frontières en plusieurs endroits, ces dernières restent longues et poreuses :* les habitants et les marchandises, clandestins ou licites, se déplacent aisément au travers des frontières. Il existe plusieurs problèmes critiques dans le domaine de ces mouvements transfrontières :

- *Les mouvements massifs de populations entre les pays peuvent constituer un fardeau pour les ressources du pays d'accueil et entraîner des conflits avec les populations locales* : ces dix dernières années, la Guinée s'est trouvée saturée de réfugiés, et bien que ceux de la Sierra Leone soient en cours de rapatriement, les conflits actuels produisent de nouveaux flux de réfugiés libériens et ivoiriens, en outre des courants transitoires de citoyens de pays tiers qui s'efforcent de retourner dans leurs pays d'origine. Les grands mouvements de populations sont intrinsèquement déstabilisants, et les réfugiés peuvent souvent emporter avec eux les problèmes auxquels ils tentent d'échapper, une fois arrivés sur de nouveaux lieux.

- *Les mouvements massifs de populations produisent des problèmes de sécurité :* parmi ces milliers de personnes, il se trouve peut-être des criminels ou des rebelles. Ils pourraient transporter des armes ou d'autres articles illégaux. Ce qui pourrait entraîner des problèmes de criminalité et de protection au sein du pays d'accueil, la militarisation des camps de réfugiés civils et l'utilisation de la zone d'accueil à titre de base de réapprovisionnement ou aux fins d'activités illégales.

- *Les mouvements ininterrompus de populations, transfrontières transforment un phénomène hors de l'ordinaire en une opération de routine pour les gardes frontaliers et les responsables de l'immigration :* ces agents relâchent les vérifications d'identité, ce qui peut être exploité par ceux qui prennent part à des actions illicites, par exemple la contrebande d'armes, de stupéfiants ou de ressources naturelles (diamants).

- *Les échanges commerciaux des diamants et du bois contre des armes traversent aisément les frontières de l'UFM* : ce commerce alimente le conflit et se poursuit en dépit des sanctions internationales et des mesures telle que le processus Kimberly.

4. Gouvernance

Nombre des problèmes au sein de la sous-région de l'UFM découlent d'un problème commun : une gouvernance médiocre. La description ci-dessous, fournie par le Development Education Network-Liberia, présente une indication significative de la situation de la gouvernance dans la région :

> L'absence d'une gouvernance de qualité dans les pays de l'UFM constitue l'un des principaux facteurs aggravant les conflits, l'instabilité et la guerre civile. Les gouvernements de la sous-région n'ont pas été en mesure de protéger leurs citoyens. En revanche, ces gouvernements, à l'exception de la Sierra Leone qui se trouve sous surveillance internationale à l'heure actuelle, violent en toute impunité les droits de la personne… Une mauvaise gouvernance dans les pays de l'UFM, à l'exception de la Sierra Leone qui possède un tribunal international pour les crimes de guerre, ne possèdent pas de système de justice indépendant. Les législatures elles-mêmes ne sont pas indépendantes, les gouvernements de la sous-région n'ont aucun respect pour la souveraineté du droit. En revanche, ils placent trop d'armes dans les mains d'un top grand nombre de groupes sans entraînement, inconstitutionnels et armés… Aucun gouvernement de l'UFM ne fournit à ses citoyens les services sociaux de base, ni ne crée un environnement propice à l'organisation des citoyens eux-mêmes à cet effet, remplir ces besoins. En revanche, les gouvernements de l'UFM répriment l'opposition, fraudent les élections et étouffent la liberté d'expression, de mouvement et d'association… L'absence d'une gouvernance de qualité au sein de l'UFM se

retrouve également dans la distribution inégale du pouvoir et des avantages tirés de l'exploitation des richesses nationales[22] .

5. Prolifération des armes légères

La prolifération des armes dans la sous-région de l'UFM reste un problème critique. Selon les estimations du PNUD, plus de sept millions d'armes légères se trouveraient en Afrique de l'Ouest. Leur prolifération et leur disponibilité aggrave le niveau de violence et la durée des combats. Elle encourage également le recours à la violence au lieu d'un règlement pacifique des conflits, ce qui contribue à la culture de la violence.

La porosité des frontières facilite le commerce illicite des armes, légères ou autres. Selon les estimations de l'ONU, près de 60% des armes légères et autres armes au sein de l'UFM ont traversé les frontières en contrebande. Ce qui est de 10% plus élevé que la moyenne en Afrique de l'Ouest, soit 50%.[23]

Il ne sera pas possible de trouver une solution à l'échelon national pour régler le problème de la prolifération des armes sans trouver d'abord une solution sous-régionale. La CEDEAO a adopté un moratoire sur l'importation, l'exportation et la production des armes légères et autres, en 1998. Ce moratoire est reconduit tous les trois ans, mais il est volontaire et ne comporte aucune sanction applicable, en outre il exclut les protagonistes non nationaux, par exemple le groupe rebelle du LURD.

6. Ressources naturelles et conflits

Les diamants et les ressources de bois dans la sous-région ont alimenté les conflits armés dans la région. L'une des premières actions du RUF en Sierra Leone a consisté à occuper les zones diamantifères. Le Liberia leur a donné une voie d'exportation des diamants et d'importation des armes. La contrebande des diamants par le Liberia s'est révélée lucrative. Selon certaines estimations, Charles Taylor aurait accumulé 3,8 milliards de dollars tirées du commerce illicite de diamants et de bois[24]. L'un de ses clients aurait semble-t-il été Al Quaeda.

Dans son étude de l'économie du conflit en UFM, Partnership Africa Canada souligne que « les voies de commercialisation sont de plus en plus sous l'influence du crime organisé et la contrebande intercontinentale des diamants, des armes et des stupéfiants, en outre des énormes sommes d'argent à la recherche de blanchiment. La violence dans ces cas de figure reste le pivot de ceux qui y possèdent des intérêts acquis ».[25]

Les diamants constituent des ressources précieuses. En Sierra Leone, où se trouvent les plus grandes réserves de diamants de l'UFM, selon certaines estimations, les exportations

[22] Development Education Network-Liberia. *Response to Questions from the USAID Regional Office for West Africa.* Mai 2003.
[23] CENUA, *Mano River Union Joint Security Arrangement and Small Arms Control Project, Draft Project Proposal.* 2002.
[24] Gberie, 2003. Les diamants passés en contrebande sur le territoire libérien ne venaient pas tous de la Sierra Leone. Un grand nombre venait de l'Angola en guerre.
[25] Indicateurs nationaux de politique étrangère, *Conflict Risk Assessment Report, Mano River Union and Senegambia,* 2.

illicites de diamants bruts équivaudraient à 90% de la valeur des exportations légitimes. Ce qui représente près de 400 millions de dollars en 2002.[26] Les incursions transfrontières en Guinée, en 2000-2001 sont expliquées par certains à titre d'effort de prise de contrôle des mines de diamants en Guinée. Le bois est une autre ressources précieuse et elle a permis de financer les besoins en armes et en munitions au Liberia. Les problèmes en Côte d'Ivoire sont attribués en partie aux efforts de Charles Taylor visant à garder ses filières d'armes et de bois ouvertes.

La communauté internationale a commencé à réglementer le commerce des diamants bruts par le biais du processus Kimberly, qui a été lancé par l'Etat sud-africain en 2000, afin de contrôler les « diamants des conflits » et leurs effets néfastes sur le commerce diamantaire légal. Il s'agit également d'un effort visant à juguler ses éléments de blanchiment des fonds. Le Processus a mis au point un système d'homologation international, entré en vigueur le 1er janvier 2003, qui exige un certificat Kimberly d'origine pour le virement de fonds de paiement des diamants.

Le gouvernement de la Sierra Leone s'efforce de maîtriser le secteur des diamants et a souscrit au processus Kimberly. Ces efforts ont entraîné une augmentation mesurable de la valeur de ses exportations officielles de diamants qui sont passées de 1,5 millions de dollars (1999) à 42 millions de dollars (2002).[27] Le Liberia n'est pas membre du processus Kimberly, bien qu'il ait conçu un certificat d'homologation. Les sanctions de l'ONU contre le Liberia comprennent un embargo sur les exportations de diamants et de bois. Selon le Conseil de sécurité, le Liberia continue d'importer des diamants bruts non homologués du Sierra Leone, mais selon le Liberia, ces opérations sont indépendantes de sa volonté puisque le LURD détient le contrôle des régions productrices de diamants.

En dépit des efforts et de l'assistance internationale, la plus grande partie du commerce diamantaire dans la sous-région reste non homologué. Il s'agit d'une question examinée en profondeur lors de l'évaluation, en mai 2003, du programme de l'USAID en Sierra Leone, chargé d'une assistance dans le secteur diamantaire. Selon l'évaluation, le plan d'homologation doit absolument se doter de sanctions et d'une système de surveillance indépendant. L'évaluation recommande également qu'il conviendra d'aborder le niveau politique international, car le trafic illicite de diamants ne peut être stoppé que du haut vers le bas, en éliminant les acheteurs internationaux. Toujours selon cette évaluation, aussi longtemps qu'aucune sanction n'est prise contre les banquiers et le centre international des acheteurs internationaux, en Belgique et ailleurs, le commerce illicite de diamants se poursuivra.

7. Possibilités lacunaires pour les jeunes et les ex-combattants

Les pays de l'UFM sont pauvres et font face à de graves difficultés économiques. Ces trois pays se situent en bas de l'Index de développement humain 2002 du PNUD. La

[26] Selon Management Services International (MSI) qui œuvre dans le domaine de l'assistance de la politique diamantaire.
[27] Gberie, 2003, Opcit.

Sierra Leone est au dernier rang, 173e sur 173 pays cotés. La Guinée est au 159e rang et le Liberia n'a pu être coté en raison de l'absence de données.

Presque tous les secteurs de la société souffrent dans un pays en bas de l'échelle du développement. Mais du point de vue de la prévention des conflits, les jeunes qui ont l'habitude de la violence, du larcin au lieu de l'achat, constituent une vulnérabilité particulière pour toute la région. Chaque pays possède des réserves importantes de jeunes et d'ex-combattants, au potentiel explosif, à la recherche d'emplois productifs. Pour le réseau Women Peace Network de l'UFM en Sierra Leone, les jeunes restent un terrain fertile des recruteurs des rebelles et selon elles, n'importe qui pourrait enrôler 2.000 jeunes, en quelques jours, pour aller au combat.

La porosité des frontières signifie également qu'ils sont facilement recyclés d'un conflit à l'autre. Selon l'ONU : « Le RUF a eu peu de difficulté à grossir ses rangs à hauteur de 24.000 combattants, après avoir lancé son offensive contre le gouvernement de la Sierra Leone, en mars 1991, en partant de 100 hommes seulement. En trois mois, les forces de la défense civile en Sierra Leone atteignaient 37.000 têtes. En partant de 500 hommes seulement en juillet 2000, les rebelles du LURD au Liberia affirmaient avoir entre 14.000 et 15.000 soldats armés, en juin 2002."[28]

8. Culture de la violence

Le conflit en UFM a produit une culture de la violence. Les abus des droits de la personne ont été généralisés pendant les guerres civiles et se poursuivent au Liberia. Tous les habitants en ont souffert, notamment les femmes et les enfants. Les femmes ont subi des violences sexuelles et l'esclavage et les enfants ont servi de porte-faix ou de soldats pour les combattants. Plus de 40% des habitants du Liberia et de la Sierra Leone ont moins de 15 ans. Ce qui signifient qu'ils n'ont connu que la guerre et ses effets brutaux. Nombre de ces jeunes et de ces anciens combattants n'ont aucune notion des valeurs normales par exemple le partage, l'aide communautaire ou le règlement pacifique des différends.

Une génération entière d'enfants ne connaît pas l'école, ni les effets socialisants de l'instruction. Selon certaines estimations, il y aurait eu 10.000 enfants soldats dans la guerre en Sierra Leone et 20,000 au Liberia. Ces jeunes, dont certains ont été recrutés dès six ans, ont été entraînés à tuer, piller et vandaliser. Selon le réseau Women Peace Network de l'UFM, de nombreux enfants ne respectent plus leurs parents et les professeurs affirment craindre leurs élèves qui se vantent d'être des rebelles.

La situation est aggravée par le fait que les tribunaux ne fonctionnent pas et les lois ne sont ni respectées, ni appliquées. Les enseignements du crime et de l'impunité sont omniprésents. Cette situation encourage la culture de la violence chez les citoyens, et elle

[28] CENUA, *Mano River Union Joint Security Arrangement and Small Arms Control Project,* 2002.

s'insinue chez les forces de sécurité, ce qui aboutit à des tactiques abusives et des abus des droits de la personne de la part des militaires et de la police.

III. PROGRAMME D'ASSISTANCE À L'UFM

Les pays de l'UFM reçoivent une assistance internationale et tous trois ont bénéficié de programme bilatéraux de l'USAID. Le type d'assistance fournie se calque sur l'ensemble de l'assistance au développement, fondé sur la situation de chaque pays :

- réaménagement menant à l'assistance au développement dans la région forestière de Guinée (le restant du territoire guinéen bénéficient principalement d'une assistance au développement)
- assistance humanitaire de réinsertion et de réaménagement en Sierra Leone, et
- assistance humanitaire et d'urgence au Liberia.

L'assistance internationale à la sous-région de l'UFM est axée sur chaque pays, dans le cadre de programmes conçus et mis en œuvre dans chaque pays individuel. Ce qui est également le cas pour la plupart des programmes portant sur les questions transfrontières, notamment les réfugiés et les réfugiés de retour. Les programmes nationaux sont élaborés individuellement, mais ils sont coordonnés étroitement pour normaliser les activités connexes entre les trois pays, notamment les activités mises en œuvre par les agences spécialisées des Nations Unies : HCR, UNICEF et WFP.

Selon l'équipe, peu de programmes sont conçus pour aborder le renforcement de la paix et la prévention des conflits au niveau sous-régional. L'assistance à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix, apportée à l'heure actuelle à l'UFM se répartit en trois groupes : assistance nationale, assistance transfrontières et assistance sous-régionale. Les efforts en cours sont principalement axés sur l'établissement d'un cessez-le-feu au Liberia.

A. ASSISTANCE À LA PRÉVENTION NATIONALE DES CONFLITS ET À LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

La plupart des programmes de prévention des conflits à l'échelon national sont axés sur la démobilisation et la réinsertion des anciens combattants, le règlement des problèmes que produit l'afflux de réfugiés et de personnes déplacées, et leur retour et réinsertion dans leurs communautés d'origine. Les types spécifiques d'assistance et l'axe des activités sont tributaires de la situation de chaque pays et de ses régions géographique dans le schéma des conflits. Les facteurs comprennent la durée et l'intensité du conflit, sa nature et ses effets.

1. Guinée

Les travaux de prévention des conflits et de consolidation de la paix en Guinée se situent à deux niveaux. L'un consiste à aider les régions guinéennes directement touchées par les combats en Sierra Leone et au Liberia. Il s'agit de la région forestière, également visée par les incursions transfrontières de 2000-2001. L'autre consiste à prévenir le conflit de

l'intérieur du pays, en abordant les questions de gouvernance et de mise en place d'un dialogue constructif entre la société civile et le gouvernement.

La plupart des bailleurs de fonds internationaux sont présents en Guinée, ainsi que la plupart des ONG internationales. La France et le Japon sont les bailleurs de fonds bilatéraux les plus importants, suivis par les Etats-Unis, l'Allemagne et le Canada. Les bailleurs de fonds multilatéraux comprennent la Banque mondiale, l'UE et les agences de l'ONU. Certains bailleurs de fonds ont assorti leur assistance de conditions adressées au GOG, notamment des élections libres et équitables (une commission électorale nationale indépendante) et la libéralisation de la radio et de la télévision, pour que les Guinéens bénéficient de sources d'informations plus diversifiées.

a. Prévention et atténuation des conflits dans la région forestière

La communauté internationale œuvre dans plusieurs secteurs de la région forestière, notamment :

- *Réaménagement de l'infrastructure endommagée et assistance aux personnes directement touchées par le conflit :* la GTZ, avec un financement de l'UNICEF, assure la démobilisation et fournit une formation professionnelle à 350 des 2.000 à 3.000 volontaires restants de la défense civile. Il s'agit d'un programme de neuf mois, mais les fonds sont limités ce qui pourrait restreindre la durée de la formation.

- *Assistance face à l'afflux de réfugiés et atténuation de l'incidence de leur présence :* les principaux protagonistes internationaux sont les agences de l'ONU (HCR, UNICEF et WFP) et les ONG internationales financées par ces agences et d'autres bailleurs de fonds.

- *Protection de la sécurité des frontières et prévention contre les incursions transfrontières :* le département de la Défense américain a offert neuf mois d'entraînement à 800 agents du bataillon guinéen chargé de la sécurité des frontières. La formation des formateurs a été réalisée par les forces spéciales américaines et l'entraînement a inclut un volet quotidien sur les droits de la personne.

- *Consolidation d'une culture de paix dans les régions limitrophes du Liberia et de la Sierra Leone* : cette activité est principalement réalisée par le HCR et l'UNICEF ainsi que les ONG financées par leurs services. Plusieurs CSO guinéens possèdent également des activités de paix le long des frontières, financées par des bailleurs de fonds, notamment le réseau Women for Peace Network de l'UFM.

Assistance de l'USAID

LUSAID-Guinée possède un objectif spécial (SpO) biennal, conçu pour aborder la situation post-conflit, dans trois préfectures spécifiques de la région forestière. Ces trois

préfectures, Gueckedou, Kissidougou et Macenta, sont les régions les plus touchées par les incursions transfrontières de 2000-2001. Les activités financées par l'USAID sont axées sur la stimulation des activités économiques le rétablissement des services sociaux importants et la consolidation d'une culture de paix afin d'encourager retour et la réinsertion des habitants déracinés par le conflit. Le but de cette assistance consiste à appuyer la reprise des services sociaux essentiels et à stimuler les activités économiques dans les communautés touchées afin que le programme de développement normal, de l'USAID, puisse reprendre dans ces régions.

La démarche de l'USAID-Guinée consiste à aborder la prévention des conflits au niveau communautaire et à adopter une démarche communautaire de prestation du programme pour contrecarrer les conflits passés et prévenir les conflits futurs. Selon ce programme, les chances de paix dans la sous-région sont meilleures si l'on rétablit la stabilité dans les régions visées et dans les régions avoisinantes en Sierra Leone, où l'USAID finance un programme provisoire de réinsertion et de reconstruction[29] .

Au moment de la présente évaluation, l'USAID-Guinée venait de parachever l'appel d'offres concernant le SpO. Le cadre de travail fondé sur les résultats du SpO biennal, de deux millions de dollars, se présente comme suit :

Objectif spécial :	faciliter la transition post-conflit dans les préfectures visées de la région forestière, en Guinée.
IR1	rétablissement des moyens d'existence dans les préfectures visées
IR2	rétablissement des services sociaux essentiels dans les préfectures visées (santé et éducation)
IR3	promotion de la paix durable dans les préfectures visées

Les IR1 et IR2 seront accomplis par les ONG Plan Guinée et Première Urgence qui ont remporté l'appel d'offres. L'IR3 est censé être accompli par une participation avec la Peacebuilding Initiative (Initiative pour la consolidation de la paix - Initiative de consolidation de la paix) du WARP de l'UFM. Les activités détaillées au départ comprenaient l'apport d'information inter-frontières, renforcement des capacités des organisations de la société civile en matière de prévention du trafic transfrontières des femmes et des enfants, et la promotion de la réconciliation et de la paix dans les zones affectées[30]. Toutefois, alors que l'activité de WARP des travaux transfrontières est mise en œuvre par un groupement de la Sierra Leone (décrit à la section II), il est peu probable que l'USAID-Guinée conserve l'IR3.

[29] Le bureau de l'USAID-Guinée assure la gestion et l'administration des programmes de l'USAID en Guinée et en Sierra Leone. L'USAID possède un petit bureau et quelques collaborateurs à l'ambassade américaine de Freetown, chargés de la mise en oeuvre quotidienne du programme. Cet accord de jumelage permet une collaboration et une coopération étroites entre les deux programmes nationaux.

[30] Il s'agit de suggestions du programme WARP UFM, dégagées des débats entre les missions de l'USAID et le Bureau pour l'Afrique, en 2001. Le WARP a débloqué ensuite une subvention recouvrant les activités transfrontières, notamment les échanges d'informations pour les réfugiés de retour. Ce programme est détaillé à la section II : Assistance à la prévention transfrontières.

b. Prévention des conflits en Guinée

La plupart des programmes des bailleurs de fonds dans le domaine de la prévention nationale des conflits traitent des questions de gouvernance, souveraineté du droit, règlement pacifique des questions pouvant diviser la société en Guinée. De nombreux bailleurs de fonds, y compris les Etats-Unis et le Canada, incluent des volets visant à renforcer la société civile afin d'améliorer la gouvernance et prévenir les conflits.

Assistance de l'USAID

La stratégie de l'USAID-Guinée consiste à incorporer une capacité valorisée afin de gérer de façon constructive les conflits et ce, dans tous les objectifs stratégiques de l'USAID, qu'il s'agisse de règlement des différends fonciers, des ressources de propriété commune, les recettes publiques ou des questions de plus haut niveau au sein du système politique. Cette stratégie comporte également un objectif de démocratie, traitant des questions directement liées à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits. Les indicateurs pertinents sont les suivants :

Objectif stratégique 4 : amélioration de la gouvernance locale et nationale grâce à une participation active des citoyens	
IR4.1	participation efficace des citoyens à la gouvernance locale
IR4.2	des processus politiques plus réactifs
IR4.3	un imbriquement accru des intérêts des citoyens dans les activités des organisations visées de la société civile

Par le biais d'une subvention accordée à l'IFES, l'USAID a mobilisé un réseau d'organisations de la société civile afin de former le conseil national guinéen des organisations de la société civile (GNCCSO). Ce conseil comprend des CSO et des organisations du secteur privé, notamment des chambres de commerce. D'autres activités comprennent une formation destinée aux GNCCSO et CSO dans les domaines de la direction, de la planification stratégique et de la pérennité institutionnelle. Le renforcement des capacités des CSO se conjugue à l'élaboration d'une campagne d'éducation civique, nationale, proposée par les CSO, concernant les droits et les devoirs des citoyens et des autorités publiques, définis par la constitution et le code civil. Le programme de l'IFES comprend également une subvention secondaire pour la mise en œuvre par les CSO de leurs propres activités.

Les CSO guinéennes ont également œuvré à la consolidation de la paix dans l'UMF en organisant des rencontres entre les CSO de l'UMF sur le thème de l'amélioration du commerce inter-Etats et des campagnes de pression auprès des leaders nationaux pour la paix. L'USAID finance également le NDI dans le cadre d'une activité de développement des partis politiques et pour appuyer l'instauration d'un dialogue entre le gouvernement, les partis et les citoyens.

L'USAID finance également la CLUSA (Cooperative League of the United States) pour la promotion d'un règlement pacifique des conflits avec la participation des CSO et des CBO (organisations communautaires), dans le cadre de la prise de décision avec les autorités locales. Ainsi, ces organisations possèdent toutes les mêmes définitions et solutions aux problèmes, ce qui renforce la responsabilisation grâce à l'affectation des fonctions et des responsabilités. En outre, la transparence financière et de gestion des instances des gouvernements locaux est valorisée. Pour l'exercice budgétaire 2003, l'USAID-Guinée escompte démarrer une nouvelle activité axée sur les droits de la personne qui valorisera davantage encore ses activités de règlement des conflits.

2. Sierra Leone

L'assistance internationale en Sierra Leone s'est axée sur la reconstruction, la paix et la sécurité. Les subventions des bailleurs de fonds sont fournies dans le contexte de la stratégie de rétablissement national, élaborée par le gouvernement de la Sierra Leone, pour 2002-2003. Cette stratégie porte sur les éléments du rétablissement national et cerne les éléments suivants à titre de priorités des interventions : a) consolidation de l'autorité de l'Etat, b) reconstruction des communautés, c) consolidation de la paix et des droits de la personne, et d) rétablissement de l'économie.

L'objectif de toute l'assistance des bailleurs de fonds en Sierra Leone semble s'inscrire dans le droit fil de celui de l'USAID : paix et stabilité. La plupart des programmes comporte des éléments imbriqués de prévention des conflits, paix et réconciliation. Il existe une importante présence internationale, dont le plus grand élément est la force de maintien de la paix de l'ONU, l'UNAMSIL. Le Royaume-Uni a pris la tête de la reconstruction de la gouvernance de la Sierra Leone, ainsi que de son infrastructure physique et militaire. Citons les principaux bailleurs de fonds : dfID, USAID, la Banque mondiale, l'Union européenne, le PNUD et d'autres agences de l'ONU. Nombre d'ONG internationales sont sur place pour appuyer la mise en œuvre de ces programmes.

L'assistance des Etats-Unis à la Sierra Leone comprend le programme de l'USAID-Sierra Leone (AID-AFR, OFDA et FFP) et l'assistance humanitaire du DOD, en outre de l'entraide, démocratie et droits de la personne.

Assistance de l'USAID

Le programme de transition de l'USAID-Sierra Leone appuie les activités permettant d'accélérer la réinsertion après-guerre, mettre fin à la corruption et renforcer l'accès et les capacités des communautés locales en matière de participation aux processus démocratiques. Le programme de transition se fonde sur les bases jetées par le programme de l'OTI (Office of Transition Initiatives) en Sierra Leone et incorpore ses éléments les plus probants.

La stratégie actuelle de l'USAID prend fin avec le financement de l'exercice 2003. L'USAID-Sierra Leone fera bientôt une demande de prorogation de sa stratégie (phase II) sur trois ans, qui sera mise en œuvre à titre de suivi de la présente phase d'assistance, récapitulée ci-dessous.

Le cadre de travail fondé sur les résultats de la stratégie de la phase I se présente comme suit :

SO1:	progrès du processus de réinsertion des populations, dans les communautés visées
IR1.1	établissement des fondements de communautés pérennes
IR1.2	promotion de la participation constructive des populations touchées par la guerre, dans les communautés visées
IR1.3	réaménagement de l'infrastructure publique
SO2:	renforcement du gouvernement démocratique
IR2.1	participation politique communautaire élargie
IR2.2	facilitation de la participation au dialogue national
IR2.3	élargissement de la participation publique/privée dans le domaine de la gestion améliorée du secteur diamantaire
IR2.4	élargissement de la réponse communautaire dans le domaine des problèmes des droits de la personne

Les activités du SO1 sont axées sur la prestation d'un appui social, économique et physique pour encourager la réimplantation et la réinsertion au niveau communautaire. Ces activités offrent aux jeunes touchés par la guerre des compétences professionnelles, ainsi que des possibilités de revenus et d'emploi. Elles forment un segment plus important des communautés touchées par la guerre, dans les domaines de la gestion des conflits, la consolidation de la prix et le développement national, ainsi que la reconstruction de l'infrastructure publique vitale dans les communautés ravagées. Les partenaires d'exécution de l'USAID (Christian Children's Fund et World Vision International), œuvrent au renforcement des compétences vitales et à la promotion de la réinsertion sociale, la création d'emplois temporaires et la promotion de la coopération entre les ex-combattants et les membres des communautés, oeuvrant ensemble à des projets de travaux civiques. Le but consiste à renforcer la confiance et l'unité, diminuer les craintes et la stigmatisation et renforcer le respect mutuel entre les ex-combattants et leurs communautés.

Le SO2 œuvre à mettre fin au cercle vicieux corruption-pauvreté-exclusion sociale et violence qui aboutit aux conflits. La phase II reflètera l'accent mis sur le renforcement de la gouvernance, notamment à l'échelon communautaire. Cet objectif stratégique a apporté une assistance aux élections de 2002, par un appui à la commission électorale nationale et aux partis politiques. Cet objectif encourage le dialogue par le biais d'émissions radio et

de débats en direct sur les questions thématiques. Il élargit l'accès radiophonique aux communautés coupées des moyens de communication nationaux. Ces activités sont mises en œuvre par les NDI, IFES et Talking Drum Studio. L'USAID œuvre également à la rationalisation de la gestion du secteur diamantaire. En outre, l'USAID appuie, avec d'autres bailleurs de fonds, l'Etat de la Sierra Leone dans la prise en main plus sûre de ses ressources diamantifères. En collaboration avec son partenaire d'exécution, MSI, son Alliance publique/privée vise à garantir que les communautés bénéficient du point de financier des activités minières qui se déroulent sur leurs territoires.

L'USAID-Sierra Leone œuvre à l'heure actuelle dans les régions les plus touchées par la guerre en Sierra Leone, Koinadugu, Kono et Kailahun. Kono est également la région des mines de diamants. Ces régions sont limitrophes des régions touchées par la guerre en Guinée, auxquelles l'USAID-Guinée apporte à l'heure actuelle son assistance par l'intermédiaire de son objectif spécial recouvrant la région forestière et la région de la Sierra Leone limitrophe du Liberia. Ces régions resteront l'objet de l'assistance de la phase II.

Le programme de transition de la phase II permettra d'affermir les progrès atteints au cours des deux dernières années, afin que la Sierra Leone ne régresse pas dans une nouvelle situation de conflit. Son axe restera la paix, la sécurité et la stabilité, en mettant davantage l'accent sur le re-développement du secteur agricole.

3. Liberia

Les programmes d'assistance internationale au Liberia ont été affectés par la détérioration des conditions sécuritaires dans le pays. L'ampleur géographique et le type d'activités ont de plus en plus régressé en raison de l'insécurité qui se propage dans le pays. La plupart des bailleurs de fonds internationaux ont une présence ainsi que bon nombre d'ONG internationales. L'UE est le bailleur de fonds le plus important du Liberia, suivi par les Etats-Unis qui couvre un tiers du total de l'assistance accordée au Liberia. Taiwan apporte également une assistance ainsi que le Royaume Uni, le Canada, le Danemark, la France, les Pays Bas, la Suède et les Nations Unies. Ni la Banque mondiale, ni le FMI ne sont actifs au Liberia.

L'assistance politique dans le domaine de l'établissement de la paix est assurée par l'International Contact Group, créé en 2002, et dont les Etats-Unis sont membres. La communauté des bailleurs de fonds internationaux au Liberia œuvre également à l'appui des objectifs de l'ICG.

Assistance de l'USAID

L'USAID-Liberia œuvre dans le cadre de la stratégie de transition 2001-2003. Cette stratégie appuie le renforcement des capacités de la société civile dans le domaine de son auto-organisation, de l'acquisition de compétences et de l'acquisition d'une expérience

de la gouvernance démocratique au niveau local et de l'amplification de sa participation à une plus large gamme d'actions civiques. Les éléments sectoriels de la stratégie comprennent la prestation de services sociaux (santé et agriculture) et des efforts visant à communiquer et à stimuler l'action civique, ainsi que la pratique de la gouvernance démocratique.

Le but du programme : « une société civile, remplissant de plus grandes fonctions dans la transition menant à des conditions sociales, économiques et politiques améliorées, au Liberia ». Les activités de règlement des conflits et de consolidation de la paix relèvent de l'objectif spécial concernant les CSO, comme suit :

SpO 5:	renforcement du rôle de la société civile dans le domaine de la gouvernance démocratique
IR5.1	renforcement des organisations civiques
IR5.2	amplification de l'action civique dans les communautés visées
IR5.3	amélioration des pratiques de gestion des conflits, dans les communautés et les groupes

Le SpO5 est axé sur la promotion d'un rôle amplifié de la société civile dans la transition menant à des conditions sociales, économiques et politiques améliorées au Liberia. Son intention consiste à maintenir l'existence et le dynamisme d'une société civile fragilisée, grâce à des programmes d'éducation civique et d'information publique. L'USAID-Liberia œuvre à la gouvernance, au développement économique et à la consolidation de la paix. La plupart des activités sont mises en œuvre par le CPBD (Community Peacebuilding and Development Program – programme de consolidation de la paix et de développement communautaires), réalisé par l'intermédiaire d'un accord de coopération quinquennal, de 12 millions de dollars, passé avec un groupement sous la direction de l'AED (Academy for Educational Development), les Mercy Corps et Search for Common Ground.

Le programme CPBD, qui a démarré en janvier 2003, est axé sur une participation accrue des particuliers et des organisations communautaires (CBO) aux activités de gouvernance et autres, par l'intermédiaire de programmes d'éducation civique et d'alphabétisation des adultes, proposés par les ONG et les médias indépendants. Ce programme est administré par les cercles communautaires REFLECT[31], et les relie aux CBO, aux moyens d'existence sociaux-économiques et au règlement des conflits. Les capacités de gestion et de mise en œuvre des ONG libériennes en matière de mise en œuvre des activités de développement social et économique sont en cours de renforcement, et les subventions secondaires aux ONG sont liées aux progrès effectués dans le renforcement de leurs

[31] REFLECT est une méthodologie participative structurée, créée par Action Aid, qui est appliquée au Liberia par plusieurs ONG internationales. Il s'agit d'une démarche dans le domaine de l'alphabétisation des adultes qui conjugue les pratiques de l'évaluation participative rurale et les théories de Paulo Freire concernant les liens positives entre l'alphabétisation et le changement social. REFLECT repose sur l'hypothèse de travail selon laquelle l'alphabétisation et la prise en charge sont des processus parallèles et entrelacés, qui peuvent se renforcer mutuellement lorsqu'ils sont fondés sur un développement communautaire axé sur les éléments humains.

capacités organisationnelles. Les activités appuient également les stations de radio locales et les maisons de production en vue d'intensifier l'information des communautés ne possédant qu'un accès limité.

B. ASSISTANCE TRANSFRONTIÈRES À LA PRÉVENTION DES CONFLITS ET À LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

La plus grande partie de l'assistance civile pour la prévention des conflits transfrontières porte sur le mouvement des populations, plus particulièrement sur l'incidence des réfugiés et la facilitation de leur retour au pays. Il s'agit là de programmes nationaux spécifiques, mais ils sont souvent coordonnés de façon étroite avec les programmes des pays avoisinants. La plupart de ces programmes bénéficient de la participation des agences spécialisées de l'ONU, par exemple le ONU/ HCR, l'UNICEF et le WFP.

ONU/ HCR

Le HCR coordonne ses programmes dans les trois pays de l'UFM et avec les pays avoisinants (par exemple la Côte d'Ivoire). Le HCR comporte un service de ré-implantation régional au sein du bureau du HCR-Ghana qui coordonne ses activités en Afrique de l'Ouest et Centrale. Les principales activités du HCR consistent à protéger les réfugiés et, selon le HCRD, leur rapatriement et leur réinsertion constituent la meilleure solution pour eux dans la sous-région. Depuis que la paix a été déclarée en Sierra Leone en 2002, le HCR encourage le retour au pays des réfugiés des camps, dans toute la région. Les efforts de rapatriement sont coordonnés étroitement entre les différents bureaux nationaux du HCR.

Les programmes de paix et de réconciliation sont spécifiques aux différents pays, bien que le HCR et l'UNICEF ont mis au point des programmes communs, dans le domaine par exemple de la sensibilisation des réfugiés et des citoyens des pays quant à diverses questions, par exemple la tolérance, et la prévention des violences sexuelles contre les femmes et les enfants. La questions des enfants-soldats est également traitée au niveau national, mais avec une démarche commune de l'UNICEF.

WARP

Le WARP comporte un programme d'un an, d'un million de dollars, visant à établir une collaboration interministérielle, intersectorielle pour la sensibilisation aux problèmes de violence et de torture sexo-spécifique, notamment les questions des violences sexuelles et du trafic de personnes, tout en donnant accès aux populations traumatisées à des soins de santé mentale de qualité. Ce programme est mis en œuvre en Sierra Leone par un groupement sous la direction de l'International Rescue Committee (IRC), le Centre pour les victimes de la torture et Search for Common Ground/Talking Drum Studio.

Ce programme offrira des soins psychosociaux aux victimes de la torture et encouragera le dialogue transfrontières par le biais d'émissions radiophoniques communautaires. Il englobe la consolidation de la culture de la paix, par les masse médias et les activités culturelles afin de promouvoir un dialogue et des échanges d'information plus amples, pour les habitants de la région frontalière de l'UFM. Ce programme est conçu pour valoriser les résultats des programmes des trois membres du groupe en Sierra Leone, dont bon nombre sont financés par l'USAID-Sierra Leone en décuplant leur niveau d'intervention dans les régions frontalières avec la Guinée et le Liberia.

C. ASSISTANCE SOUS-RÉGIONALE À LA PRÉVENTION DES CONFLITS ET À LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

En dépit de la nature imbriquée du conflit en UFM, selon l'évaluation, il existe très peu de programmes de bailleurs de fonds planifiés à l'échelon sous-régional. La plupart des efforts sous-régionaux résultent de programmes nationaux spécifiques, ayant pris en charge quelques réunions sous-régionales de CSO. La plupart de ces réunions ont traité de la question du Liberia et de l'amélioration des rapports entre les trois pays de l'UFM. Il existe toutefois des programmes de bailleurs de fonds visant la prévention des conflits dans le contexte plus large de l'Afrique de l'Ouest. Ces programmes figurent en bref à la fin de la présente section.

L'évaluation a relevé la référence faite à un groupe de travail des Nations Unies, créé par la commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) visant à coordonner l'appui et à mobiliser le système des Nations Unies et d'autres partenaires dans le cadre des efforts de consolidation de la paix et de la sécurité dans la sous-région. Ce groupe a été constitué à la suite d'une visite en 1999 du Secrétaire général, dans les pays de l'UFM. Il s'est réuni en Guinée en 2000 et a identifié trois projets accélérés : 1) la revitalisation du secrétariat de l'UFM, 2) le réseautage entre les gouvernements, les organisations de la société civile et les médias, et 3) l'appui à l'UFM pour la mise en place d'un accord de sécurité conjointe. Le groupe a également recommandé la préparation de quatre projets de mi-parcours, en consultation avec les membres de l'UFM : 1) assistance à l'élaboration et à la mise en œuvre de projets de création de revenus, notamment pour les femmes, 2) le développement des ressources humaines touchées par la fuite des cerveaux produite par la guerre et renforcée par l'insécurité et l'instabilité, 3) la promotion de projets de développement macro-économique, et 4) la consolidation des capacités des Etats membres de l'UFM dans le domaine du contrôle des armes et armements légers.

L'évaluation n'a pas relevé d'indications concernant un programme sous-régional ultérieur, des Nations Unies, pour relier les gouvernements, les CSO et les médias. Mais elle a situé un document de projet de l'UNECA, resté sans financement, intitulé *MRU Joint Security Arrangement and Small Arms Control* et un expert-conseil de l'UNECA sur le point de parachever une évaluation organisationnelle du secrétariat de l'UFM>

1. Assistance au secrétariat de l'UFM

Le secrétariat de l'UFM est resté aux oubliettes depuis le début des combats dans la région, dans les années 90. Les efforts du SG de l'ONU en matière de revitalisation de l'UFM ont abouti à l'élaboration d'un protocole sur la paix, la sécurité et la stabilité dans la sous-région. Ce 15e protocole (pièce jointe 1) a été signé par les trois pays en 2000, mais il reste encore à mettre en œuvre. L'UNECA a mis au point un document de projet pour le *Mano River Union Joint Security Arrangement and Small Arms Control Project,* avec une date prévue de démarrage au 1er mars 2003. Cette proposition sur deux ans, de deux millions trois cent mille dollars est destinée à aider l'UFM a mettre en œuvre son 15e protocole, plus spécifiquement ses unités conjointes de sécurité des frontières et de consolidation de la confiance, avec pour point de mire l'élimination de la prolifération des armes.

L'UNECA a décidé de réaliser une évaluation approfondie des rôles, structure et gestion du secrétariat de l'UFM, avant de débloquer son assistance. Le rapport de l'expert-conseil, qui a effectué un séjour de trois mois en 2002 pour réaliser l'évaluation, serait remis aux pays de l'UFM en juin 2003. Lorsque les pays seront convenus du rapport et de ses recommandations, l'UNECA prévoit de convoquer une conférence des bailleurs de fonds (octobre 2003 environ) pour solliciter leur appui en vue de remettre l'UFM sur pied et en opération, et financer sans doute la proposition de contrôle des armes légères.

L'UNECA a remis, en préliminaire, au Secrétariat un petit nombre d'ordinateurs en 2002. Le bureau d'information de l'BACH à Conakry (Guinée) s'est efforcé d'aider le bureau de l'UFM à Conakry dans la conception d'un site de l'UFM sur le Web, mais il s'agissait d'une activité ad hoc et le site sur le Web n'a pas vu le jour.

2. Assistance aux efforts de l'UFM dans le domaine de la société civile

Les organisations de la société civile des trois pays de l'UFM ont reçu des subventions importantes des bailleurs de fonds en vue de renforcer leurs travaux et leurs organisations nationales. Plusieurs bailleurs de fonds bilatéraux ont permis que leur financement de ces COS serve à promouvoir les efforts dans le domaine de la société civile afin de mettre en place des réseaux, dans toute la sous-région de l'UFM, aux fins de consolidation de la paix. En résultat, plusieurs réseaux de CSO sous-régionaux se réunissent à intervalles plus ou moins réguliers[32]. Puisque nous n'avons pu nous rendre au Liberia et étant donné la brièveté de la période de l'évaluation, nous n'avons pas été en mesure d'identifier, ni d'évaluer tous les réseaux de CSO sous-régionaux. Mais nous avons pu nous entretenir avec les représentants des groupes suivants :

- *Mano River Union Civil Society Movement :*s ce réseau a été créé en 200 lorsque l'Association of Liberian Professional Organizations (ALPO) a pris contact avec le

[32] Des renseignements supplémentaires sur les réseaux sous-régionaux et des CSO figurent dans l'évaluation, commanditée par le WARP, *Civil Society and the Management of Conflict in the Mano River Union,* de Tony Karbo, 2001.

Civil Society Movement en Sierra Leone et l'organisation guinéenne de défense des droits de l'homme et du citoyen (OGDH), en Guinée, afin de coopérer sur un front uni. Une conférence en Sierra Leone a abouti à la création officielle du Mano River Union Civil Society Movement (MRUCSM) et des mouvements de la société civile ont été organisés dans chaque pays. L'ALPO remplit les fonctions de secrétariat du MRUCSM et, à ce titre, reçoit un financement de base du National Endowment for Democracy (NED). Une deuxième conférence du MRUCSM s'est tenue en Guinée et le MRUCSM a déployé un petit groupe d'observateurs électoraux sur le terrain, dans le cadre des élections en Sierra Leone. Le MRUCSM prévoyait de tenir sa troisième conférence au Liberia, ce qui n'a pas été possible en raison de la situation sécuritaire au Liberia.

- *Mano River Union Inter-Religious Coordination Committee :* il s'agit d'un réseau des conseils inter-religieux de la Guinée, de la Sierra Leone et du Liberia. Ces réseaux appuient à l'heure actuelle la création d'un conseil de la Côte d'Ivoire qui viendra s'ajouter à leur réseau. Ces conseils sont engagés activement dans le processus de paix sous-régional. Ils se sont réunis une première fois à Freetown en 2001 et ont signé une déclaration conjointe d'engagement de collaboration pour la paix. Ils ont créé le comité de coordination de l'UFM et une équipe d'étude conjointe a rencontré chaque chef d'Etat de l'UFM pour promouvoir les pourparlers directs entre les trois pays. Les conseils tiennent des réunions régulières, conjointes et oeuvrent en collaboration avec d'autres protagonistes de la société civile, notamment le réseau Women Peace Network de l'UFM. Ils reçoivent des subventions de plusieurs sources, notamment l'ONG internationale, World Conference on Religion and Peace (WCRP).

  En 2002-2003, la WCRP a mis en œuvre un programme de « consolidation de la paix, reconstruction et réconciliation du bassin du fleuve Mano ». Cette assistance a permis aux conseils de mettre en œuvre des activités de médiation et d'établissement de la paix. Il s'est agi notamment d'une réunion avec les chefs d'Etat, de la création d'un groupe de travail régional sur la prolifération des armes légères et la sécurité des frontières, et de l'élaboration d'une stratégie pluri-religieuse visant à engager les communautés religieuses dans la réinsertion des enfants-soldats et victimes d'enlèvements. La WCRP a planifié un projet de suivi, de deux ans, pour appuyer les activités sous-régionales réalisées par l'intermédiaire du comité de coordination et leur mise en œuvre nationale, par l'intermédiaire des conseils individuels. Ce projet englobe la Côte d'Ivoire, mais il n'est pas encore financé.

- *Mano River Union Journalist Network :* les responsables de ce réseau n'étaient pas disponibles pendant notre évaluation, l'équipe n'a donc pas été en mesure d'obtenir des informations spécifiques sur ce réseau. A partir d'entretiens avec des membres en Guinée et en Sierra Leone, il semble qu'il s'agit d'un réseau officieux, et non pas un réseau organisé. Le journaliste en Sierra Leone toutefois était de la CSO West Africa Democracy Radio. Cette CSO bénéficie d'un financement de la fondation Soros en vue de mettre en place un réseau radio régional, pour les pays de l'UFM. Cette radio

est décrite comme étant une station radio non partisane, destinée à promouvoir et à défendre les valeurs démocratiques, y compris la liberté d'expression. En raison des restrictions imposées en Guinée aux radios privées et en raison des problèmes de la presse au Liberia, cette radio est censée être basée en Sierra Leone. Toutefois, le gouvernement de la Sierra Leone a refusé de lui accorder une licence, par crainte semble-t-il d'irriter le Liberia qui pourrait exercer des représailles. Des pourparlers sont en cours pour implanter cette station radio à Dakar (Sénégal).

- *Mano River Union Women Peace Network :* Il s'agit d'un réseau de CSO féminines, dans chacun des trois pays, créé par des femmes à de hauts postes. Son siège se tient à Freetown, car c'est là que se trouvait le secrétariat de l'UFM. Le secrétariat accorde au réseau un espace dans ses bureaux. La présidente du réseau vient de Guinée, la première vice-présidente du Liberia et la deuxième vice-présidente de la Sierra Leone. Des coordinatrices nationales sont choisies dans chaque pays membre du réseau. Depuis 2000, le réseau a tenu plusieurs réunions de haut niveau afin de promouvoir la paix, y compris avec les trois chefs des Etats de l'UFM. Le réseau a également interpellé le président Conte, de la Guinée, et l'a convaincu de rencontrer les deux autres chefs d'Etat de l'UFM, en dépit de sa réticence à rencontrer Taylor. Le MRUWPN est souvent cité dans les entretiens pour avoir résolu cette impasse, puisque les trois chefs d'Etat se sont par la suite réunis au Maroc. Le MRUWPN possède des réseaux politiques auxquels il a recours pour contacter les grands décideurs. Il a tenu plusieurs séminaires de formation dans le domaine de médiation et de la transformation des conflits, principalement dans les capitales, mais aussi plusieurs dans l'intérieur du territoire. Le MRUWPN a reçu l'assistance de plusieurs bailleurs de fonds, notamment l'USAID-Guinée.

3. Assistance pour une paix négociée au Liberia

En outre des travaux réalisés par les CSO citées ci-dessus, un effort concerté, international, est engagé pour garantir une paix négociée au Liberia. Il s'agit d'une action menée au niveau politique par l'International Contact Group (ICG) pour le Liberia. Ce dernier regroupe les Nations Unies, la CEDEAO, l'UE et plusieurs pays, notamment le Royaume Uni, la France et les Etats-Unis.

L'ICG a pour point de mire la facilitation d'un cessez-le-feu, la promotion des garanties de sécurité entre les Etats de l'UFM et entre le Liberia et la Côte d'Ivoire, la création d'un programme exhaustif de DDR, ainsi que la restructuration et le recyclage des forces de sécurité (AFL et la police nationale)[33]. Ces efforts et ces programmes seront, selon les prévisions, financés par les bailleurs de fonds internationaux.

En outre, l'Interreligious Council du Liberia et son président, l'archevêque de Monrovia, oeuvrent à la facilitation d'un cessez-le-feu Ces efforts sont appuyés par les bailleurs de fonds, y compris l'USAID-Liberia.

[33] Bridgewater, Pamela, *The International Contact Group, a Way Forward for Liberia,* mars 2003.

4. Assistance régionale

Les bailleurs de fonds financent plusieurs activités de prévention des conflits au niveau régional de l'Afrique de l'Ouest, dont certaines ont trait à la situation au sein de l'UFM, notamment :

- *Canada :* le Canada met en œuvre à l'heure actuelle l'Initiative Canada-Afrique de l'Ouest pour la paix et la sécurité, établie pour répondre au plan d'action pour l'Afrique du G8. Il procède à l'heure actuelle à l'identification des secteurs qui bénéficieront de son assistance. Ces secteurs correspondront aux priorités de l'Afrique de l'Ouest dans le domaine de la réforme du secteur sécuritaire, dans trois domaines : a) renforcement de la capacité de l'Afrique de l'Ouest dans le cadre des opérations d'appui de la paix, b) les armes légères et c) les activités de police.

- *CEDEAO :* la CEDEAO possède un groupe de contrôle (ECOMOG), qui peut remplir les fonctions de force multinationale de maintien de la paix. Les équipes de l'ECOMOG se composent d'ordinaire d'unités militaires ou d'experts techniques des Etats membres de la CEDEAO. L'ECOMOG a été déployé pour rétablir la paix au Liberia, en 1997 et également t en Sierra leone. En 1999, les chefs d'Etat de la CEDEAO ont signé un protocole pour la création d'un mécanisme de prévention, de gestion et de règlement des conflits pour le maintien de la paix et la sécurité. Les trois pays de l'UFM et la Côte d'Ivoire sont membres de la CEDEAO.

- *WARP* W : le WARP possède un accord avec la CEDEAO pour fournir une formation et une assistance technique aux collaborateurs de la CEDEAO dans le domaine de l'analyse des conflits et de la formulation de réponses préventives aux conflits. Ce programme donne aux CSO la possibilité de prendre part aux activités de prévention des conflits de la CEDEAO, jetant ainsi les fondements de la défense des intérêts régionaux et des activités d'intervention, sous la direction des CSO.

- *West Africa Network for Peacebuilding (WANEP :* le WANEP est un groupement régional d'ONG basé à Accra, au Ghana. Ce groupement a été créé par les représentants d'ONG de sept pays d'Afrique de l'Ouest, à titre de mécanisme permettant de canaliser les initiatives de consolidation de la paix et pour renforcer les interventions collectives. Le WANEP offre des ateliers de règlement des conflits et de consolidation de la paix, dans toute l'Afrique de l'Ouest et a ouvert plusieurs bureaux nationaux, y compris un bureau au Liberia. Selon l'évaluation de WARP sur les CSO de l'UFM, le WANEP a joué un rôle essentiel dans la prise de contact entre les COS libériennes et les autres CSO de la sous-région, ce qui a produit la création de Civil Society Movement au Liberia et du mouvement de la société civile de l'UFM.

IV: CADRE DE TRAVAIL FONDÉ SUR LES RÉSULTATS DE LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

A. VUE D'ENSEMBLE

Citons le but du programme WARP : « Une Afrique de l'Ouest politiquement stable et économiquement prospère ». Le WARP appuie les activités dans dix-huit pays d'Afrique de l'Ouest, y compris les trois pays de l'UFM. Ce programme est axé sur les obstacles entravant le développement qui peuvent être réglés le plus efficacement par l'intermédiaire de mesures prises au niveau régional, en partenariat avec les organisations régionales de premier plan, y compris la CEDEAO. Le WARP collabore avec les missions bilatérales de l'USAID, en vue de développer des synergies positives entre les différents programmes financés par l'USAID dans la région.

Le WARP œuvre sur la base de son plan stratégique de l'exercice 2001-2008, qui est doté d'un Objectif spécial de prévention des conflits : « Mise en place et fonctionnement des mécanismes de détection et de réponse précoces de prévention des conflits ». Pour l'exercice 2003, le WARP prévoit d'élargir son SpO concernant les conflits et de le transformer par la suite en SO intégral, afin de lui permettre de parachever les activités entamées et d'aborder le fait que les conflits constituent l'une des difficultés les plus immédiates à laquelle la région de l'Afrique de l'Ouest est confrontée.

Voici le cadre de travail fondé sur les résultats de l'assistance du WARP dans le domaine de la prévention des conflits :

SpO7:	établissement et fonctionnement des mécanismes de détection et de réponse précoces de prévention des conflits régionaux.
IR1	valorisation des capacités opérationnelles du CPM de la CEDEAO
IR2	valorisation de la capacité des organisations régionales de la société civile dans le domaine de la participation à la détection et à la réponse aux conflits
IR3	accroissement de la coordination des bailleurs de fonds dans le domaine du renforcement des capacités régionales en matière de détection et de réponse aux conflits régionaux
IR4	échange régional des enseignements tirés et des pratiques exemplaires pour éviter, atténuer ou effectuer la transition pour passer d'un conflit à une gouvernance démocratique

Le WARP possède plusieurs activités en cours dans le cadre du SpO7, notamment le renforcement des systèmes d'alerte précoce au sein de la CEDEAO. Il existe une activité axée sur l'UFM, l'assistance au groupement de l 'IRC pour appuyer les victimes de la

torture et la consolidation de la paix transfrontières, par l'intermédiaire de la radio communautaire, en cours de mise en œuvre en Sierra Leone.

Le conflit au sein de l'UFM est complexe et il imbrique les trois pays, leurs dirigeants et leurs citoyens. Une paix durable dans l'UFM exige que l'on aborde les dimensions sous-régionales du conflit. Le cadre de travail proposé de l'Initiative de consolidation de la paix de l'UFM du WARP a pris une tournure sous-régionale et a mis au point une stratégie visant à appuyer les processus d'établissement et de consolidation de la paix au sein de l'UFM.

B. INITIATIVE DE CONSOLIDATION DE LA PAIX DE L'UFM

L'Initiative de consolidation de la paix de l'UFM est destinée à aborder les questions critiques et les besoins immédiats dans la sous-région de l'UFM afin de réduire le degré de conflit et de prévenir la réapparition des conflits. L'Initiative adopte une démarche intégrée qui vise à renforcer non seulement les efforts inter-gouvernementaux de consolidation de la paix, mais également les efforts des réseaux de la société civile, sous-régionaux. L'Initiative s'appuie également sur les travaux de prévention des conflits entamés par les programmes bilatéraux de l'USAID en Guinée, Sierra Leone et Liberia, par l'intermédiaire d'activités complémentaires et d'appui réciproque, à l'échelon sous-régional.

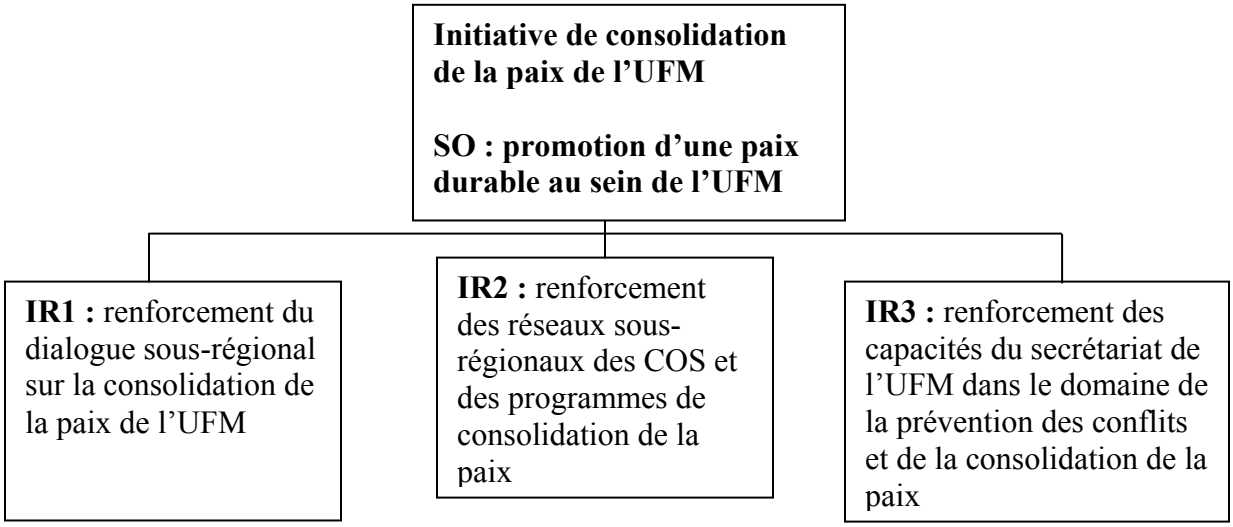
Comme indiqué au chapitre trois, les missions bilatérales de l'USAID possèdent des programmes en cours, de qualité et bien conçus, de prévention des conflits et de consolidation de la paix. Ces missions sont particulièrement bien placées pour accomplir ces activités dans leurs pays et elles possèdent les connaissances spécialisées ainsi que les collaborateurs pour garantir une exécution en bonne et due forme. Ce qui est également vrai des travaux transfrontières réalisés par les agences des Nations Unies quant aux réfugiés et aux réfugiés de retour au pas. L'appui du WARP à ce niveau ne pourrait apporter la valeur ajoutée qu'un programme sous-régional serait en mesure de fournir et ne remplirait en fait que les fonctions d'acheminement d'un financement d'activités qui seront mieux exécutées par des programmes bilatéraux. Toutefois, la valeur de l'assistance du WARP consiste à renforcer la synergie de ces programmes bilatéraux en appuyant leurs éléments essentiels, au niveau sous-régional. Ce qui lui permet également d'aborder les questions des conflits transfrontières, ainsi que les racines sous-régionales des problèmes.

1. Cadre de travail

Le cadre de travail basé sur les résultats, proposé, de l'Initiative de consolidation de la paix de l'UFM est axé sur les dimensions sous-régionales et mène directement aux objectifs stratégiques de prévention des conflits du SpO du WARP, ainsi qu'à ceux des missions bilatérales.

Figure 1.

Cadre de travail basé sur les résultats de l'Initiative de consolidation de la paix de l'UFM



Cette stratégie est axée sur le renforcement des réseaux, des institutions et des initiatives existants et sur leur développement à titre de forces pour la paix. La stratégie va au-delà de l'atténuation, pour atteindre la prévention et aborder les besoins critiques identifiés par les personnes interrogées pendant l'évaluation.

L'IR1 permettra de renforcer les capacités des réseaux des CSO de l'UFM dans le domaine de la planification des stratégies et des activités sous-régionales. Il s'agira de mettre en œuvre ces activités par l'intermédiaire d'un encadrement, de la prestation d'une assistance technique et logistique et d'un volet de petites subventions. Les réseaux des CSO y prenant part seront choisis sur un appel d'offres, la sélection étant fondée sur leurs programmes, leur méthodologie et leur professionnalisme, ainsi que sur leur impartialité et un engagement avéré en faveur de la paix sous-régionale.

L'IR2 permettra de renforcer les capacités des réseaux des CSO de l'UFM dans le domaine de la planification des stratégies et des activités sous-régionales. Il s'agira de mettre en œuvre ces activités par l'intermédiaire d'un encadrement, de la prestation d'une assistance technique et logistique et d'un volet de petites subventions. Les réseaux des CSO y prenant part seront choisis sur un appel d'offres, la sélection étant fondée sur leurs programmes, leur méthodologie et leur professionnalisme, ainsi que sur leur impartialité et un engagement avéré en faveur de la paix sous-régionale.

L'IR3 vise à aider le secrétariat de l'UFM à mettre en œuvre son rôle sous-régional dans le domaine de la prévention des conflits, comme convenu par les trois nations dans le 15e protocole. Il s'agira d'aider le secrétariat et ses CSO partenaires à régler les problèmes de

porosité des frontières, tout en encourageant les échanges commerciaux sous-régionaux et la paix.

L'Initiative de consolidation de la paix de l'UFM s'inscrit de 2004 à 2008, ce qui correspond à l'achèvement de la stratégie 2001-2008 du WARP. Cette date de conclusion, 2008, permet une perspective de plus longue haleine et élargit les possibilités d'assistance à la prévention des conflits, ainsi qu'aux activités d'atténuation et de réconciliation. Le domaine des activités va donc au-delà des inquiétudes immédiates concernant la successions de Conte, du retrait prévu de l'UNAMSIl et, très probablement au-delà d'un Liberia gouverné par Taylor.

La stratégie de l'Initiative de consolidation de la paix de l'UFM reste souple pour pouvoir réagir aux changements situationnels imprévus et elle peut saisir les opportunités. Elle est également suffisamment souple pour inclure d'autres régions géographiques touchées par le conflit de l'UFM, notamment la région occidentale de la Côte d'Ivoire.

2. Hypothèses de travail

Plusieurs hypothèses de travail sous-tendent le cadre de travail de l'Initiative pour la consolidation de la paix de l'UFM, notamment :

- La situation au sein de l'UFM reste explosive et imprévisible à court terme. Le conflit se poursuivra, mais son intensité, son type et sa portée géographique varieront.

- La communauté des bailleurs de fonds reste engagée dans la sous-région et envers la présence de l'UNAMSIL, en Sierra Leone, sous une forme ou sous une autre, au-delà de la date de retrait prévue à l 'heure actuelle, en 2004..

- Les programmes d'assistance bilatérale de l'USAID, dans les trois pays de l'UFM, se poursuivront jusqu'en 2008 et dans le droit fil des descriptions au chapitre III, section A, Assistance nationale à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix.

- La consolidation de la paix est un processus lent, qui exige un changement de culture politique, la participation des citoyens, une bonne gouvernance et des possibilités économiques dans toute la sous-région.

3. IR1 : renforcement du sous-régional sur la consolidation de la paix au sein de l'UFM

L'IR1 est axé sur les besoins de développement d'un dialogue sous-régional sur la paix et la stabilité au sein de l'UFM. Il existe une grave absence de dialogue sous-régional sur presque toutes les questions et niveaux. Quelques réunions se sont tenues, ainsi que des

ateliers, sur des problématiques spécifiques, mais il n'existe presque aucun dialogue sous-régional au niveau permanent ou systématique.[34]

Un dialogue sous-régional est nécessaire entre les différents protagonistes de la sous-région : les gouvernements et les institutions gouvernementales en Guinée, Sierra Leone et Liberia, le secrétariat de l'UFM, les réseaux des CSO et les organisations sous-régionales, les habitants des régions frontalières de l'UFM et la presse sous-régionale. Dans certains cas, il s'agit de la communauté internationale et des entreprises multinationales (sociétés d'abattage du bois, courtiers en diamants ou marchands d'armes). L'ouverture d'un dialogue ouvrira également un espace politique pour que les groupes puissent débattre de questions pertinentes, exprimer leurs différends pacifiquement et faire les premiers pas en vue de trouver des solutions durables. Bon nombre des personnes interrogées ont cité les efforts du MRUWPN pour sortir de l'impasse et amener les trois dirigeants de l'UFM à prendre place à la table des négociations et à dialogue, premier pas essentiel sur la voie d'une paix sous-régionale.

L'amplification du dialogue démarré dans le cadre des programmes bilatéraux pourra :

- Offrir un forum sûr pour soulever des questions délicates, internes et externes, ayant une incidence sur la sous-région. Les questions qui ne peuvent être débattues dans un pays pourront l'être, en toute sûreté dans un autre.
- Instaurer différentes voies de dialogue, pour que chaque secteur de la société au sein de la communauté de l'UFM puisse exprimer son opinion et comprendre comment les autres pensent.
- Créer un espace politique entre les CSO et les hommes politiques de l'UFM et entre les dirigeants de l'UFM.
- Encourager l'engagement des pays de la sous-région de ne plus appuyer les groupes de dissidents qui déstabilisent leurs voisins.
- Modifier le dialogue et passer d'une expression guerrière à la langue de la paix et sensibiliser les parties concernées aux besoins des autres.
- Identifier les intérêts communs et les stratégies permettant de protéger ces intérêts.
- Nommer et montrer du doigt ceux qui prennent part aux trafics (armes, diamants, bois d'œuvre, personnes), aux abus des droits de la personne et à la mauvaise gouvernance
- Apporter un appui sous-régional à ceux qui s'efforcent d'agir avec rectitude.
- Garantir la distribution sous-régionale des informations cruciales nécessaires à la réflexion critique et à la prise de décision rationnelle.

Les missions bilatérales appuient d'ores et déjà les échanges d'informations et le renforcement des dialogues productifs, dans le cadre de leurs programmes nationaux. En Sierra Leone, le NDI met en œuvre un dialogue entre civils et militaires. En Guinée, l'IFES et le NDI appuient les dialogues entre les CSO, les partis politiques et le

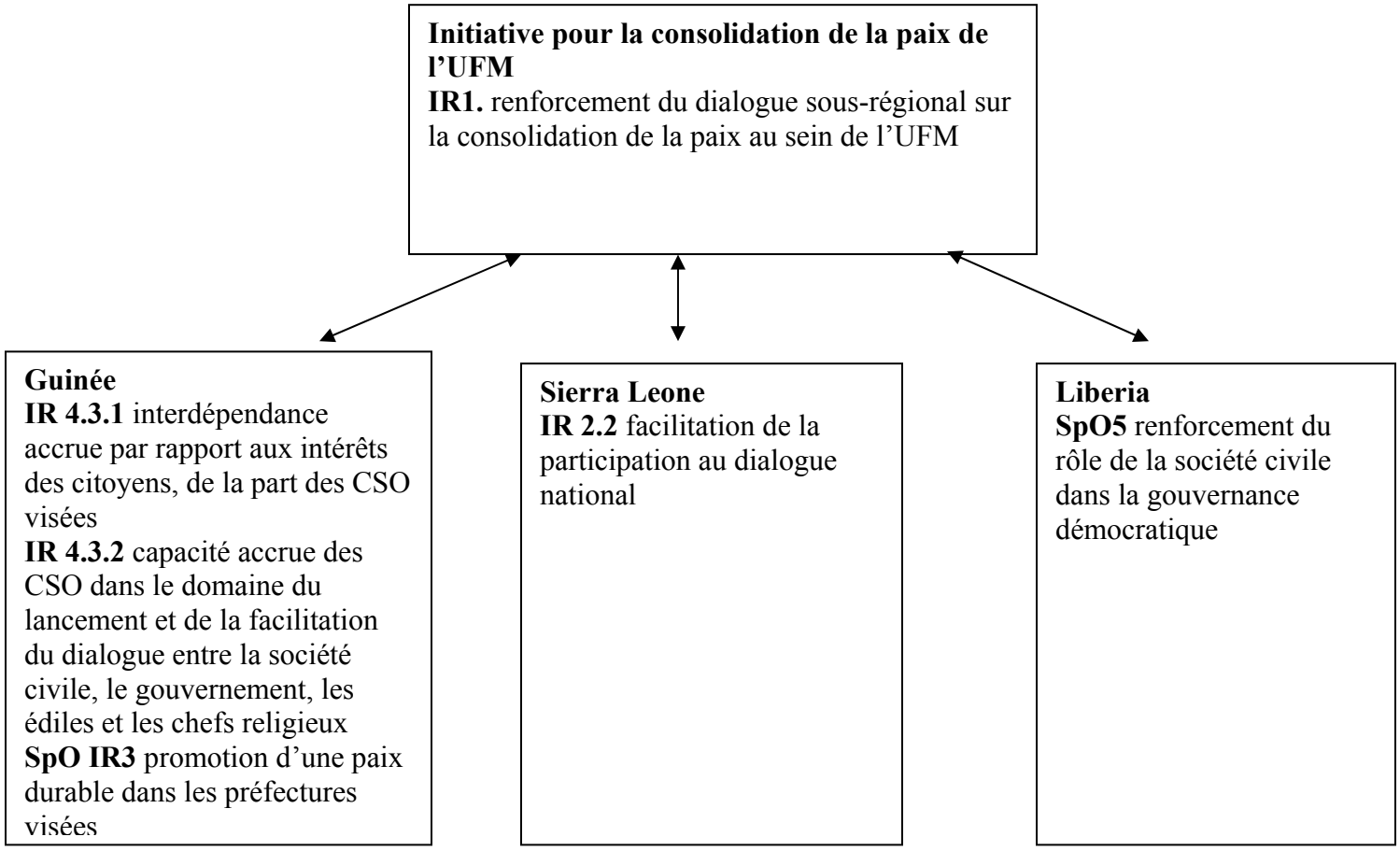
[34] L'exception étant l'effort international en cours en faveur de pourparlers de paix et d'un cessez-le-feu au Liberia.

gouvernement. Dans ces deux pays, les missions s'efforcent de faire sortir les dirigeants de l'Etat de leurs capitales afin de rencontrer leurs fonctionnaires et leurs citoyens.

L'Initiative pour la consolidation de la paix de l'UFM peut se fonder sur ces programmes et appuyer le dialogue sous-régional. Le dialogue mène souvent à l'action et les programmes dégagés des débats de l'IR1 pourront s'appuyer sur les activités IR2 de l'Initiative pour la consolidation de la paix, ou sur les activités nationales des missions bilatérales de l'USAID ou des autres bailleurs de fonds.

Figure 2.

R1 : synergies et rapports avec les programmes bilatéraux de l'USAID



a. Activités de l'IR1

1) Instauration d'un dialogue sous-régional constructif

Les activités de l'IR1 sont axées sur l'instauration d'un dialogue constructif dans la sous-région sur la consolidation de la paix et la prévention des conflits. Il s'agit d'un élément essentiel de la consolidation d'une paix sous-régionale. La sous-région de l'UFM fait face à de nombreuses difficultés essentielles dont il serait bon de débattre au niveau sous-régional. (Certaines de ces problématiques figurent au chapitre 2, section E). Citons quelques autres domaines de dialogue dans le cadre de l'Initiative pour la consolidation de la paix de l'UFM :

- Les répercussions sous-régionales des politiques et des programmes nationaux, afin que toutes les parties concernées constatent les répercussions de leurs actions et de celles de leurs voisins. L'un des enseignements tirés et le plus fréquemment cité reste les programmes de DDR au Liberia et en Sierra Leone. Ces programmes ont été exécutés au niveau national et aucun d'entre eux n'a abordé la question des combattants qui sont passés à l'étranger pour éviter leur désarmement.

- Dialogue sur les effets et l'impact des conflits entre les agresseurs et leurs victimes, entre les divers agresseurs et entre les dirigeants politiques de l'UFM et ceux qui ont été directement touchés par le conflit, notamment les femmes et les jeunes.

- Amélioration de la gouvernance des hauts responsables des Etats de l'UFM, par le biais de débats sur les questions courantes : comment lutter contre la corruption et comment établir des contrôles aux frontières pour faciliter les échanges commerciaux sous-régionaux tout en stoppant les trafics illicites.

- Élaboration d'un dessein commun, de longue haleine, pour une sous-région pacifique et prospère, et comment aboutir à ce résultat.

Il existe de nombreux forums et voies de dialogue sous-régional, allant de réunions privées dans le cadre de négociations de paix délicates aux conférences de grande ampleur, sous-régionales. L'aspect le plus important du dialogue appuyé par l'Initiative pour la consolidation de la paix de l'UFM : il s'agit d'une force constructive pour la paix, elle est productive et elle prend pour point de mire les objectifs de l'Initiative.

2) Amélioration de la couverture médiatique sous-régionale de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix

L'Initiative pour la consolidation de la paix de l'UFM peut permettre de renforcer le rôle positif des médias dans la consolidation de la paix et la diffusion d'informations essentielles. La disponibilité d'informations exactes, opportunes et impartiales constitue l'élément essentiel de la prévention des conflits, de la réconciliation et de la consolidation

de la paix. Les médias peuvent constituer un système d'alerte précoce et une force puissante pour la paix ou, inversement, jouer un rôle extrêmement destructif, comme en témoignent les événements au Rwanda.

Les médias de l'UFM fonctionnent dans des situations très différentes selon les pays. La liberté de la presse est relativement importante en Guinée, à l'exception de la presse parlée qui est sous le contrôle de l'Etat. Les actualités réelles en Sierra Leone sont ensevelies sous les articles et les journaux à sensation. L'autocensure est manifeste au Liberia en raison de la répression exercée par le gouvernement contre une presse libre. L'appui aux médias, à titre de groupe sous-régional, mélange ces journalistes et leurs rédacteurs, leurs différents styles de journalisme, leurs niveaux de formation et de contraintes, et les expose aux avantages et aux difficultés des médias des pays avoisinants. Il s'agit de renforcer les liens sous-régionaux entre les journalistes aux fins d'encadrement, de soutien réciproque et d'échanges d'informations.

L'Initiative pour la consolidation de la paix de l'UFM peut œuvrer au renforcement des médias sous-régionaux pour qu'ils remplissent un rôle constructif et qu'ils constituent une voix en faveur de la paix. Citons les actions prioritaires destinées à professionnaliser la presse sous-régionale :

- Formation quant aux rôles et aux responsabilités de la presse, élaboration d'un code déontologique concernant les reportages sur la guerre, la consolidation de la paix et la politique
- Formation pour améliorer la teneur et l'exactitude des reportages et la qualité des débats et des analyses des journalistes
- Garantir que la presse est informée en bonne et due forme sur les questions critiques au sein de l'UFM, pour qu'elle comprenne ce qui est important et qu'elle sache quelles sont les questions qu'il convient de poser
- Sensibilisation de la presse sur les incidences, sur le processus de consolidation de la paix, des informations qu'elle diffuse et comment il convient de traiter l'information dans les périodes de crise
- Élaboration de liens entre les réseaux de CSO de l'UFM, leurs activités sous-régionales et la presse afin de : a) garantir une couverture large par la presse des activités de ces CSO, et b) pour que la presse puisse tirer parti des possibilités pertinentes de formation, offertes par les programmes des CSO.

L'IR1 encouragera activement la participation des médias aux forums publics et aux ateliers réalisés dans le cadre de l'Initiative pour la consolidation de la paix, et aux autres activités appropriées afin de garantir la couverture sous-régionale des événements, la diffusion des messages essentiels dégagés des forums et garantir la transparence des processus de dialogue.

b. Indicateurs

L'assistance dans le cadre de l'IR1 devrait aboutir à un dialogue sous-régional renforcé, sur la prévention des conflits et la consolidation de la paix dans la sous-région. Citons les indicateurs éventuels permettant de mesurer ce résultat :

- Fréquence accrue des contacts formels et informels, sous-régionaux, entre les réseaux de la société civile/secteur privé, les gouvernements/organismes de l'UFM, la presse sous-régionale, les groupes spécifiques (ex-combattants, femmes, jeunes) et les habitants des zones frontalières de l'UFM, sur les questions ayant trait à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix.

- Qualité améliorée du dialogue sous-régional sur les questions de consolidation de la paix et de prévention des conflits.

- Couverture médiatique améliorée sur les questions sous-régionales ayant trait aux conflits, à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix (qualitative et quantitative)

4. IR2 : renforcement des réseaux sous-régionaux des COS et des programmes de consolidation de la paix

L'IR2 s'appuie sur les bases jetées par les missions bilatérales de l'USAID en Guinée, Sierra Leone et Liberia pour renforcer la société civile nationale. Ces CSO nationales et leurs réseaux ont créé les réseaux sous-régionaux qui constituent le point de mire des activités de consolidation de la paix de l'UFM de l'IR2.

La qualité et les capacités des CSO de l'UFM varient selon le pays et au sein de chacun d'entre eux.[35] En Guinée, la société civile est dans l'ensemble plus asthénique car les associations non gouvernementales n'ont été autorisées qu'en 1984. La plupart des CSO guinéennes n'ont pas les capacités organisationnelles, ni les structures officielles d'auto direction interne et, selon l'étude du WARP, elles sont rarement apolitiques. En Sierra Leone, les CSO ont des antécédents de militantisme. En 1997, elles ont organisé une campagne de résistance civile lorsque le gouvernement civil a été renversé par la junte. Les CSO en Sierra Leone sont diverses en termes de capacités, mais la plupart manquent de ressources et sont tributaires des ONG internationales et des bailleurs de fonds en matière de financement. Au Liberia, trois types de CSO sont apparues au fil du temps : les organisations communautaires, les ONG axées sur le développement, les organisations regroupant les ONG professionnelles. Selon l'étude du WARP, il existe un degré élevé de rivalité, puisque nombre d'entre elles ont les mêmes objectifs et sollicitent des fonds auprès des mêmes bailleurs de fonds.

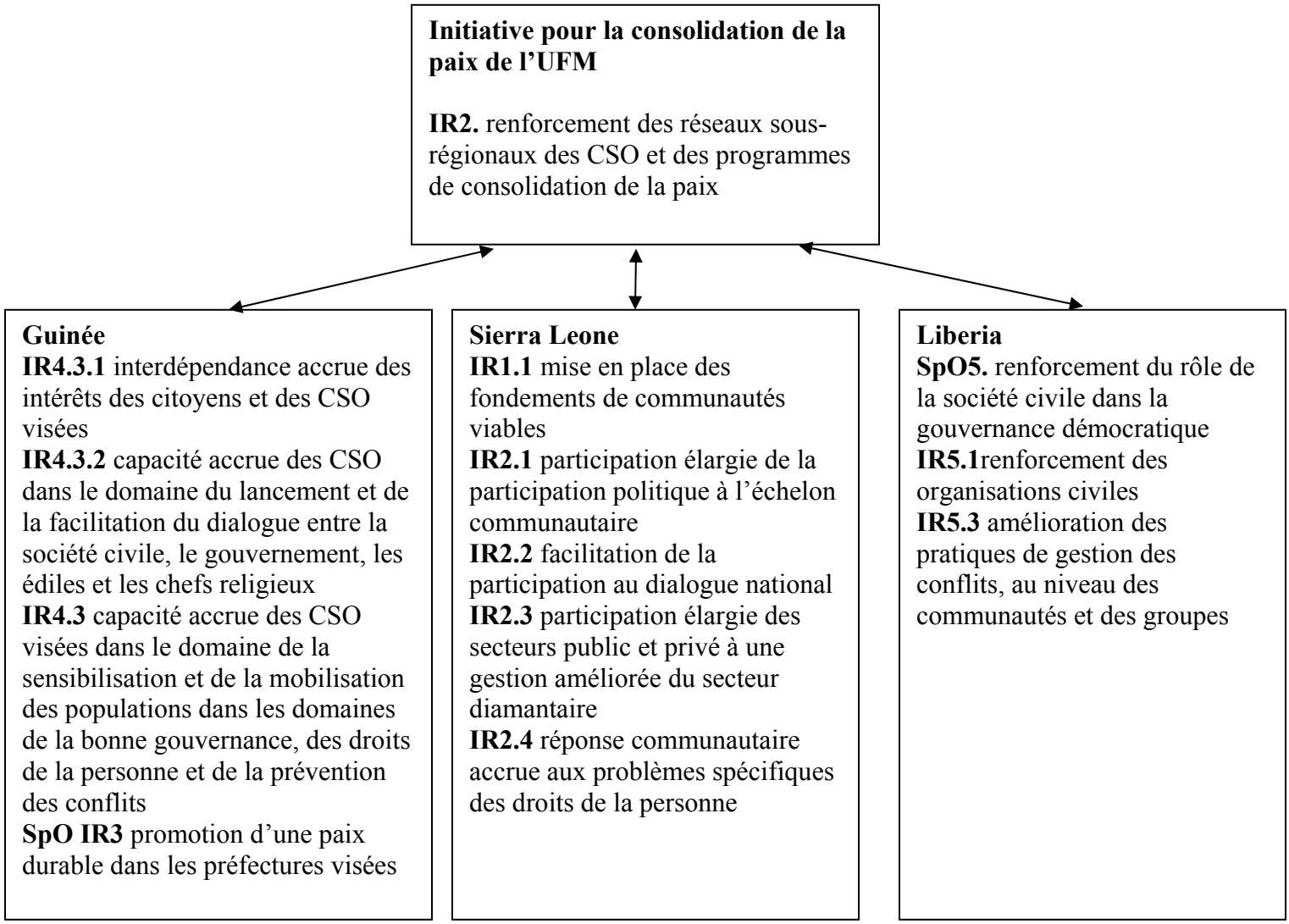
Les trois missions bilatérales de l'USAID appuient le renforcement de ces CSO nationales et de leurs réseaux. L'Initiative pour la consolidation de la paix de l'UFM

[35] Informations tirées de Karbo, T., *Conflict Prevention and Peacebuilding in the Mano River Union: Civil Society and Its Role,* 2001.

s'appuiera sur la synergie de cette aide en renforçant les réseaux au niveau sous-régional et en encourageant le développement de programmes sous-régionaux et transfrontières bien planifiés et coordonnés. Elle fournira également des subventions secondaires modestes à ces réseaux sous-régionaux pour mettre en œuvre leurs activités au niveau sous-régional et transfrontières.

Figure 3.

IR2 : synergies et rapports avec les programmes bilatéraux de l'USAID



a. IR2 : activités

L'IR2 comporte deux domaines d'assistance principaux : le premier consiste à renforcer les capacités des réseaux des CSO de l'UFM, pour qu'elles puissent promouvoir et œuvrer pour la paix dans la sous-région. Le deuxième consiste à habiliter les réseaux les plus compétents et les plus qualifiés à mettre en œuvre leurs programmes de prévention des conflits sous-régionaux, grâce à un appui financier et logistique précis et grâce à l'attribution de subventions secondaires.

L'Initiative pour la consolidation de la paix de l'UFM s'assurera que les réseaux des CSO de l'UFM élaboreront des plans stratégiques et des programmes techniques solides, pouvant être mis en œuvre dans la sous-région et dans chaque pays de l'UFM. Toutefois, toutes les activités mises au point par ces réseaux de CSO ne pourront, ni ne devront, être financés par l'Initiative pour la consolidation de la paix de l'UFM. L'Initiative pour la consolidation de la paix donnera la priorité aux programmes sous-régionaux et transfrontières qualifiés et encouragera les CSO à solliciter des financements auprès des missions bilatérales ou d'autres bailleurs de fonds, aux fins de mise en œuvre des volets nationaux de leurs programmes sous-régionaux.

1) Renforcement des capacités

Les capacités de la plupart des réseaux de CSO de l'UFM dans le domaine de la planification, de la gestion et de la mise en œuvre des activités restent asthéniques. Selon l'étude commanditée en 2001 par le WARP, sur les CSO de l'UFM :

En dépit de la pléthore de CSO nationales oeuvrant sur les divers éléments du processus de paix, le rôle de la société civile dans ce dernier connaît une évolution lente et reste en formation. Cette transition entre la mobilisation des communautés à la promotion de la paix, à l'appui à une culture de paix, reste encore à accomplir. Et ce, car en général les CSO sont peu développées. Il reste beaucoup à faire en termes de renforcement de ces organisations, non seulement en ce qui concerne leur rôle potentiel dans le règlement des conflits et la consolidation de la paix, mais en général. Sur toutes les organisations observées au cours de notre étude, moins de quinze d'entre elles possédaient des collaborateurs formés au règlement des conflits. Seule un peu plus de la moitié d'entre elles possède des programmes de défense des intérêts des citoyens et de développement. Bon nombre d'entre elles ont des difficultés à se définir, dans le sillage du calme relatif qui apparaît aujourd'hui.

Les programmes financés par les missions bilatérales abordent ces problèmes de capacités nationales. Au niveau sous-régional, la plupart des contacts avec les CSO sont sporadiques et financés par des ressources détournées ou empruntées à des programmes nationaux. Plusieurs réseaux de CSO de l'UFM ont reçu des subventions des bailleurs de fonds pour des activités spécifiques, par exemple une réunion ou une conférence sous-régionale, mais il n'existe pas d'assistance, ni de programme systématiques pour aider ces réseaux sous-régionaux. L'exception reste l'Interfaith Coordination Committee de

l'UFM qui reçoit une assistance de projet de la World Conference on Religion and Peace et, dans une moindre mesure, du Church World Service.

L'ICP de l'UFM renforcera les capacités des réseaux de CSO de l'UMF visés dans les domaines suivants :

- développement organisationnel et planification stratégique
- responsabilisation et transparence organisationnelles
- réseautage, coordination et participation des membres des CSO au sein des réseaux et dans les autres réseaux pertinents, régionaux et internationaux
- obtention des compétences techniques nécessaires pour la prévention des conflits, la consolidation de la paix et le contrôle
- appui aux membres des CSO nationales, menacés par un environnement anti-CSO ou d'autres situations nationales difficiles.

2) PROGRAMMES SOUS-REGIONAUX DES CSO

Les activités appuyées par l'ICP proposée de l'UMF visera les besoins en matière de prévention des conflits et de consolidation de la paix, dans la sous-région. Elles viseront également le rétablissement des réseaux commerciaux sous-régionaux, dans les régions frontalières de l'UFM. L'assistance sera fournie par l'intermédiaire d'un programme d'encadrement, d'assistance technique de formation, d'appui financier et logistique et de subventions secondaires.

Les activités seront axées sur les questions essentielles, cernées au chapitre 2, section E, ainsi que des initiatives qui découleront du dialogue appuyé dans le cadre de l'initiative IR1, les travaux liés aux CSO en IR3 et d'autre cibles d'opportunité pouvant surgir. Citons quelques domaines prioritaires d'assistance :

- Encadrement et comptes-rendus sur :

- la mise en œuvre d'accords de paix et autres accords internationaux connexes
- la progression de la commission sur la vérité et la réconciliation et la cour spéciale, leurs effets et les enseignements tirés
- la situation des droits de la personne dans la sous-région en général et dans les régions des conflits en particulier
- la circulation des personnes et des marchandises dans la sous-région
- les questions transfrontières essentielles, par exemple la contrebande de ressources nationales et la prolifération des armes
- les dégâts environnementaux provoqués par le conflit et la violence sexo-spécifique
- les travaux du secrétariat de l'UFM dans le domaine de la mise en œuvre du 15e protocole
- l'émergence de nouveaux conflits potentiels dans la sous-région

- Défense des intérêts et des droits :

- mettre fin au conflit et consolider la paix
- régler les problèmes sous-régionaux critiques
- promouvoir une meilleure gouvernance et la souveraineté du droit
- améliorer les normes et les lois dans la sous-région concernant la violence sexo-spécifique, les enfants-soldats, la liberté de la presse et le contrôle des armes

- Consolidation de la paix : il existe toute une gamme d'activités possibles, allant de la médiation à l'animation des pourparlers de paix, en passant par la mise en place d'une culture sous-régionale de paix. Selon les suggestions des CSO au Liberia, il serait bon de mettre en place une équipe sous-régionale d'intervention rapide qui serait en mesure de se déployer en cas de crise, de convoquer des négociations afin de désamorcer les tensions avant qu'elles n'explosent. Ces CSO souhaitent obtenir un statut d'observateur auprès de la CEDEAO. Dans le cadre de l'élaboration des détails de ce programme, il conviendrait d'établir des liens avec le projet WARP existant qui appuie le système d'alerte précoce de la CEDEAO et ses liens avec les CSO.

- Partage des informations entre les réseaux sous-régionaux et au sein de chaque réseau sous-régional, concernant les activités de prévention des conflits les plus efficaces, les enseignements tirés, les problèmes rencontrés et les solutions trouvées.

- Formation, éducation civique et sensibilisation dans le domaine de la paix et des causes profondes des conflits dans la sous-région : les meilleurs programmes de formation des CSO nationales peuvent être diffusés et adaptés aux programmes sous-régionaux. La formation est nécessaire à tous les niveaux de la chaîne des protagonistes sous-régionaux. Citons les domaines prioritaires : formation dans le domaine de la bonne gouvernance destinée aux protagonistes politiques sous-régionaux, droits de la personne pour les forces de sécurité des frontières et, pour les CSO, identification et réponse aux signes d'alerte précoce de conflits.

- Règlement des problèmes de porosité des frontières, tout en encourageant les échanges commerciaux sous-régionaux.

Cette dernière question sera abordée par l'ICP de l'UFM par le biais d'activités engagées dans le cadre de l'IR2 et par le biais d'une assistance fournie au secrétariat de l'UFM, précisée en IR3.

b. Indicateurs

L'assistance de l'IR2 est censée aboutir à un réseau renforcé de CSO et de programmes sous-régionaux destinés à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits. Citons quelques indicateurs éventuels pour mesurer ces résultats :

- Capacité accrue des réseaux de CSO de l'UFM dans le domaine du développement et de la mise en oeuvre de plans stratégiques pour la consolidation de la paix

- Des activités sous-régionales plus efficaces et mieux coordonnées dans le domaine de la consolidation de la paix et le règlement des conflits, conçues et mises en oeuvre par les réseaux sous-régionaux de CSO.

5. IR3 : renforcement de la capacité du secrétariat de l'UFM dans le domaine du règlement des conflits et de la consolidation de la paix

L'IR3 s'axe sur le renforcement des instances intergouvernementales responsables de la résolution des conflits et de la consolidation de la paix, dans la sous-région. Cette assistance complète les activités des IR1 et IR2, et fournira aux réseaux sous-régionaux de CSO des partenaires plus efficaces, intergouvernementaux, pour leurs efforts d'atténuation des conflits et de règlement des problèmes sous-régionaux.

L'UFM est la seule union intergouvernementale dans la sous-région et avant d'être paralysée, son secrétariat semblait constituer une force positive de l'intégration économique et des échanges commerciaux sous-régionaux. Selon l'expert conseil de BACH, dans les années 80, l'UFM a démantelé les entraves douanières entre les trois pays et permis la circulation transfrontière des marchandises d'origine locale, avec une taxe minime. Elle a également formé les agents des douanes de l'UFM en matière de réglementations et œuvré au développement de l'infrastructure, notamment la construction d'un pont sur le fleuve Mano. L'UFM a lancé les travaux d'approche du développement socioéconomique fondé sur l'agro-industrie (mise à l'essai d'usines de production d'huile de palme), mais les travaux se sont arrêtés lorsque les combats ont éclaté au Liberia.

Le financement destiné au secrétariat a été gravement touché par le conflit au sein de l'UFM qui a détourné les maigres ressources des Etats membres. Le secrétariat est resté ouvert, grâce à des versements symboliques de la Guinée et de la Sierra Leone, mais ils ne suffisent pas à régler les salaires de tous les collaborateurs, dont la plupart sont partis.

En 2000, les efforts du SG de l'ONU visant à redonner vie à l'UFM ont amené les trois Etats membres à signer le 15e protocole pour la coopération de la défense, sécurité, affaires intérieures et affaires étrangères (pièce jointe 1). Ce protocole donne au secrétariat de l'UFM des fonctions intergouvernementales dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix au sein de l'UFM. Ce protocole demande la création d'un comité mixte de sécurité de l'UFM, composé des ministres de chaque Etat membre, des ministères de la Défense, Sécurité et Justice, Affaires étrangères et Affaires intérieures. Le rôle de ce comité consiste à traiter des questions de sécurité des frontières, y compris tout problème pertinent pouvant surgir.

L'absence de fonds et les animosités personnelles entre Taylor et Conte ont empêché le secrétariat de remplir ses fonctions de sécurité. Néanmoins, il a reçu une première plainte en 2001, du Liberia, accusant le gouvernement guinéen d'appuyer les dissidents armés désireux de renverser le gouvernement libérien ria.
Bien qu'il procède lentement, le BACH est en tête de l'effort des Nations Unies pour redonner vie au secrétariat de l'UFM. Il a financé l'évaluation du secrétariat, qu comprendra des recommandations visant sa restructuration organisationnelle. Il a également mis au point une proposition pour permettre au secrétariat de mettre en œuvre plusieurs parties du 15e protocole, par le biais d'activités axées sur le contrôle des armes.

Etant donné le rôle critique que le secrétariat de l'UFM pourrait, et devrait, jouer dans la paix, la sécurité et la prospérité économique de la sous-région, il est inclus dans l'ICP de l'UFM. Les détails de cette assistance devront être soigneusement coordonnés avec les autres bailleurs de fonds, mais l'ICP de l'UFM pourra appuyer le renforcement du secrétariat en axant ses efforts sur le règlement des problèmes résultant de la porosité des frontières et en encourageant les échanges commerciaux et paix sous-régionaux.

Ces efforts contribueront directement aux objectifs stratégiques et aux résultats escomptés dans le SpO du WARP sur la prévention des conflits, ainsi que les trois programmes bilatéraux de l'USAID, y compris leurs objectifs liés à une gouvernance améliorée et à des possibilités économiques accrues.

Figure 4.

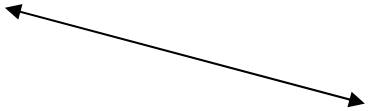
IR3 : synergies et rapport avec les programmes bilatéraux de l'USAID

ICP de l'UFM
IR3. renforcement de la capacité du secrétariat de l'UFM dans le domaine du règlement des conflits et de la consolidation de la paix

Guinée
SO1. recours accru aux pratiques de gestion durable des ressources naturelles (IR. 3 : augmentation des activités des petites et micro-entreprises. IR. 4 : mise en place d'un environnement politique favorable)
SO4. amélioration de la gouvernance locale et locale par l'intermédiaire de la participation active des citoyens
SpO. Faciliter la transition post-conflit dans les préfectures visées

Sierra Leone
SO1. progression du processus de réinsertion des populations déchirées par la guerre, dans les communautés visées (IR1.2 : participation constructive des populations déchirées par la guerre, dans les communautés visées)
SO2. renforcement de la gouvernance démocratique

Liberia
IR3. démarrage de l'établissement des liens entre la gouvernance et le développement économique, dans le cadre du programme communautaire de consolidation de la paix et du développement



a. IR3 : activités

Les activités de l 'IR3 sont axées sur le renforcement des capacités du secrétariat de l'UFM à s'acquitter de son rôle dans les domaines de la paix et de la sécurité sous-régionale, ce qui sera accompli par un appui direct au secrétariat et par l'appui à ses activités imbriquées dans les activités de l'ICP, appuyées dans le cadre des IR1 et IR2.

1) Renforcement des capacités

Les capacités du secrétariat de l'UFM ont été réduites à néant en raison de l'inattention des Etats membres et par les réductions de son personnel, non payé. Il reste un groupe central de fonctionnaires qui assurent l'ouverture des portes du secrétariat à Freetown, ainsi que ses deux bureaux régionaux au Liberia et en Guinée, mais ils n'ont ni la motivation, ni les moyens, ni les ressources pour accomplir un travail utile.

L'initiative de l'CENUA semble profiler une aide à l'horizon pour redonner vie au secrétariat. L'ICP de l'UFM peut appuyer cet effort crucial. La durée de l'ICP, 2004-2008, lui permet de voir au-delà de l'impasse actuelle produite par les animosités personnelles, vers un meilleur climat politique, où les Etats membres reprendront leur financement du secrétariat et ce dernier reprendra ses travaux intergouvernementaux.

L'ICP de l'UFM peut renforcer les capacités institutionnelles du secrétariat par l'intermédiaire de plusieurs facteurs d'assistance technique, de formation et d'appui direct, et renforcer également la capacité du secrétariat dans le domaine de mise en œuvre

de ses programmes en aidant les programmes ciblés à aborder les problèmes de porosité des frontières, de consolidation de la paix et des échanges commerciaux sous-régionaux.

2) Programmes du secrétariat de l'UFM

Il existe plusieurs domaines prioritaires dans lesquels l'ICP de l'UFM pourrait aider le secrétariat, notamment :

Régler la question de la porosité des frontières

Un grand nombre des problèmes de la sous-région sont exacerbés par la porosité des frontières, qui permet le trafic illicite des armes, des ressources naturelles et de combattants entre les Etats et au travers de l'UFM. L'incapacité des Etats membres de l'UFM à patrouiller efficacement leurs frontières signifie qu'elles restent poreuses et extrêmement exposées.[36]

Les éléments de protection des frontières sont abordés par les bailleurs de fonds principalement par des programmes d'assistance militaire (entraînement par le DoD américain des agents guinéens, en 2001 et assistance de l'IMAT des USA et du Royaume Uni, en Sierra Leone). Le projet proposé du CENUA appuierait également les éléments de protection des frontières en étayant les comités communs techniques et de sécurité du secrétariat.

Selon le 15e protocole, un comité technique doit être créé pour mettre en œuvre les décisions politiques prises par le comité commun de sécurité de l'UFM. Il passera en revue la sécurité des frontières et autres questions connexes, recevra et étudiera les comptes-rendus sur la sécurité des frontières et créera les unités communes de sécurité des frontières et de consolidation de la confiance.

Le comité technique n'a pas encore été créé, mais il se composera d'un représentant de chaque Etat membre, détaché des services suivants :

- Conseiller national de la sécurité
- Ministère de la Défense
- Ministère de la Sécurité/Justice
- Ministère des Affaires étrangères
- Ministères des Affaires intérieures
- Chef de la Défense
- Inspecteur général de la police, et
- Secrétariat de l'UFM

[36] CENUA, *Mano River Union Joint Security Arrangement and Small Arms Control Project,* 2002.

L'ICP de l'UFM collaborerait avec l'assistance du CENUA pour renforcer les capacités du comité technique et des unités communes de sécurité des frontières et de consolidation de la confiance pour remplir efficacement leurs rôles de prévention des conflits et de consolidation de la paix. L'assistance des Nations Unies sera sans doute principalement axée sur la question du contrôle des armes, l'ICP de l'UFM prendra pour point de mire les autres questions critiques découlant de la porosité des frontières, par exemple la contrebande des ressources naturelles, l'enrôlement transfrontières des combattants et l'enlèvement des femmes et des enfants pour en faire des portefaix, des soldats et des «épouses ».

L'ICP sera également destinée à relier les réseaux sous-régionaux des CSO et le comité technique pour garantir la participation des CSO aux décisions politiques, l'élaboration de plans d'action communs et d'autres éléments où le comité intergouvernemental peut collaborer avec les réseaux sous-régionaux des CSO.

Promotion de la paix sous-régionale

Le secrétariat de l'UFM possède un rôle important à remplir dans la promotion de la paix sous-régionale. A l'échelon politique, il peut promouvoir le dialogue constructif entre les Etats membres, sur de nombreuses questions critiques ayant trait à la paix et à la sécurité. Il peut également reconduire le dialogue à l'échelon technique et auprès des ministères de tutelle des trois Etats membres, chargés de l'exécution des décisions politiques.

Ce rôle est manifeste dans les objectifs mêmes du secrétariat :[37]

- Harmonisation des efforts de rétablissement de la paix et de la sécurité au sein des trois Etats membres et le long de leurs frontières
- Promotion de consultations régulières, jusqu'au plus niveau de leurs gouvernements
- Reprise de relations normales, dans le domaine de l'Union du fleuve Mano, et
- Lutte efficace contre la contrebande des armes, le trafic de stupéfiants, etc.

Au niveau communautaire et le long des frontières, le secrétariat a également un rôle important à jouer : le 15e protocole prévoit la création d'unités communes de sécurité des frontières et de consolidation de la confiance. Ces unités se composeront de représentants venus des trois pays plus particulièrement :

- Les agents des districts/sous-préfets des districts frontaliers
- Les chefs suprêmes
- L'agent principal de police ou de l'immigration des régions frontalières
- L'agent principal des douanes et l'agent principal de la police des frontières
- L'officier de commandement de l'armée de terre à la frontière

[37] Secrétariat de l'UFM : « Propositions de financement pour la mise en œuvre de stratégies de consolidation de la paix et de la sécurité au sein de l'UFM » 2000.

- Le représentant des jeunes
- La représentante des femmes, et
- Le président du comité de développement rural, ou son équivalent

Le but des unités consiste à organiser et à exécuter des patrouilles communes, élaborer et promouvoir des relations cordiales entre les habitants des régions frontalières par des activités culturelles, sociales et d'appui, et assurer les échanges d'information. Cela est relié aux activités des IR1 et IR2 de l'ICP de l'UFM.

L'ICP permettrait au secrétariat de promouvoir des relations cordiales » par le renforcement de ses capacités dans le domaine de la création et du maintien de ces unités, par la prestation d'un appui direct aux programmes appropriés élaborés par ces unités, et par la prestation d'un appui complémentaire au travers des activités des réseaux de CSO de l'UFM, dans les régions frontalières, financées dans le cadre d'IR2.

Promotion des échanges commerciaux et de l'intégration économique sous-régionaux

L'UFM a été créée aux fins d'intégration économique entre la Sierra Leone, le Liberia et la Guinée. Le secrétariat a oeuvré, lorsqu'il était en activité, à la création d'une union douanière et d'une zone de libre-échange entre les trois Etats membres, et il a atteint, en 1981, le libre-échange des marchandises d'origine locale. L'un des objectifs principaux du secrétariat reste le développement du potentiel économique de l'UFM en stimulant la croissance des échanges commerciaux intra-Union.

Les liens entre le manque de possibilités économiques et la poursuite du conflit sont manifestes. Les missions bilatérales oeuvrent en vue de multiplier les possibilités économiques dans leurs pays et pour fournir aux ex-combattants et aux jeunes les compétences professionnelles appropriées. La reprise des échanges commerciaux transfrontières est un lien crucial pour reconstruire les économies déchirées par la guerre, au sein de l'UFM.

La région du Bec de Perroquet, où se rejoignent les frontières de la Sierra Leone, du Liberia et de la Guinée, était un centre important des échanges commerciaux sous-régionaux et régionaux. En Sierra Leone, la ville frontalière de Koindu constituait un marché sous-régional important et un centre d'activité économique. Selon l'USAID-Sierra Leone, l'on venait de très loin, de la Côte d'Ivoire même. Aujourd'hui, le marché est l'ombre de sa taille d'avant-guerre. De l'autre côté de la frontière en Guinée, Gueckedou était un autre centre important du commerce nationale et international avec le Liberia, la Sierra Leone, la Côte d'Ivoire et le Nigeria. Ce centre a été endommagé par les incursions frontalières de 2000-2001, en Guinée, et n'a toujours pas retrouvé son équilibre. Au Liberia, la ville commerçante voisine, Voinjama, était le centre commercial libérien : elle est aujourd'hui inaccessible, derrière le front du LURD.

L'établissement d'une paix durable dans la sous-région exigera la reconstruction de ces voies commerciales. Il sera nécessaire de renforcer les réseaux de transport des marchandises entre les trois pays, de reconstruire les marchés et d'améliorer les communications transfrontières. Les agents des douanes et de l'immigration, le long des frontières, devront être formés pour qu'ils puissent faciliter le passage du commerce licite et prévenir le passage des marchandises illicites.

La nécessité de ce type de formation était manifeste pendant notre évaluation. A la frontière territoriale entre la Guinée et la Sierra Leone, les agents d'immigration en Sierra Leone ont refusé l'entrée à un membre africain de notre équipe car il n'y avait pas de place sur sa carte d'identité nationale pour qu'ils apposent leur tampon. Ils voulaient un passeport, avec des pages à estampiller, alors qu'un passeport n'est pas exigé pour les déplacements des citoyens de la CEDEAO, entre les Etats membres de la CEDEAO. Ils ont finalement accepté d'estampiller les ordres de mission de l'USAID ayant trait à notre déplacement, mais cet incident illustre bien la nécessité d'une formation de base des agents de l'immigration et des douanes, des deux côtés des frontières.

b. Indicateurs

L'assistance d'IR3 devrait aboutir au renforcement du secrétariat de l'UFM, qui sera ainsi plus en mesure de s'acquitter de ses fonctions dans le cadre de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix. Citons quelques indicateurs éventuels :

- Un secrétariat de l'UFM opérant et oeuvrant sur des problèmes critiques, liés au rétablissement des libres échanges dans la sous-région et à la prévention du trafic illicite au travers des frontières

- Une collaboration commune entre les réseaux des CSO sous-régionales et le secrétariat de l'UFM, fondée sur les initiatives de paix et de sécurité, destinées aux régions frontalières et en faveur du dialogue inter-régional au niveau politique

- Le rétablissement et le renforcement des consultations et un dialogue de haut niveau entre les gouvernements des Etats membres de l'UFM

C. NOTES D'EXÉCUTION

1. Gestion

L'ICP de l'UFM pourrait être mise en œuvre par le WARP, grâce à un ou à plusieurs accords de coopération ou contrats. Une organisation cadre pourrait assurer le dessein stratégique et l'encadrement de programmation exigés pour les IR1 et IR2. Un accord/contrat distinct, passé avec une organisation plus spécialisée serait sans doute nécessaire pour l'IR3. Le mandataire/maître d'œuvre devra posséder une réputation d'impartialité, de haute compétence et d'aptitude au travail efficace dans un environnement politique très délicat.

Un mécanisme cadre pourrait administrer le projet et tous ses volets, fournir les connaissances techniques nécessaires, fournir la formation, appuyer l'élaboration des documents, remplir les fonctions d'encadrement, renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles des bénéficiaires, gérer le programme de subventions secondaires et garantir l'utilisation idoine des fonds. Cet organisme serait également chargé de toutes les activités de contrôle, de compte-rendu et d'évaluation de l'activité, y compris de l'élaboration d'un plan de surveillance de performance détaillé.

Le programme des subventions secondaires serait fondé sur des critères d'appel d'offres et sur les capacités du réseau des CSO dans le domaine de l'obtention de résultats, à l'instar du programme en cours de mise en œuvre par l'USAID-Liberia dans le cadre de son programme communautaire de consolidation de la paix et de développement.

Toutes les activités exigeront une étroite coordination avec les trois programmes bilatéraux de l'USAID afin de décupler leur impact et d'éviter tout double emploi ou travaux conflictuels. L'ICP de l'UFM souhaitera également sans doute tirer parti des possibilités de formation financée bilatéralement et des documents pouvant intéresser les programmes sous-régionaux. De la même manière, les programmes bilatéraux pourraient tirer parti des cours de formation, des documents et des activités mis au point par l'ICP de l'UFM.

2. Questions relatives à la conception des activités

Il existe plusieurs questions dont il conviendra de tenir compte lors de la conception des propositions spécifiques destinées à l'ICP de l'UFM. Ces questions viennent s'ajouter aux problématiques ordinaires de pérennité, rentabilité et de non-assujettissement aux bailleurs de fonds.

En ce qui concerne les réseaux des CSO, il s'agit des éléments suivants :

- L'aptitude des réseaux des CSO et leurs capacités à prendre en charge plusieurs activités et financements. L'évaluation a noté que plusieurs CSO et leurs réseaux sont dirigés par la ou les mêmes personnes. Ces dernières ont également des programmes exhaustifs de voyages et de conférences à l'étranger.

- La neutralité des activités appuyées et les restrictions concernant les activités pouvant aggraver la situation en cas de tournure malencontreuse et impondérable.

En ce qui concerne le secrétariat de l'UFM, il s'agit des éléments suivants :

- La nécessité probable d'une assistance pour le secrétariat, progressive ou assortie de conditions, et la manière la plus efficace de démarrer cette assistance. Il existe à

l'heure actuelle plusieurs variables inconnues, liées à la prestation d'une assistance au secrétariat, notamment :

- *Qui fournira quelle assistance à quoi* : la conférence des bailleurs de fonds, prévue en octobre 2003 devrait donner une bonne indication des intentions des bailleurs de fonds et des domaines dans lesquels ils proposeront leur assistance
- *L'aptitude et la disposition des trois Etats membres à financer adéquatement le secrétariat* : il convient que les Etats-membres de l'UFM fassent la démonstration d'un certain niveau d'engagement financier envers l'UFM et de leur collaboration à ses travaux
- *La question des arriérés de salaire et l'identification des autres dettes :* certains collaborateurs de l'UFM n'ont pas été payés des années durant. La nature exacte et l'ampleur de la dette doivent être déterminées et il conviendra également de trouver une solution à la question des arriérés de salaire, avant qu'une assistance ne soit débloquée.
- *L'engagement des Etats membres de l ÚFM à doter le secrétariat en personnel qualifié et professionnel :* l'évaluation a relevé des observations concernant la nécessité de changer « l'ancienne garde », mais puisque ces collaborateurs sont restés pendant des années à leur poste sans être payés, selon notre équipe, il faudra trouver une solution de compromis.

Le règlement des trois dernières questions exigera sans doute d'assortir de conditions l'assistance et/ou le protocole d'accord, entre les Etats membres de l'UFM et le WARP, précisant l'engagement de chaque partie concernée.

3. Plan de surveillance de la performance

Lorsque les propositions seront parachevées et que l'accord (ou les accords) sera signé, il conviendra d'élaborer un plan approfondi de surveillance des performances. Si l'on a recours à un mécanisme cadre, ce dernier pourra mettre au point des plans détaillés de surveillance des performances pour son propre contrat/subvention et pour l'ICP de l'UFM.

Le plan de surveillance des performances de l'ICP de l'UFM comprendrait les éléments suivants :

- Indicateurs spécifiques pour chaque activité et résultat
- Cibles annuelles pour chaque indicateur
- Informations des données de référence sur les réseaux sous-régionaux des CSO et le secrétariat de l'UFM, le niveau de dialogue régional existant et des données précises sur les activités sous-régionales existantes
- Une évaluation extérieure de mi-parcours, vers les 18-20e mois, incluant des recommandations pour affiner la stratégie, les indicateurs et les résultats

- Des comptes-rendus réguliers (rapports trimestriels avec des tableaux d'extrants pour chaque activité, des rapports annuels et un rapport de fin de projet)
- Une évaluation finale, extérieure, assortie des résultats, des impacts, des enseignements tirés et des recommandations d'activités de suivi possibles (au 46e mois).

PIÈCES JOINTES

ANNEXES

ANNEXE A :

LISTES DES PERSONNES ET DES ORGANISATIONS CONTACTÉES

1. CONTACTS AUX ETATS-UNIS

Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade

Finch, Susan. Coordinatrice, Canada/West Africa Peace and Security Initiative (in Canada)

Refugees International

Nyce, Sayre.

Search for Common Ground

Kulp, Heather. Directeur des programmes pour l'Afrique

Mercy Corps

Scriven, Karen. Directeur, New Program Initiatives

USAID

Garvey, Stephanie. Africa Bureau, agent de liaison, Sierra Leone et Guinea
Isralow, Sharon. Africa Bureau, soutien aux activités de prévention des conflits
Morris, Sharon. DACHA, bureau de prévention des conflits

2. CONTACTS EN GUINÉE

Canada

Laviades, Carlos. Chargé d'affaires, a.i.

CENAFOD (Centre National de formation pour l'Education)

Touré, Saran. Directeur

Commission nationale de lutte contre la circulation illicite des armes à feu (CNLCPCIM)

Major General Camara, Calf Moussa Bayault. Directeur général du BIH, Armée de terre, ministère de la Défense
Camara, Momo. Directeur adjoint, service de la coordination des ONG, ministère de l'Administration et de la Décentralisation
Cisse, Dr. Mahmoud. Conseiller juridique, membre de la Commission nationale, ministère de la Défense nationale
Dr. Cisse, Mohamed Lamine. Responsable, ministère des Affaires étrangères et de la Coopération

Dr. Camarah, Manualy Saiba. Directeur de la section ONU, MAEC
Cherif, Moundjour. Membre, juge, ministère de la justice
Diajarou, Dieng Fatou. Président de la sous-commission sur l'Information, l'Éducation et la Communication, CNLCPCIM du ministère de la Sécurité, adjoint au ministre.
Diallo, Amadou Bailo. Secrétaire permanent, commission nationale, ministère de la Défense
Ehoulet, Kaba Maria Thérese. Membre de la sous-commissions sur l'Information, l'Education et la Communication, du ministère de la Jeunesses, des Sports et de la Culture, conseillère chargée des questions de la Culture
Gaye, Fofana Naby. Expert du PNUD sur les questions des armes, membre de la commission nationale CNLCPCIM, du ministère de la Défense
Keita, Blaise Pascal. Directeur des Affaires juridiques et consulaires (DAJC) division juridique, ministère des Affaires étrangères et de la Coopération
Dr. Kouyata, D. Osman. Procureur adjoint, ministère des Affaires étrangères
Col. Kpogounou Tofany Henri. Membre, président de la commission de la défense et de la sécurité à l'Assemblée nationale
Sylla, Fodi Noassa, président, Union des société et entreprises de la sécurité privée

Conseil économique et social, république de Guinée
Kamano, Michel. président
Camara, Mamadou Bobo. Secritaire général
Diallo, Balde Hadja Mariama Sire. membre
Diallo, Thiam. Vice-président
Guillao, Lenaud Josephine. Vice-présidente
Questem, Lamine Bangona. Membre

Union européenne
Dr. M'Baye, Abdoul Aziz. Représentant a.i.

GTZ: coopération allemande
Cicoria, Paola. Directrice de projet

International Foundation for Electoral Systems
Coté, Elizabeth. Représentante

International Rescue Committee
Swett, Tim. Directeur adjoint
Kallon, Ibrahima. Chargé de l'administration

Inter Religious Council of Guinea
Mano, Isaaac. Secrétaire des finances et chargé de l'administration

Organisation Guinéenne de Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen (OGDH)
Dr. Maadjou, Sow Theirno. directeur
Diallo, Abdoul Gadiry. Membre

Mano River Union Civil Society Movement
Fofana, Bakary. 1er vice-président, National Council of Civil Society Organizations en Guinée

Mano River Union Journalist Network
Keita, Assan Abraham. Directeur des publications, Lynx

Mano River Union Women Peace Network
Dr. Kaba, Saran Daraba. Présidente, Guinée
Bayoh, Sallay. Sierra Leone Refugee Branch
Morgane, Goumou Fatoumata. Coordinatrice pour la Guinée

National Democratic Institute
Marantz, Denis. Directeur national

Organisation Guinéenne de Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen
Dr. Sow, Thierno Maadjou. Directeur
Diallo, Abdoul Gadiry. membre

Réseau Liberté
Real, Barneby. directeur
Breton, Paul. Directeur adjoint

PNUD
Toe, Amadou. Représentant résident adjoint
Djobaté, Ousef. Consultant

HCR
Dr. Rakatotmalala, Claude. Délégué adjoint, programme
Tounkara, Fatoumata Diariou. Chargée de l'information publique

UNICEF
Yansané, Ibrahima. Directeur de projet, protection des enfants

BACH
De Lys, D. Hervé Ludovic. Directeur de bureau et chargé des Affaires humanitaires
Thomle, Sofie Garde. Chargée de l'information

USAID

Boncy, Robert. Directeur adjoint
Atteberry, David. Chargé de programme, Sierra Leone
Diallo, Ahmed T. adjoint de programme, Office of Democracy and Good Governance
Diallo, Alpha S. chef d'équipe, Office of Strategic Planning and Results Center
Diallo, Mamadou Kenda. Chef d'équipe par intérim, Office of Democracy and Good Governance Rainey, Patricia. Coordinatrice, Strategic Results

Ambassade des Etats-Unis

Gecas, Vida. Responsable, Regional Security
Rios, Karl. Responsable, Affaires politique

3. CONTACTS EN SIERRA LEONE

American Refugee Committee International

Nourse, Tim. Coordinatur, Global Micro Finance

British High Commission

Stuart, Ian. Premier secrétaire, (Development)

Inter-Religious Council of Sierra Leone

Alhaji Lisman Nurudin Sahid Jah, membre du conseil exécutif
Alhaji Dr. A.B. Karim, membre du conseil exécutif
Reverend L.B. Rogers-Wright, membre du conseil exécutif
Reverend Henry Christopher Samuels. Membre du conseil exécutif

International Human Rights Law Group

Nzeyimana, Pierre Claver. Directeur de programme
Pemagbi, Joe H. Jr. Chargé de programme

International Rescue Committee

Koch, Kristina. Directeur national adjoint

Koindu Civic Leaders

Folleh, S.W. chef de section principal
Foryoh, E.K. chef par intérim
Foryoh, Moses F. secrétaire communautaire
Tengbeh, Principal. KBSS School
Kabbale, I.M. président du tribunal
Yabasue, Tené, présidente, Femmes du marché

Management Services International

Arthy, Helen. Directeur extérieur, Diamond Policy and Management

Tamba, Sandi. Directeur extérieur adjoint, Diamond Policy and Management
Temple, Paul. Chef d'équipe, Peace Diamond Alliance

Mano River Union Civil Society Movement

Barie, Hassan M. Civil Society Movement and Mine Workers Union
Kuyateh, Davidson A. secrétaire général, Civil Society Movement, Sierra Leone
Minah, Festus, E. président, Sierra Leone Teachers Union
Reverend Kabo, Morie. Consultant de programme, Civil Society Movement, Sierra Leone
Kouteh, Fred Hassan. membre, FBC-USL
Thoronka, Samuel, membre, Motor Drivers Union

Mano River Union Journalists Network

Waritay, Lamini A. directeur exécutif, West Africa Democracy Radio

Mano River Union Women Peace Network

French, Miatta. Secrétaire exécutive
Macfoy, Christiana. trésorière
McCarthy, Roseyln. Présidente de programme, MARWOPNET Sub-region
Pratt, Nana. Point focal, Sierra Leone

Mano River Union Secretariat

Morris, L. directeur, Economic Affairs Division a.i.
Tejan, Alhaji MHB. Responsable du budget/finances
Vincent, Jalm P. chargé de planification, Economic Affairs Division, a.i.

Search for Common Ground

Fortune, Francis. Directeur régional, West Africa
James, Ambrose. Chef de département, Community Peace Building, Talking Drum Studio
Foday-Musa, Gibril. Chef de département, Public Affairs, Talking Drum Studio
Sesay, Nancy. Productrice, Talking Drum Studio

UNAMSIL

Col. Sana. Commandant PAKBAT V, Kailahun

CENUA

Eghan, Ben C, consultant, Evaluation de l'UFM

HCR

Kimbimbi, Sanda. représentante a.i.

BACH

Johnson, Denis. Chef OCHA Sierra Leone

USAID

Koenen-Grant, Julie. Directeur de programme national
Jallo, Abdulai. Democracy and Governance, chef d'équipe
Almaguer, Frank. Chef d'équipe, Independent Evaluation of the USAID Sierra Leone Program

Ambassade des Etats-Unis

Chaveas, Peter R., ambassadeur
Bishop, Michael, RSO
Ltc. Godbout. DAO

West African Monetary Agency

Nabassoua, Yacouba. Directeur général

World Conference on Religion and Peace

Reverend Tolbert III, William. Directeur régional

World Vision

Mirana, Taplima. Koindu
Sati, Lahar. Coordinateur, Skills Training, Koindu
Fewry, Edward O. directeur adjoint, TIP (ICDP). Buedu
Muana, Taplima. Superviseur régional, STEP (ICDP), Buedu
Saati, Lahai, S. coordinateur de la formation, STEP (ICDP), Buedu
Seseny, Omaru, D. coordinateur régional adjoint, TIP, Buedu
Tucker, Leonard. Coordinateur de district, TIP (ICDP), Buedu

4. CONTACTS AU LIBERIA

Africare

Dean, Jim. (par courrier électronique)

Association of Female Lawyers of Liberia

Cllr. Williams, Abla Gadegbeku. Secrétaire général (par courrier électronique)

Catholic Relief Services

Studer, Raymond L. représentant national (par courrier électronique)

Center for Justice and Peace Studies

Norris, Hilary. Directeur exécutif (par courrier électronique)

Civil Society Movement of Liberia

Saa Philipe Joe. président (par courrier électronique)

Development Education Network Liberia
Siakor, Franklin. directeur (par courrier électronique)

International Foundation for Education and Self-Help
Par courrier électronique

Inter-Religious Council of Liberia
Kazolo, David D. secrétaire général, IRCL
Lartey, Benjamin. Secrétaire général, Liberian Council of Churches.
Francis, Michael Kpakala. Archevêque de Monrovia et président de l' Inter-Religious Council of Liberia (par courrier électronique)

Liberia Council of Churches
Lartey, Benjamin Dorme. Secrétaire général

National Forum for Public Policy and Development
Mitchell, Abraham. Directeur exécutif (par courrier électronique)

Peace Building Resource Centre
Mulbah, Edward K. secrétaire exécutif (par courrier électronique)

USAID
Birgells, Edward. Directeur de mission

West Africa Network for Peacebuilding Liberia Chapter
Women in Peacebuilding Network
Gbowee, Leymah R. coordinateur national par intérim (par courrier électronique)

ANNEXE B :

ÉVALUATION : ITINÉRAIRE DU 5 AU 26 MAI

5 – 6 Mai. Les membres de l'équipe, Nelson et Bassene, se rendent respectivement en Guinée des Etats-Unis et du Mali.

7 – 17 Mai. L'équipe travaille à Conakry et démarre l'évaluation par des réunions avec les responsables de l'USAID-Guinée et les collaborateurs de l'ambassade, des entretiens avec d'autres bailleurs de fonds, des ONG, des CSO et des fonctionnaires de l'Etat guinéen. Le déplacement prévu dans la région forestière, en Guinée, est annulé par le RSO en raison de problèmes de sécurité

18 Mai. L'équipe se rend par la route à Freetown (Sierra Leone)

19 – 23 Mai. L'équipe poursuit ses travaux à Freetown et s'entretient avec des responsables de l'USAID et de l'ambassade des Etats-Unis, d'autres bailleurs de fonds, des ONG et des CSO. L'équipe rencontre le directeur de la mission de l'USAID-Liberia et débat du programme de l'USAID et des conditions au Liberia. Accompagnée du directeur de la mission de l'USAID-Liberia et du directeur de programme national de l'USAID-Sierra Leone, l'équipe se rend en hélicoptère dans les zones frontalières de la Guinée et du Liberia, pour évaluer les conditions et rendre visite aux programmes post-conflit réalisés par l'USAID-Sierra Leone.

24 Mai. L'équipe revient par la route à Conakry (Guinée).

25 - 26 Mai. L'équipe quitte Conakry pour les Etats-Unis et le Mali.

ANNEXE C :

DOMAINE DE TRAVAIL DE L'ÉVALUATION

Conception du cadre de travail de l'évaluation de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix
Programme régional de l'Afrique de l'Ouest
Bamako (Mali)

I. RÉCAPITULATIF

Le présent énoncé de travail a trait à une évaluation de la stabilité politique et des conditions de conflit au sein de l'Union du fleuve Mano (UFM), englobant la Guinée, la Sierra Leone et le Liberia. L'objectif de cette évaluation consiste à élaborer un cadre de travail exhaustif des interventions futures du WARP, dans les domaines de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix transfrontières/sous régionaux. En abordant le besoin d'une stabilité politique accrûe dans l'UFM, cette activité est reliée au but du WARP de promotion d'une paix solide à titre de condition indispensable de l'intégration économique et de la prospérité régionales.

II. ANTÉCÉDENTS

Le conflit au sein de l'UFM présente un ensemble de problèmes complexes car les trois pays font face à l'instabilité politique active, à des conflits armés et à des problèmes de transition après-guerre. Le conflit historique a produit la désintégration de communautés caractérisée par des mouvements importants de réfugiés, à l'intérieur des pays et au travers des frontières, la perte des infrastructures et des gains économiques et l'instauration d'un chaos permanent, notamment le long des frontières des trois pays concernés.

Bien que de nombreuses initiatives du gouvernement nationale, des communautés régionales et internationales soient en cours, les troubles persistent. Le désarmement et la démobilisation récents du Revolutionary United Front, la fin de la guerre et les élections couronnées de succès en Sierra Leone, sont menacés par la détérioration progressive de la paix au Liberia et la nouvelle vague de réfugiés qu'elle provoque en Guinée et en Sierra Leone, intensifient les tensions entre les trois pays. D'ailleurs, ces pays sont intimement liés par le biais de leurs économies, de leurs réseaux sociaux, leur environnement politique et les perspectives de paix et de développement. L'on constate donc dans l'ensemble qu'une solution pour la paix et la sécurité au sein de l'UFM exigera des efforts polyvalents dans les domaines politiques, diplomatiques, humanitaires et de développement de longue durée. Toutefois, la réalité indique l'absence d'un cadre de travail d'ensemble et coordonné, pour régler le conflit au sein de l'UFM.

A ce jour, l'USAID possède un programme d'assistance bilatérale dans les trois pays de l'UFM, chacun d'entre eux aborde différents aspects des impacts des conflits à l'intérieur des frontières de ces pays. Ces programmes comprennent l'objectif spécial de l'USAID-Guinée pour la région forestière, un objectif spécial récemment approuvé pour la Sierre Leone et des interventions antérieures du bureau de l'Initiative pour la transition. Et enfin, l'objectif spécial de prévention des conflits du WARP prévoit un appui aux activités transfrontières au sein de l'UFM, visant à faciliter le retour et la réinsertion des réfugiés et le recours à des émissions radiophoniques aux fins de consolidation de la paix, en collaboration avec les programmes bilatéraux susmentionnés.

La présente activité vise donc à fournir un cadre de travail intégré, sous-régional, d'intervention collaborative future, entre le WARP et les autres programmes de l'USAID au sein de l'UFM.

III. ÉNONCÉ DES TRAVAUX

A. Objectif :

L'objectif de cette activité consiste à élaborer un cadre de travail exhaustif des interventions futures des activités de l'USAID-WARP au sein de l'Union du fleuve Mano, dans le domaine de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix.

B. Titre :

Conception du cadre de travail de l'évaluation de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix dans les pays de l'Union du fleuve Mano

C. Étendu :

Sur une période estimative de deux mois, le maître d'œuvre est chargé :

1) d'évaluer la stabilité politique et les conditions de conflit actuelles, par pays, au sein de l'UFM, ainsi que les répercussions au niveau transfrontières et sous-régional

2) d'examiner la cause profonde du conflit et d'identifier les divers protagonistes impliqués au niveau national, sous-régional et régional

3) de dresser des interventions et d'évaluer leurs points forts, leurs points faibles, leurs possibilités, les liens de partenariat entre ces interventions, ainsi que les carences des programmes sous-régionaux

4) à partir des résultats des rubriques a), b) et c), d'élaborer un cadre de travail de trois à cinq ans pour les interventions futures de l'USAID au sein de l'UFM, y compris les

objectifs, les activités, les indicateurs des résultats et un plan de surveillance de la performance.

IV. DOCUMENTS APPLICABLES

Cadre de travail stratégique du WARP
Cadre fondé sur les résultats de l'objectif spécial du WARP
Cadre fondé sur les résultats de l'objectif spécial de l'USAID
Cadre fondé sur les résultats de l'objectif stratégique pour la démocratie et la gouvernance de l'USAID-Guinée
Cadre fondé sur les résultats de l'objectif spécial pour la région forestière de l'USAID-Guinée

V. PARAMÈTRES DU PROGRAMME

Les résultats spécifiques à atteindre dans le cadre du présent énoncé sont les suivants :

A. Résultat 1 : une évaluation exhaustive des conditions de conflit, des protagonistes et des possibilités de stabilité politique et de paix durable sous-régionales est en cours de réalisation au sein de l'UFM

B. Extrant du résultat 1 :

1) identification des questions et des conditions prioritaires quant au conflit, dominantes au sein de l'UFM, leur interdépendance et leurs incidences d'un point de vue transfrontières et sous-régional

2) inventaire des principales parties concernées nationales, régionales et internationales, y compris leurs intérêts respectifs, la nature de leur participation au conflit à ce jour et les possibilités d'un engagement positif dans les processus de paix, dans la sous-région

3) relevé des principales organisations internationales, ONG nationales et CSO régionales, dans la région et une estimation de leurs interventions quant aux résultats accomplis, leur complémentarité et les lacunes de programmation

C. Paramètres de performance :

L'évaluation aura recours à une analyse bureautique et à une étude sur le terrain, elle collaborera étroitement avec le WARP, les programmes en cours de l'USAID, les CSO régionales, les organisations internationales au sein de l'UFM et l'on accordera une attention plus particulière aux questions et aux besoins spécifiques des zones frontalières communes aux trois pays, ainsi que les possibilités de consolidation transfrontières de la paix.

Résultat 2 : une stratégie exhaustive et intégrée et un cadre fondé sur les résultats sont élaborés pour les interventions futures de l'USAID-WARP au sein de l'UFM, y compris des objectifs, des activités, des indicateurs de résultats et un plan de surveillance de la performance.

Extrant du résultat 2 :

1) Objectifs et options spécifiques pour les activités futures de l'USAID-WARP au sein de l'UFM

2) un cadre exhaustif fondé sur les résultats et un plan de surveillance de la performance

Paramètres de performance :

Le maître d'œuvre se penchera sur les questions ayant trait au retour et à la réinsertion sociale des réfugiés, particulièrement des victimes de la torture et des violences sexuelles, à la promotion de la communication nationale et transfrontières et au dialogue de consolidation de la paix, par le biais d'émissions radiophoniques, et au développement d'une société civile régionale pour prendre part aux processus de prévention des conflits et de paix. Dans l'élaboration d'options destinées aux interventions de l'USAID, le maître d'œuvre tiendra également compte des liens de programmation entre les organisations de la société civile et le Mécanisme de la CEDEAO pour la prévention, le règlement et la gestion des conflits, le maintien de la paix et la sécurité.

ANNEXE D :

DOCUMENTS CONSULTÉS

Academy for Educational Development. "Liberia Community Peace-Building and Development Program (CPBD)," Proposal, 17 July, 2002.

___. "CPBD Performance Monitoring Plan." 2002.

___. "CPBD, Semi-Annual Performance Report." No. 1. October 2003 – March 2003.

Action Aid (with other NGOs). "Kimberley Process still in Process." 30 April, 2003.

African Council of Religious Leaders for Peace. "Summary of Meeting Outcomes," Abjuda, Nigeria, 10-12 June, 2003.

___. "Communique final." 12 June, 2003.

African Development Education Network. "Aden Link." April 2000.

Africare. "Answers to Assessment Team Questions." May 2003.

Agence France Presse. "Contact Group on Liberia Begins Visit to Mano River States." 15 April, 2003.

___. "All Sides in Ivory Coast War, Including Liberia, Sign Ceasefire." 1 May, 2003

American Embassy Freetown. "USAID Sierra Leone Diamond Program Update," Cable dated 26 November, 2002.

American Refugee Committee. "ARC Microenterprise Development: From Refugee to Return."

Amnesty International. "Sierra Leone, Guinea, and Liberia." January – December 2002.

___. "Observations by Amnesty International on UN Security Council Meeting on the Countries of the Mano River Union." May 2002.

___. "Diamond Trading Must Be Controlled and Monitored from the Point of Mining to the Point of Export." 2002.

___. "International Contact Group Must Focus on Ending Human Rights Abuses." 12 May, 2003.

Aning, Kwesi, Emma Birikorang, and Eboe Hutchful. "The Political Economy of Conflicts in West Africa: A Contribution to the Debate." Paper presented at the Mano River Region and Côte d'Ivoire conference, Paris, May 2003.

Associated Press. "United Nations Says Conflict in Liberia Threatens Stability in West Africa." 14 December, 2002.

Association of Female Lawyers of Liberia. Letter to USAID/Liberia with Responses to Assessment Team Questionnaire, 15 May 2003.

Baechler, Gunther. "Helping Prevent Violent Conflict: Work and Concept of the DAC Network on Conflict, Peace and Development Cooperation." Paper presented at the Mano River Region and Côte d'Ivoire conference, Paris, May 2003.

Bossard, Laurent and Donata Gnisci. "SCSAO, Rapport de Mission en Sierra Leone," 16-22 février 2003.

Butty, James, "No Conditions for Free and Fair Elections." *West Africa Magazine*, May, 2003, 19-25.

Catholic Relief Services. "USAID Mano River Union Conflict Prevention." Answers to Assessment Teams Questions. 2003.

Center for Justice and Peace Studies. "Responses to Questionnaire." 14 May, 2003.

Choga, Andrew. "Reintegration of Ex Combatants in the Mano River Union and in Cote d'Ivoire." Paper presented at the Mano River Region and Côte d'Ivoire conference, Paris, May 2003.

Church World Service. "At United Nations, Role of Churches, Civil Society in Africa is Affirmed." Press Release on the roundtable Promoting Peace with Justice in the Mano River Union. 11 March, 2003.

Cisse, Dr. Mohamed Lamine. "Les menaces d'instabilité politique dans l'espace de la Mano River Union." Janvier 2001.

Civil Society Movement of Liberia. "General Resolutions of the Civil Society Movement of Liberia Second Annual Convention held at the YMCA." 19 February, 2003.

Civil Society Movement of Liberia. "Response to USAID/WARP Conflict Prevention Strategy Development Questionnaire." 2003.

Conflict Risk Assessment Report, West Africa: Mano River Union and Senegambia. April 2002.

Country Indicators for Foreign Policy. "Conflict Risk Assessment Report." West Africa: Mano River Union and Senegambia. April 2002.

Creative Associates. "Final Evaluation of the OTI Program in Sierra Leone," final report. August, 2002.

Department of State. "Economic Community of West African States (ECOWAS)." Fact Sheet. 22 November, 2002.

___. "President Bush Signs "Clean Diamond Trade Act." Office of International Information Programs. 26 April 2003.

___. Background Notes, Liberia. 2003

___. "International Contact Group and a Way Forward," by Pamela Bridgewater, Deputy Assistant Secretary for African Affairs. March 1, 2003

Development Associates. "Guinea: Potential Sources of Conflict and Instability." November 1998.

The Development Education Network-"Liberia" (DEN-L). Pamphlet. Undated.

___. Capacity Building Programme, Impact Assessment. 2002

___. "Responses to Questions from the USAID Regional Office for West Africa." May 13, 2003

Dukulé, Abdoulaye, W. "Transition Outline Agreed in Liberia Peace Talks but Interim Leadership Remains Undecided." AllAfrica.com, 15 July, 2003.

European Commission. European Commission to Support Round Table Conference on Liberia. IP/03/800. 4 June, 2003.

Evans, Gareth. "Regional Approach to West Africa's Conflicts." *West Africa Magazine,* May, 2003, 19-25.

Gberie, Lansana. "L'Afrique de l'Ouest: Entre pierres et étincelles. L'économie politique des diamants et la déstablisation régionale." International Peace Information Service, Network Movement for Justice and Development. Document No. 9. 2003.

Government of Guinea. "Note Informative sur le Conseil Economique et Social." Mai 2002 and Rapport Annuel, 2001.

___. "Memo de la Déclaration du Moratoire sur l'Importation, l'Exportation et la Fabrication des Armes Légeres par les pays de la C.E.D.E.A.O." A la Creation par Décret Présidentiel de la Commission Nationale de Lutte Contre la Prolifération et la Circulation Illicite des Armes Légeres. 2002.

___. "Conference des Societes Civiles des pays de la Mano River Union: Contribution de la Republique de Guinee." October 2001.

Government of Sierra Leone. "Sierra Leone: Post Conflict Development Agenda: Strategies for Growth and Poverty Reduction." Consultative Group Meeting, Paris. 13-14 November 2002.

___. "National Recovery Strategy," 2002-2003.

Haji-Kella, Mohamed. "Shaping the future for Sierra Leone's Youth." *West Africa Magazine*, May 2003, 19-25.

Inter-Religious Council of Guinea. "Paix, Securite et Reconciliation au sein de la Mano River Union." 2003.

International Contact Group on Liberia. Statement to the Press. 19 May 2003.

International Crisis Group. "Sierra Leone After Elections: Politics as Usual?" Africa Report No. 49.

___. "Tackling Liberia. The Eye of the Regional Storm." *Africa Report* No. 62. 30 April 2003.

International Federation of the Red Cross. "Burkina Faso, Ghana, Guinea, Liberia, Mali, Niger: Humanitarian Response and Contingency Planning for Population Movements Appeal No. 34/02 Revised." 29 April 2003.

International Foundation for Education and Self-Help. Answers to Assessment Questionnaire. 2003.

International Foundation for Electoral Systems. "Campaign nationale d'éducation civique. OSC Guinéennes," Octobre 2002.

___. "IFES Quarterly Reports: Guinea: Strengthening Civil Society." October 1, 2002-December 31, 2002 and January 1-2003 – March 31, 2003.

International Rescue Committee. Guinea: Undated pamphlet.

___. Guinea Program. 7 May 2003.

___. Guinea: Insecurity in N'Zerekore? E-mail from Zaoro Bimao, IRC to Timothy Swett IRC dated 13 May, 2003.

___. Guinea. Proposal for "Revitalization of Conflict-Affected Communities." 2003.

___. Sierra Leone, Country Program. Undated Pamphlet.

___. Sierra Leone, Draft BPRM Proposal Framework

___. Sierra Leone, Child Protection Unit 2003.

Kimberley Process. "Kimberley Process Implementation Update." Bulletin 12 December 2002.

MacJohnson, Rod. "Blood diamonds" Initiative a Mixed Success in War-Scarred Sierra Leone." Agence France-Presse. 18 May 2003.

Management Services International. Sierra Leone Diamond Sector Financial Policy Constraints by Chaim Even-Zohar. May 2003 draft.

Mano River Union. "Fifteenth Protocol to the Mano River Union Declaration: Co-operation on Defense, Security, Internal Affairs and Foreign Affairs."

___. "Funding Proposals for the Implementation of Strategies for the Consolidation of Peace and Security in the Mano River Union." 2000.

___. "Mano River Union Joint Security Arrangement and Small Arms Control Project (JOSASAC)." Draft Project Proposal to be submitted to the Sub-Regional Development Centre for West Africa of the Economic Commission for Africa to be implemented by the United Nations Regional Centre for Peace and Disarmament in Africa. 2003.

Mano River Union Civil Society Movement. "Statement of Understanding on the Structure and Governance of the Mano River Union Civil Society Movement (MRU/CSM)." 2001.

___. "First Mano River Union Civil Society Conference, General Report of Conference." 2001.

___. "Historical Background of the Mano River Union Civil Society Movement (MRUCSM)." Undated.

___. "Liberia: NED Grant No. 2002-145.0." April 1, 2002-March 31, 2003.

___. "First Report of Grant #2002-145.0." Association of Liberian Professional Organizations, Liberia.

___. "Second Report of Grant #2002-145.0." Association of Liberian Professional Organizations.

Mano River Women's Peace Network. "Report on Activities, 2000-2002." 2002.

___. "Rapport de Formation des Responsables Politiques et Administratifs sur les Techniques de Résolution des conflits en Guinée Forestiere." October-December 2002.

National Council of Churches. "Peace Talks, Ceasefire, Humanitarian Aid Crucial for Liberia." 16 April 2003.

National Forum for Public Policy and Development. Answers to Assessment Team questionnaire in a letter to USAID/Liberia. 16 May, 2003.

OGDH Infos. "Bulletin Mensuel des droits Humains." December 2002 and January/February 2003.

Peace Building Resource Centre. "Responses to Assessment Questionnaire," 12 May, 2003.

Refugees International. "Trapped in Liberia: Third Country Nationals Need Transport Home." 27 February, 2003.

___. Field Trip Notes by Shannon Meehan, RI Consultant. February 2 - March 1, 2003.

___. "Liberian Refugees Threatened in Cote d'Ivoire." 5 March, 2003.

Réseau Liberté. "Médias et Réconciliation en Cote D'Ivoire." Avril 2003.

Sahel and West Africa Club. "Creation of a Strategic Monitoring Group Discussion Paper." Paper presented at the MRU Conference in Paris. May 2003.

Taylor, Mrs. Claudia L. "Women's Rights in Sierra Leone." Address delivered at the International Human Rights Law Group Working Dinner on Women's Rights in Sierra Leone. April 2003.

Toweh, Alphonso. "Children Left in the Lurch." *West Africa Magazine*, May 2003, 19-25.

___. "Brumskine Outlines Peace Plan." *West Africa Magazine* May, 2003, 19-25.

___. "The Forgotten Conflict." *West Africa Magazine,* May, 2003, 19-25.

___. "High Hopes for Peace Talks." *West Africa Magazine,* May, 2003, 19-25.

United Nations. "Security Council Extends Mandate of United Nations Mission in Sierra Leone for Six Months, Beginning 30 September. Resolution 1436 (2002) Adopted Unanimously." Security Council, SC/7511. 4615 Meeting. Press Release. 24 September 2002.

___. "From Peacekeeping to Peacebuilding. UN Strategy to Support National Recovery and Peacebuilding in Sierra Leone." October 2002.

___. "General Assembly Voices Strong Support for 'Kimberley Process' Scheme, Aimed at Stemming Use of Diamonds for Financing Conflict." GA/10133, 15 April 2003.

___. Letter dated 5 May 2003 from the President of the Security Council addressed to the Secretary –General, S/2003/525.

___. Resolution 1478 (2003) Sanctions against Liberia. SC/7752.

___. Second report of the Secretary General Regarding Liberia. S/2003/466.

___. "Secretary-General says Liberia 'torn apart by disastrous conflict' for too long; Ghana conference at last offers hope for peaceful resolution." SG/SM/8735, AFR/633. June 4, 2003.

___. "Security Council extends sanctions against Liberia until 7 May 2004, unanimously adopting resolution 1478 (2003)." SC/7752.

United Nations Development Fund for Women. "Experts Travel to Sierra Leone, Guinea and Liberia to Assess Women's Experiences During and After War." Press Release January 21, 2002.

United Nations Development Programme. "Sierra Leoneans Exchange Small Arms for Development Support." Press release on pilot project. 9 April 2003.

___. "Moratorium on Light Weapons in West Africa." Bureau of Conflict Prevention.

___. "Guinea: Key points of the Chairperson's Remarks." Prepared for the MRU and Cote D'Ivoire conference in Paris. 2003.

___. Guinea: Cadre de Coopération. 2002-2006.

United Nations High Commissioner for Refugees. "UNHCR Global Appeal 2003 for Guinea, Sierra Leone, Liberia". 2003.

___. "Briefing Notes: Liberia." 29 April, 2003.

___. "Guinea. Situation au 06/05/03."

___. Guinea. "Voluntary Repatriation of Sierra Leonean Refugees in Guinea. Planning for year 2003." 21 February 2003.

___. "Sierra Leone: Operations Briefing Paper." 6 May 2003.

___. "West and Central Africa: Recent Developments." 2003.

United Nations Mission in Sierra Leone. "2002 Progress Report, as of September 2002. Proxy Indicators. Restoration of State Authority and Recovery." Civil Affairs Section. 1 November 2002.

___. UNAMSIL Press Briefing 11 April 2003.

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. "Guinea Humanitarian Situation Report No. 2." March- April 2003.

___. "Cote d'Ivoire. Crisis in Cote d'Ivoire Situation Report No. 10." April 22 – May 15, 2003.

___. "Liberia; Former Nigerian President to Head Peace Talks." UN OCHA Integration Regional Information Network Press Release. 17 April 2003.

___. "Liberia: Keep Looking for a Solution- Anan." UN OCHA Integrated Regional Information Network Press Release, 28 April 2003.

___. "Liberia: Government Warns Against Shipping Supplies." UN Integrated Regional Information Network Press Release. 29 April 2003.

___. "Liberia: Weekly Updates for 3-9 May 2003, 27 April – 2 May 2003."

___. "Liberia: Monthly Humanitarian Situation Report." April 2003.

___. "Liberia: US Urges Nationals to Leave as Fighting Intensifies." UN OCHA Integrated Regional Information Network, 26 May 2003.

___. "Consolidated Inter-Agency Appeal of Cote d'Ivoire Plus Five. April to December 2003." 29 April 2003.

___. "Regional Population Movements out of Cote d'Ivoire Since 19 September 2002 – 18 April 2003."

___. "Humanitarian Voices- OCHA Regional Support Office for West Africa, Issue No. 2, 2003." 30 April 2003.

___. "Sierra Leone: Briefing Packet: Integrated Programme of Humanitarian Assistance." Undated.

___. "Africa: Council discusses missions to Central and West Africa." UN OCHA Integrated Regional Information Network. 2 June, 2003.

___. "UN-backed Sierra Leone Court Indicts Liberian President Charles Taylor." UN OCHA Integrated Regional Information Network. 4 June, 2003.

___. "Sierra Leone: Prosecutor of UN-backed Court Disappointed Taylor Evades Arrest." UN OCHA Integrated Regional Information Network. 6 June, 2003.

___. "Liberia: Vice President Quits as Taylor Claims Coup Attempt." UN OCHA Integrated Regional Information Network. 6 June, 2003.

___. "Liberia: Bodies Litter Monrovia Streets as Fighting Resumes." UN OCHA Integrated Regional Information Network. 8 June, 2003.

___. "Liberia: Monrovia Braces for Fresh Rebel Attack as Bush Meets Anna." UN OCHA Integrated Regional Information Network. 15 July, 2003.

Rehn, Elisabeth and Ellen Johnson Sirleaf. "Women War Peace. The Independent Experts Assessment on the Impact of Armed Conflict on Women and Women's Role in Peacebulding." UNIFEM.

___. "UNIFEM and Urgent Action Fund Support Peace-building Process in Sierra Leone." Press release on the training workshop on gender based human rights violations for Sierra Leon's truth and Reconciliation Commission. 17 April 2003.

Wart, Jim. "Banning 'Blood Diamonds' Export from Sierra Leone." *United Nations IPS Daily Journal.* Vol 8, No. 123. Page 2. 7 July 2000.

USAID Documents

Africa Bureau: "The Sierra Leone-Liberia-Guinea Crisis and the USID Africa Bureau Strategy." Power point presentation, 2001.

___. Trip Report to N'Zerekore, Macenta and Kissidougou, by Sharon Isralow, October 4-6, 2002.

CDIE: "Fostering a Farewell to Arms: Preliminary Lessons Learned in the Demobilization and Reintegration of Combatants." By Kimberly Mahling Clark. March 1996.

___. "Democracy and Governance and Cross-Sectoral Linkages." Guinea. Working Paper No. 315. April 1999.

___. "Promoting Social Reconciliation in Postconflict Societies. Selected Lessons from USAID's Experience." By Krishna Kumar. USAID Program and Operations Assessment Report No. 24. January 1999.

OTI: "Mano River Countries. Complex Emergency Situation Report #1 (FY 2003)." October 9, 2002.

___. "Mano River Countries - Complex Emergency Situation Report #2 (FY) 2003." May 15, 2003.

USAID/Guinea: "Potential Sources of Conflict and Instability in Guinea." February 1, 2000.

___. "2002 Annual Report Data for Guinea, Annual Report Narrative and Narrative for 675-004: Improved Local and National Governance Through Active Citizen Participation."

___. "Annual Report FY 2003." May 5, 2003.

___. "FY2002 Annual Portfolio Review, November Session. SO-4: Democracy and Governance."

___. "Facilitating Post-Conflict Transition in the Guinea Forest Region - A Special Objective." Power point presentation.

___. "Ground Truthing the Special Objective to Facilitate Post-Conflict Transition in the Forest Region." Field Trip Report. February 24-28, 2003.

___. "Performance Monitoring Plan for Strategic Objective 4: Improved Local and National Governance through Citizen Participation."

___. "Performance Results Assessment, Democracy and Governance Strategic Objective." 2000.

___. "Post Conflict Assistance." Info sheet.

___. "Strategy Paper for a Special Objective to Facilitate Post Conflict Transition in Targeted Areas of the Forest Region in Guinea."

USAID/Liberia: "Liberia Transition Strategy II. FY 2001-2003." USAID/AFR/WA. March 2001.

___. "2002 Annual Report Data for Liberia. Annual Report Narrative and Narrative for 669-005: Increased Role of Civil Society in Democratic Governance."

___. "Annual Report. FY 2003." May 1, 2003.

___. "Civil Society Role in Democratic Governance Strengthened." Program Data Sheet. 669-005.

___. "USAID Assistance to Liberia." USAID Fact Sheet. February 27, 2003.

USAID/Sierra Leone: "USAID/MSI's Diamond Initiative in Sierra Leone, Briefing to USAID/Sierra Leone," Power point presentation, 3 March 2003.

___. "Annual Report FY 2003."

___. "2002 Annual Report Data for Sierra Leone. Annual Report Narrative and Narrative for 636-002: DG Institutions' Capacity Strengthened."

___. "Briefing Notes, Delegations to Kailahun and Kono Districts, May 23 & 24, 2003."

___. "The Mano River Union (MRU) Peace Building Initiative." Power Point Presentation, 2002.

___. "MRU Program Design." E-mail from David Atteberry, USAID/Sierra Leone to Mathias Bassene, WARP, December 20, 2002.

___. "Strengthening Democratic Institutions." Program Data Sheet. 2002.

___. "USAID Development Assistance Transition Strategy, 2001-2003." Power Point Presentation.

___. "The USAID Program in Sierra Leone, 2002."

USAID/WARP: "Strategic Plan, FY2001-2008 for the West Africa Regional Program (WARP)." Regional Strategy Team, Africa Bureau. 2001.

___. "Action Memorandum for the Director, West Africa Regional Program on a Grant to IRC/CVT/SFCG/TDS under Special Objective Number 7; Early Detection and Response

Mechanisms to Prevent Regional Conflicts Established and Functioning, 624-007." December 13, 2002.

___. "Annual Report Data for WARP. Narrative for 624-007: Early Detection and Response Mechanisms to Prevent Regional Conflicts Established and Functioning." 2002.

___. "Annual Report FY 2003."

___. "Conflict Prevention and Peacebuilding in the Mano River Union. Civil Society and its Role." By Tony Karbo. Draft for review. November 2001.

___. "West Africa Regional Conflict Meeting Summary." Draft. April 2003.

USAID and the Woodrow Wilson International Center for Scholars. "The Role of Foreign Assistance in Conflict Prevention." Conference Report. January 2001.

"West Africa Democracy Radio Project Document." 2002.

West Africa Network for Peacebuilding. "Engendering Early Warning Systems in West Africa: Through the Inclusion of Women." Undated.

___. "Assessment Study of the Christian and Inter-Religious Councils and CSOs in the Mano River Basin Region for Trauma Healing, Justice and Peacebuilding." April 2003.

___. "Guinea-Conakry: Early Warning Report. With the Forum on Early Warning and Early Response." September 2000.

West Africa Network for Peacebuilding, Liberia Chapter. "Conflict Prevention Assessment." May 15, 2003.

Wong, Lillian. "Conflict in the Mano River Region, Causes, Solutions and Lessons: The Case of Sierra Leone." Paper presented at the Mano River Region and Côte d'Ivoire conference, Paris, May 2003.

World Bank. "Guinea at a Glance."

___. "Application Record. Understanding Conflict and Evolving Rights-Based Responses." Applicant: CARE. 2002.

___. "Child Soldiers: Prevention, Demobilization and Reintegration. Conflict Prevention and Reconstruction Unit." May 2002.

___. "Guinea - Country Assistance Strategy Progress Report." Undated.

___. "Guinea Country Brief." April 2003.

___. "Project Appraisal Document on a Proposed Credit in the Amount of SDR 25.4 Million (US$35.0 million equivalent) to the Republic of Sierra Leone for a National Social Action Project." 19 March 2003.

___. "Republic of Sierra Leone: Transitional Support Strategy. Chairman's Concluding Remarks. Meeting of the Executive Director." March 26, 2002.

___. "Sierra Leone- Transitional Support Strategy." Undated.

___. "Sierra Leone Receives Support for Social Action Program." 24 April 2003.

"Peace Building, Reconstruction and Reconciliation in the Mano River Basin" Proposal for the World Conference on Religion and Peace. March 2002.

___. "Multireligious Strategic Actions for Peace, West Africa." November 2002